



La place de Hong Kong dans l'initiative chinoise des “ Nouvelles routes de la soie ”

Audrey Bonne

► To cite this version:

Audrey Bonne. La place de Hong Kong dans l'initiative chinoise des “ Nouvelles routes de la soie ”. Science politique. 2018. dumas-02294811

HAL Id: dumas-02294811

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02294811>

Submitted on 23 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON

ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

MEMOIRE

pour l'obtention du master 2

« Asie Orientale Contemporaine, parcours entreprises »

**La place de Hong Kong dans l'initiative chinoise des
« Nouvelles Routes de la Soie »**

Par Mlle Audrey BONNE

Mémoire réalisé sous la direction de
Mme Christine Cornet et Mme Béatrice Jaluzot

2017-2018

Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles de l'auteur et ne sauraient en aucun cas engager le directeur de mémoire ou l'institut d'Etudes Politiques de Lyon et l'ENS de Lyon.

Mots clés :

- Nouvelles Routes de la Soie ou « *Belt and Road Initiative* » (BRI)
- Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong
- Relations sino-hongkongaises
- Intégration régionale
- Diplomatie économique
- Accords commerciaux
- Services financiers et professionnels
- Projet de « Grande Baie » ou *Greater Bay Area* (GBA)

Résumé

Depuis sa rétrocession à la Chine continentale en 1997, Hong Kong a su tirer profit de son système unique pour s'imposer comme plateforme entre la Chine et le reste du monde, rôle que la région administrative spéciale entend aujourd'hui renouveler dans le cadre de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie du président Xi Jinping (« *Belt and Road Initiative*»). Si Hong Kong a été, au moment de l'ouverture de la Chine dans les années 1980, un moteur de sa croissance économique, on observe aujourd'hui un lent renversement du rapport de force économique et *de facto* politique au profit de la Chine continentale. Dans cette optique, il s'agit d'analyser les implications économiques et dans une moindre mesure politique de la participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road*, les institutions publiques et mécanismes mis en place à cet effet ainsi que l'implication des acteurs privés. Après la visite d'Emmanuel Macron en Chine en janvier et la visite officielle de Carrie Lam en France cinq mois plus tard, une analyse de la diplomatie économique française à la lumière de cette intégration viendra enrichir notre réflexion.

**Pour la réalisation de ce mémoire, je tiens à remercier
chaleureusement,**

Maxime, Joanne, Adèle, Romain et ma famille pour leurs encouragements et leurs conseils

Le directeur du service économique du consulat général de France à Hong Kong, Yann
Pouëzat qui m'a donné l'opportunité de réaliser un stage enrichissant aussi bien pour mes
recherches académiques que mon projet professionnel

Romain, pour sa relecture attentive

Christine Cornet et Béatrice Jaluzot, pour sa disponibilité et leurs conseils méthodologiques

Audrey Bonne

SOMMAIRE

Première partie – L’intégration de Hong Kong dans l’initiative *Belt and Road* (BRI) prolonge la relation d’interdépendance économique historique entre Hong Kong et la Chine continentale

Titre 1 – L’histoire des relations entre Hong Kong et la Chine continentale témoigne d’effets de synergies économiques qui justifient le maintien des caractéristiques singulières de Hong Kong au moment de sa rétrocession à la Chine continentale en 1997

Titre 2 – L’approfondissement de l’intégration régionale et le renforcement des liens économiques et financiers entre la Chine et Hong Kong annoncent l’intégration officielle de Hong Kong à l’initiative *Belt and Road*

Deuxième partie : L’intégration de Hong Kong dans l’initiative *Belt and Road* mobilise les autorités politiques chinoises et hongkongaises

Titre 1 – L’initiative *Belt and Road* est l’un des axes prioritaires de la politique étrangère du président chinois Xi Jinping

Titre 2 - La participation de Hong Kong à l’initiative *Belt and Road* renouvelle son rôle d’interface entre la Chine et le reste du monde et suscite une forte mobilisation des autorités politiques pour bénéficier des opportunités offertes par la route maritime et dans une moindre mesure terrestre

Troisième partie – L’intégration de Hong Kong dans l’initiative *Belt and Road* vise à renforcer les avantages compétitifs de Hong Kong tout en prolongeant son rôle traditionnel d’interface entre la Chine et le reste du monde : un partenariat « gagnant-gagnant » ?

Titre 1 – L’initiative *Belt and Road* renforce la place de Hong Kong dans ses domaines d’expertise, source d’opportunités pour la diplomatie économique française

Titre 2 – L’intégration de Hong Kong au sein de l’initiative *Belt and Road* porte le risque d’une dissolution économique et *de facto* politique

INTRODUCTION

La visite de la cheffe de l'exécutif de Hong Kong Carrie Lam à Pékin le 14 décembre 2017 a donné lieu à la signature d'un accord entre le gouvernement hongkongais et la Commission Nationale pour la Réforme et le Développement de la République populaire de Chine sur la participation officielle de Hong Kong à l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie ou « Belt and Road Initiative » (BRI). Carrie Lam a souligné les avantages de la participation de Hong Kong par ces mots: *"Grounded on Hong Kong's strengths in finance, infrastructure, economic and trade, professional services and more, the Arrangement seeks to enhance communication and co-operation with the Mainland in the 'five areas of connectivity', i.e. policy co-ordination, facilities connectivity, unimpeded trade, financial integration and people-to-people bond. The relevant measures help reinforce and elevate Hong Kong's position as international financial, transportation and trade centres, promote partnership between the Mainland and Hong Kong enterprises, spawn the demand for Hong Kong's professional services, and present our talent with opportune prospects"*¹. L'intégration de Hong Kong dans ce grand projet, axe prioritaire de la politique étrangère du président chinois Xi Jinping, est loin d'être anecdotique. En 2017, anniversaire des vingt ans de la rétrocession de Hong Kong à la Chine continentale, le lent rapprochement économique et *de facto* politique observé depuis les années 1990 entre Hong Kong et la Chine continentale est bien réel.

Hong Kong est depuis sa rétrocession par la couronne britannique à la République populaire de Chine (RPC) en 1997, une région administrative spéciale (RAS), au même titre que Macao, statut garanti par la loi fondamentale de Hong Kong (*Basic Law*) par le principe « un pays, deux systèmes » pendant cinquante ans soit jusqu'en 2047². Reconnue il y a vingt ans comme l'un des quatre dragons asiatiques avec une économie presque totalement désindustrialisée, Hong Kong a continué depuis sa rétrocession à la Chine continentale à se développer comme centre

¹ En français: « considérant les forces de Hong Kong dans les secteurs de la finance, des infrastructures, de l'économie et du commerce ou encore des services professionnels, l'accord vise à améliorer la communication et la coopération avec la Chine continentale dans 5 domaines de connectivité : la coordination politique, les infrastructures de connectivité, les liens commerciaux, l'intégration financière et les liens humains. Des mesures seront prises pour renforcer la position de Hong Kong comme centre financier international, de transport et de commerce, promouvoir les partenariats entre entreprises chinoises et hongkongaises, stimuler la demande de services professionnels et offrir de nouvelles opportunités pour les jeunes talents.

« Arrangement between NDRC and HKSAR Government on advancing Hong Kong's full participation in and contribution to Belt and Road Initiative », *Press Releases of the Hong Kong Special Administrative Region (HKSAR)*, december 14, 2017. URL : <http://www.info.gov.hk/gia/general/201712/14/P2017121400551.htm>

² Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, Paris, 2015, p. 66-67.

de financement international de la croissance chinoise principalement orienté dans le secteur des services. Hong Kong dispose à ce titre d'avantages qui la différencient de la Chine continentale : une autonomie budgétaire fiscale et douanière garantie par la *Basic Law*, un Etat de droit avec une justice indépendante dans le cadre d'un système de *common law*, l'usage de l'anglais, une situation géographique favorable ainsi qu'une monnaie convertible liée au dollar américain par un régime de caisse d'émission (*peg*)³. Hong Kong dispose en outre d'un des PIB par habitants les plus élevé au monde, 360 220 HKD en 2017 soit environ 46 000 USD (contre 36 800 USD en France) ainsi qu'une croissance économique dynamique (3,8% en 2017)⁴. Avec ses 7,3 millions d'habitants, Hong Kong détient la réputation d'économie la plus libre du monde, 4^{ème} centre financier international en 2016 (derrière Londres, New York et Singapour) et hub logistique international (5^{ème} port de conteneurs au monde, 1^{er} aéroport de fret et 8^{ème} pour le trafic passager et 3^{ème} place mondiale pour la qualité de ses infrastructures)⁵.

Il convient cependant de souligner que le développement économique de Hong Kong est, à l'image de celui de la République populaire de Chine, relativement inégalitaire. La région administrative spéciale accuse en effet d'un coefficient de Gini égal à 0,53 (contre 0,35 en moyenne pour l'OCDE)⁶. Par ailleurs, malgré ses avantages structurels bien établis, l'histoire récente de la région administrative spéciale est celui d'un lent déclin et d'une perte de compétitivité qui interroge notamment sur sa relation avec la Chine continentale⁷. Le modèle hongkongais fait en effet face à la concurrence accrue des centres logistiques chinois, une exposition croissante aux fluctuations de l'économie chinoise (dépendance au tourisme et exposition des banques hongkongaises à l'économie chinoise)⁸, un mécontentement populaire grandissant au regard de la dégradation des conditions de vie due en partie à une bulle immobilière persistante. Si l'histoire des relations sino-hongkongaises témoigne de relations que l'on pourrait qualifier de « mutuellement bénéfiques », à mesure que la République

³ Hong Kong, Etudes économiques, *La Coface*. URL : <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Hong-Kong>

⁴ Hong Kong Census and Statistics Department : <https://www.censtatd.gov.hk/hkstat/sub/bbs.jsp>
La croissance économique devrait rester dynamique en 2018, entre 3 et 4% selon les prévisions du Fond monétaire International (FMI).

⁵ Hong Kong, Etudes économiques, *La Coface*. URL : <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Hong-Kong>

⁶ Hong Kong Census and Statistics Department, <https://www.censtatd.gov.hk/home/>

⁷ Philipp Martin Dingeldeywan, Tin Wan, "Hong Kong's competitive edge slipping away fast", *South China Morning Post*, 8th July 2015. URL: <http://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1832032/hong-kongs-competitive-edge-slipping-away-fast>

⁸ Véritable plateforme du commerce international, sa croissance est ainsi étroitement liée à l'environnement économique mondial et plus particulièrement au cycle chinois qui connaît une croissance économique encore très dynamique en 2017 (+6,9%). Aussi, les banques hongkongaises détiennent des capitaux d'entreprises nationales chinoises largement endettées.

Populaire de Chine renforce sa puissance et s'ouvre sur le reste du monde (entrée à l'OMC en 2001, internationalisation progressive bien que timide, de la monnaie chinoise) son implication dans les affaires économiques et politiques de Hong Kong est de plus en plus profonde. Ce portrait de Hong Kong, bien que non exhaustif, est un préalable nécessaire à qui veut étudier les implications de l'intégration de la région administrative spéciale dans l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie et par la même, l'imbrication croissante entre son économie et celle de la République populaire de Chine.

Mue par des ambitions géopolitiques et géostratégiques autant que par des considérations économiques (promotion des standards et produits chinois, écoulement des surcapacités de production, internationalisation de sa monnaie et développement des régions chinoises isolées), la Chine promeut depuis 2013 le concept des Nouvelles Routes de la Soie. Présenté par Xi Jinping dans le cadre du XIII^{ème} plan quinquennal chinois, le projet des nouvelles routes de la soie « *One Belt One Road* » (OBOR) désormais rebaptisée « *Belt and Road Initiative* » (BRI), en chinois 一帶一路 (*yi dai yi lu*, littéralement une ceinture, une route) est décliné dans le monde entier sur des projets concrets d'investissement en infrastructures, mais aussi via une diplomatie économique active sur le plan bilatéral, régional et multilatéral⁹. Signe de son importance politique, le projet international de connectivité BRI a été inclus dans la Constitution du Parti communiste chinois (PCC) lors de son 19^e Congrès national en octobre 2017. Une centaine de pays et d'organisations internationales auraient à ce jour formalisé leur participation à la BRI d'après les autorités chinoises¹⁰. Initialement absent des tracés officiels de ce projet, le gouvernement de Hong Kong s'est montré très actif pour y être pleinement intégré. Du point de vue des autorités chinoises, Hong Kong peut jouer un rôle d'intermédiaire, de « super-connecteur » selon les termes employés, entre la Chine et les 65 pays concernés, dans le prolongement de son rôle traditionnel d'interface entre la Chine et le reste du monde. L'intégration de Hong Kong dans ce projet semble ainsi concrétiser et englober l'ensemble des mécanismes de coopérations instaurés ultérieurement dans des domaines aussi variés que l'intégration régionale, les échanges commerciaux ou la connexion financière. Cette étude analysera le rôle de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road*, les objectifs recherchés par les autorités chinoises et hongkongaises, les institutions et politiques mises en place à cet effet ainsi

⁹ Thierry Garcin, Le chantier – très géopolitique - des Routes de la soie, le 18 février 2018, *Diploweb*. URL : <https://www.diploweb.com/Le-chantier-tres-geopolitique-des-Routes-de-la-soie.html>

¹⁰ Ying, "Belt and Road incorporated into CPC Constitution", *Xinhua*, 24th October 2017. URL: http://www.xinhuanet.com/english/2017-10/24/c_136702025.htm

que des exemples de participation concrets. Des éléments sur la position diplomatique de la France vis-à-vis de cette initiative ainsi que les opportunités pour les entreprises françaises présentes à Hong Kong viendront alimenter cette réflexion.

Quels avantages la région administrative de Hong Kong peut-elle tirer de cette intégration pour assurer son autonomie et son développement économique et social ? Quels sont les mécanismes institutionnels mis en place à cet effet et quels sont les acteurs publics tout autant que privés impliqués ? Quelles sont les opportunités pour la France et les acteurs économiques français sur place et dans quelle mesure l'intégration de Hong Kong dans ce vaste projet peut-il bénéficier à la diplomatie économique française dans son ensemble ? Enfin, dans quelle mesure cette intégration est-elle le signe d'une inéluctable dissolution économique et *de facto* politique de Hong Kong dans la Chine continentale ? Il s'agira d'analyser, dans une première partie, l'historique des relations économiques entre la Chine et Hong Kong sous l'angle d'un rapprochement croissant que l'intégration officielle de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* semble parachever, pour ensuite souligner, dans une deuxième partie, l'implication des autorités politiques chinoises et hongkongaises visant à promouvoir le rôle de Hong Kong dans ce vaste projet. Une troisième partie analysera les opportunités générées pour les acteurs privés locaux et internationaux impliqués ainsi que les conséquences potentielles à long terme sur les relations sino hongkongaises.

Première partie – L'intégration de Hong Kong dans la *Belt and Road Initiative* (BRI) prolonge la relation d'interdépendance économique historique entre Hong Kong et la Chine continentale

Titre 1 – L'histoire des relations entre Hong Kong et la Chine continentale témoigne d'effets de synergies économiques qui justifient le maintien des caractéristiques singulières de Hong Kong au moment de sa rétrocession à la Chine continentale en 1997

Hong Kong, « *Heung Gong* » en cantonnais, « *Xiang Gang* 香港 » en mandarin littéralement « port parfumé », est aujourd'hui une place financière de référence mondiale ainsi qu'une plaque tournante du commerce international dans la région Asie Pacifique. Sa réussite économique s'explique par la stabilité de ses institutions politiques, sa proximité avec la Chine continentale et sa réputation d'économie la plus libre au monde qui en fait l'un des territoires les plus favorables aux affaires¹¹. Le maintien de nombreux éléments hérités du système britannique se révèle encore aujourd'hui crucial pour que Hong Kong continue de jouer ce rôle de plateforme entre la Chine et le reste du monde. Un rappel de l'histoire de Hong Kong, ancienne colonie britannique, région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine (RPC) depuis sa rétrocession en 1997, est essentiel pour comprendre le miracle économique hongkongais ainsi que rôle joué par Hong Kong dans le développement économique de la Chine, renouvelé aujourd'hui à travers l'initiative des Nouvelles routes de la Soie (« *Belt and Road Initiative* »).

Section 1 : L'instauration de Hong Kong comme colonie britannique a été vécue comme une « humiliation » pour la Chine

A partir des années 1660, des relations commerciales se sont tissées entre la Chine et la Grande Bretagne à partir de Macao et de Canton principalement organisées autour des échanges d'opium pourtant interdit en Chine dès 1799. Ce commerce était toléré par le gouvernement chinois jusqu'à son institutionnalisation sous l'égide de la Compagnie des Indes en 1834. En réaction à cet affront, le gouvernement chinois a décidé d'organiser un blocus autour de la

¹¹ The Heritage Foundation, « 2018 Index of Economic Freedom », <https://www.heritage.org/index/country/hongkong>. Hong Kong occupe la première place du classement pour la 23^{ème} année consécutive.

concession britannique à Canton en 1839 en exigeant la cession des stocks d'opium. La coopération du représentant officiel du gouvernement britannique Charles Elliot conduit la communauté britannique à se replier sur Macao puis dans un second temps, à Hong Kong qui n'était alors qu'une communauté de pêcheurs du district de Xin'an dans la province du Guangdong. Cette affaire suscita la colère du secrétaire aux affaires étrangères britanniques Lord Palmerson conduisant ce dernier à envoyer un corps expéditionnaire en mer de Chine pour exiger la signature d'un traité commercial incluant la cession d'une île à partir de laquelle les anglais pourraient mener leurs activités commerciales en toute liberté. Cet événement, prélude de la première guerre de l'opium, déboucha sur un conflit ouvert en 1840¹². Le 20 janvier 1841, après des mois de négociation, Hong Kong fût cédé à la Grande Bretagne afin que cette dernière puisse y entreposer ses navires (convention de Chuenpi). Le capitaine Elliot planta le drapeau britannique sur l'île la proclamant colonie de la couronne britannique alors que la convention ne prévoyait aucunement un transfert de souveraineté. Cet affront suscita la colère de l'Empereur de Chine et Sir Pottinger fût envoyé par Lord Palmerson pour reprendre les hostilités en vue d'obtenir le libre accès à cinq ports chinois dont Canton. Le traité de Nankin signé le 29 août 1842 dans le sillage du siège sanguinaire de la ville de Nankin prévoit cette fois-ci, la cession pleine et entière de Hong Kong à la couronne britannique. Ainsi le 26 juin 1843, Hong Kong est officiellement déclarée colonie de sa majesté et port franc avec Sir Pottinger comme gouverneur, assisté d'un conseil législatif et exécutif.

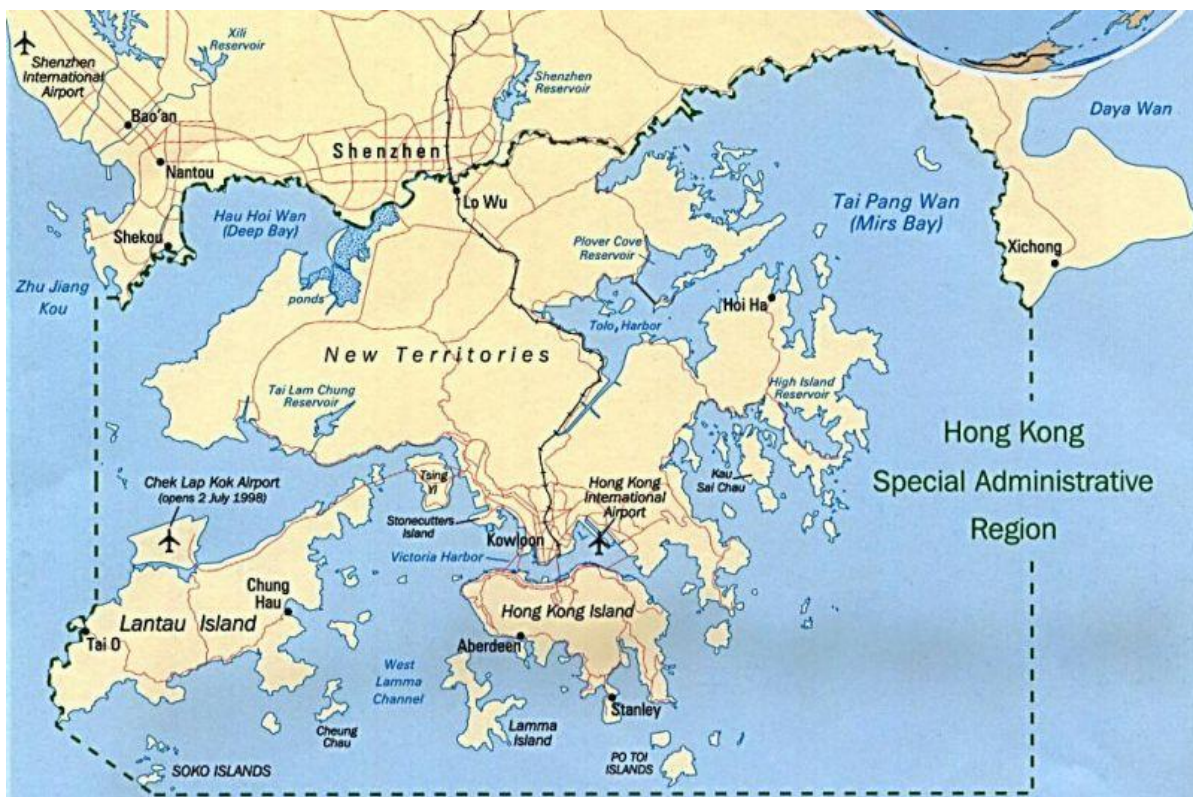
La seconde guerre de l'opium éclata en 1856 opposant la Chine à la Grande Bretagne et la France, que les intérêts commerciaux rapprochaient. A la fin des hostilités en 1860, les britanniques obtinrent dans la Convention de Nankin signée le 24 octobre 1860, la cession à bail à perpétuité de l'île de Stonecutters et de la péninsule de Kowloon qu'ils occupaient alors. Les britanniques ont par la suite tiré profit de la faiblesse de la Chine à la sortie du conflit sino-japonais en 1896 pour obtenir une concession à bail d'une durée de 99 ans des Nouveaux territoires ainsi que 24 îles, en vertu de la Convention de Pékin signée le 9 juin 1898. Ainsi, ce n'est qu'en 1898 que la colonie britannique de Hong Kong fût officiellement instaurée et demeura sous tutelle des autorités anglaises - outre la période d'occupation japonaise entre le 8 décembre 1941 et le 14 août 1945- jusqu'en 1997¹³.

¹² David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, p. 44.

¹³ *Ibid.*, p. 46-48.

Hong Kong est ainsi constitué d'éléments géographiques hybrides dotés de statuts juridiques particuliers (voir carte ci-dessous) : l'île de Hong Kong est considérée comme une terre de la Couronne britannique (cédée à perpétuité en vertu du traité de Chuenpi de 1842), Kowloon comme une péninsule louée à perpétuité (traité de Nankin 1860) et enfin la bande continentale et le chapelet d'îles « Nouveaux Territoires » concédés par bail emphytéotique devant prendre fin en 1997 (traité de Pékin 1898). En vertu de ces traités, en principe, seuls les Nouveaux territoires devaient revenir à la Chine à l'issue du bail¹⁴.

Carte de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong



Imposés de manière unilatérale par la ruse et la pression militaire britannique contre les principes de souveraineté et de l'égalité entre les Etats au fondement du droit international, le gouvernement chinois n'aura de cesse de dénoncer leur inégalité à travers la rhétorique récurrente des « traités inégaux ». Cette théorie des traités inégaux s'apparente selon le spécialiste français des relations internationales David Lawson, à « un essai de systématisation du principe de l'illicéité de la contrainte non armée dans la conclusion de traités »¹⁵.

¹⁴ David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.ci.*, p. 52.

¹⁵ *Ibid.*, p. 49.

Profondément politique bien plus que juridique, cette doctrine a régulièrement été mise en avant dans les relations sino-britanniques et semble implicitement reconnue par la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 qui stipule dans son article 52 qu'« est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies »¹⁶.

Section 2 : Dès l'instauration de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, les relations d'interdépendances économiques conduisent Hong Kong à se spécialiser dans les activités de service

Si l'on regarde l'histoire économique de Hong Kong, chaque phase de développement économique a été induite par un changement dans ses relations avec la Chine continentale. Au nombre de trois, ces tournants identifiés par le chercheur Yun-Wing Sung, participent à la transformation de Hong Kong en carrefour du négoce entre la Chine et le reste du monde où cohabitent banques et maisons de commerce étrangères et chinoises¹⁷. Le premier changement intervient en 1950 avec la guerre de Corée et l'irruption de la guerre froide en Asie de l'Est. Sous colonisation britannique, Hong Kong perd alors l'accès à l'*hinterland* chinois, espace jusqu'alors privilégié pour y disposer ses entrepôts. Entre 1950 et la fin des années 1970, Hong Kong survit ainsi grâce à une industrialisation orientée vers l'export, principalement en direction des Etats-Unis¹⁸. Les contacts entre la Chine et Hong Kong étaient principalement entretenus par la diaspora chinoise présente sur le territoire hongkongais qui a eu impact considérable sur le développement économique de la Province chinoise voisine du Guangdong et plus largement du continent dans son ensemble. La victoire de Mao Zedong en 1949 et l'arrivée des communistes à Shanghai conduit en effet à l'exode d'une grande partie des entrepreneurs chinois à Hong Kong. Alors que les riches hongkongais orientaient majoritairement leurs investissements dans le secteur de l'immobilier, les chinois originaires de Shanghai recréaient à Hong Kong les usines textiles et étendaient leurs activités au point que Hong Kong devint en 1960, l'un des premiers pays de ce qui était considéré alors comme le « tiers monde », exportateur de produits industriels¹⁹. A partir des années 1960-1970, la

¹⁶ Convention de Vienne sur le droit des traités, Vienne 23 mai 1969, Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1155, no.18232, p. 15, accessible à l'adresse <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201155/volume-1155-I-18232-French.pdf>

¹⁷ Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, City University of Hong Kong Press, 1998, p. 2-3.

¹⁸ *Ibid.*, p. 2-3.

¹⁹ Étienne Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *Relations internationales*, janvier 2010, n° 141, p. 99-109.

diversification des activités, la hausse des échanges intra-régionaux et l'industrialisation font entrer l'Extrême Orient et l'Asie du Sud-Est dans une phase de croissance économique, facilitée par des politiques de développement mais également par la diaspora chinoise. Ainsi, Hong Kong apparaît comme un des « Quatre Dragons » au côté de Singapour, Taïwan et de la Corée du Sud²⁰.

L'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en 1978 et sa politique d'ouverture (« *open door policy* ») apparaît comme le second changement identifié par Yun-Wing Sun dans les relations sino-hongkongaises²¹ et permet à la Chine d'étendre son influence en Asie du Sud-Est notamment par le biais de Hong Kong²². En effet, en vue d'extraire la population chinoise de la pauvreté et faire retrouver à la Chine son statut de grande puissance mondiale, Deng Xiaoping et les réformateurs ont joué un rôle crucial pour que le Parti communiste chinois (PCC), véritable « Parti Etat » selon le terme utilisé par le politologue français Jean Pierre Cabestan²³, puisse donner plus de libertés aux acteurs économiques ruraux dans un premier temps, puis urbains et étrangers dans un second temps. Ainsi, dès 1979, la République populaire de Chine accueille les investissements étrangers principalement en provenance de Taiwan et de Hong Kong et réduit le nombre de monopoles étatiques dans les secteurs de l'industrie et des services²⁴. L'attraction économique de Hong Kong est telle pour la Chine que Deng Xiaoping a créé dans le cadre de sa politique, quatre zones économiques spéciales (ZES) : Shantou, Shenzhen, Xiamen et Zhuhai ainsi qu'une cinquième à Hainan en 1988. Ces zones disposent d'un statut privilégié en termes de libertés économiques et profitent de leur proximité géographique avec Hong Kong, Macao et Canton. Elles apparaissent aujourd'hui au fondement de la création de l'« économie de marché socialiste » qui introduit certains aspects du capitalisme au sein d'un système planifié (gestion moderne des entreprises et ouverture aux investissements étrangers)²⁵. En effet, depuis les années 1980, Hong Kong a bénéficié de sa proximité avec la région du Guangdong pour se spécialiser tout en s'affirmant comme interface privilégiée entre la Chine et le reste du monde et devenir le centre de financement international de la Chine. La croissance de l'économie chinoise a été source d'opportunités pour le développement de Hong Kong tout en l'obligeant à se positionner en se différenciant, par une montée en gamme et une réorientation vers les services et activités à haute valeur ajoutée. Au

²⁰ Étienne Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *op.cit.*, p. 99-109

²¹ Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, *op.cit.*, p. 2-3.

²² Étienne Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *op.cit.*, p. 99-109

²³ Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, Les Presses de Sciences Po, 2015, 639p.

²⁴ Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : Démocratie ou dictature ?*, Editions Gallimard, 2018, p. 27.

²⁵ David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, p. 32-33.

cours des années 1980, la désindustrialisation de Hong Kong entamée en 1945 s'accélère. La main d'œuvre du secteur manufacturier à Hong Kong a largement décru passant de 905 000 en 1984 à 288 887 fin 1997²⁶. De nombreuses usines sont délocalisées à Canton et les industries de Hong Kong participent de la création de la ville de Shenzhen devenue l'une des zones économiques spéciales (ZES) de première importance. Hong Kong profite en effet de la politique d'ouverture initiée par Deng Xiaoping pour délocaliser ses activités intensives en main d'œuvre en Chine du sud et devient par la même le fournisseur principal de services financiers de la Chine. Les investisseurs hongkongais trouvent dans cette région, outre une similarité linguistique, de nombreux avantages économiques : disponibilité de vastes terrains, une main d'œuvre peu chère et nettement moins revendicatrice, ainsi que de faibles contraintes environnementales²⁷. Les hommes d'affaire de Hong Kong investissent également à Shanghai et Pékin notamment dans l'immobilier et le secteur des banques. A l'inverse, la présence chinoise à Hong Kong via les banques, les entreprises et maisons de commerce ne cesse de s'accroître notamment pour développer des relations avec le reste du monde²⁸. Hong Kong retrouve ainsi partiellement son *hinterland* mais cette réintégration reste incomplète. Pour cause, les travailleurs chinois ne pouvaient se rendre librement à Hong Kong alors que les capitaux en provenance de Hong Kong pouvaient se diriger librement vers la Chine continentale notamment les investissements dans le secteur de l'industrie manufacturière. Cette intégration était donc restreinte au secteur manufacturier l'intégration dans le secteur des services étant plus lente²⁹.

La réussite économique de Hong Kong profite à la Chine et les deux économies sont extrêmement imbriquées. En effet, Hong Kong et les provinces du sud est de la Chine ont pleinement bénéficié de la croissance moyenne de 8% que la Chine a connu entre 1986 et 1996. En sens inverse, la réussite économique de Hong Kong profite à la Chine qui y exporte nourriture, biens de consommation et réalise ses règlements commerciaux. Le territoire hongkongais est également une plateforme privilégiée pour les réexportations au grand bénéfice de la Chine (commerce de transit). En somme à la fin des années 1990, la Chine connaît une croissance de 10% en grande partie grâce à Hong Kong³⁰. Hong Kong n'a cessé de renouveler

²⁶ Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, op.cit., p. 6.

²⁷ Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, op.cit., p. 66-67

²⁸ Au début des années 1980, le gouvernement de Deng Xiaoping décide de créer des zones économiques spéciales (ZES) en vue d'expérimenter des réformes économiques avant de les déployer à l'échelle nationale. Shenzhen fait partie des premières générations de ZES, situées sur le littoral et centrées sur la fabrication et l'exportation de produits standards.

²⁹ Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, op.cit., p. 2-3.

³⁰ David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, p. 32-33.

et de prolonger son rôle d'interface entre la Chine et le reste du monde (« *gateway to China* ») en se positionnant comme centre de services international dans le domaine de la finance et du commerce (marchandises et IDE qui transitent par Hong Kong). Ce rôle est aujourd'hui incarné par le développement du marché du yuan ou renminbi (RMB) *off-shore* et positionne Hong Kong comme plateforme pilote de l'internationalisation de la monnaie chinoise sur le plan international³¹. En l'espace de quelques décennies Hong Kong est à la fois devenue un pôle régional majeur dans le delta de la rivière des Perles, bénéficiant de l'ouverture de la Chine tout en finançant en grande partie le développement économique de la région du Guangdong par des investissements massifs et un centre international financier et de logistique majeur en Asie de l'Est³². Le troisième changement dans les relations entre Hong Kong et la Chine identifié par Yun-Wing Sung intervient en janvier 1997 avec la rétrocession de Hong Kong à la Chine continentale, sa réintégration dans son *hinterland* et sa transformation en un centre de services international³³.

Section 3 : Les termes de la rétrocession de Hong Kong à la Chine continentale en 1997 préservent les spécificités héritées de la colonisation britannique au fondement du miracle économique hongkongais

Au cours des années 1970, en vue de renforcer le régime communiste instauré en 1949 affaibli par la révolution culturelle, le gouvernement chinois usa de la propagande nationaliste pour faire pression sur la colonie britannique³⁴. C'est par son siège au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) que la Chine va exprimer ses premières revendications sur Hong Kong. Ainsi, à la demande du gouvernement chinois le 2 novembre 1972 l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte la résolution 2908 qui prévoit l'indépendance, à terme, de l'ensemble des territoires colonisés³⁵. Dans le contexte de la politique d'ouverture concomitante de la modernisation de l'économie chinoise, le président chinois Deng Xiaoping se montre rassurant et garantit aux hommes d'affaires de Hong Kong qu'une possible rétrocession n'aura pas d'impact négatif sur la conduite des affaires. Les autorités chinoises commencent ainsi à expliquer que le recouvrement de Hong Kong par la République populaire de Chine n'est pas

³¹ Nous analyserons cet aspect plus en profondeur dans la section 2 du titre 2.

³² Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, *op.cit.*, p. 66-67.

³³ Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, *op.cit.*, p. 2-3.

³⁴ David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, p. 52.

³⁵ Résolution 2908 de l'Assemblée générale sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du 2 novembre 1972, accessible à l'adresse [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2908\(XXVII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2908(XXVII)&Lang=F)

contradictoire avec l'existence de Hong Kong en tant que centre financier et port libre. En juin 1982, Deng Xiaoping annonce à la presse son intention de reprendre Hong Kong d'ici à 1997 en conservant l'existence d'un port libre et d'un système capitaliste à l'image de la théorie léniniste des « contrats » à l'époque de la Nouvelle politique économique (NEP)³⁶ dans le cadre du schéma « un pays, à deux systèmes sociaux ». La visite officielle de la première ministre britannique de l'époque, Margaret Thatcher à Pékin en 1982, marque le début de négociations diplomatiques sur le statut de Hong Kong³⁷. Les négociations s'achevèrent le 26 septembre 1984 et se conclurent par la signature de la déclaration formelle commune sino-britannique à Pékin le 19 décembre 1984 à l'occasion de la visite de Margaret Thatcher en Chine. Le 27 mai 1984, Margaret Thatcher et Deng Xiaoping ratifient conjointement le texte qui scelle la restitution de Hong Kong à la Chine le 30 juin 1997 à minuit. Il s'agit pour les observateurs de l'époque, d'un accord sans précédent, d'une transition en douceur permettant le règlement pacifique d'un contentieux colonial historique consacrant le rapprochement d'une société libre et ouverte avec un régime alors totalitaire³⁸. Cette déclaration est singulière en ce qu'elle organise le régime de souveraineté de la Chine sur une partie de son propre territoire. La fuite des investisseurs et par extension des capitaux étant la plus grande crainte du régime chinois, une transition en douceur s'avérait essentielle. Les négociations entre les autorités chinoises et britanniques ont ainsi principalement porté sur la préservation du système économique de Hong Kong, bien plus que sur la question de la désignation des dirigeants³⁹. La fin du bail du gouvernement de Londres sur le territoire après 99 ans de prospérité économique, met un point final à ce que les chinois qualifient de « siècle des humiliations »⁴⁰.

Hong Kong devient ainsi en 1997 une « région administrative spéciale » (RAS), entité administrative prévue par la constitution chinoise en vue d'appliquer le principe d'intégrité et de souveraineté d'une manière plus souple⁴¹. Ce statut est prévu pour une durée limitée de

³⁶ La Nouvelle politique économique (NEP) est introduite par le Russie bolchévique à partir de 1921 en vue de redynamiser le pays au sortir de la Première Guerre mondiale par l'introduction d'une relative libéralisation économique. Imposée par les circonstances, cette décision a été perçue comme un « repli stratégique » dans la construction du socialisme au regard du retard économique de la Russie.

³⁷ David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, p. 54.

³⁸ Pour le chercheur Jean Pierre Cabestan, le régime chinois actuel n'est plus totalitaire mais « autoritaire ».

³⁹ David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.cit.*, p. 62.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 43.

⁴¹ Alors que la constitution chinoise rappelle l'unicité du régime socialiste : « la RPC est un Etat socialiste de dictature démocratique populaire, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Le régime socialiste est le système fondamental de la RPC, et il est interdit à toute organisation ou tout individu de lui porter atteinte », l'article 31 énonce : « l'Etat établi s'il en est besoin des Régions administratives spéciales ». La Chine conserve bien entendu, toute souveraineté sur ses Régions administratives spéciales. Voir ANNEXE 1 : Statut de la région administrative spéciale de Hong Kong.

cinquante ans du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 2047. Dans le cadre de sa théorie « un pays deux systèmes », Deng Xiaoping entend intégrer les régimes capitalistes « sous souveraineté étrangère » au système social marxiste. En outre, la formule « un pays deux systèmes » devait servir de modèle pour le retour de Taiwan et de Macao au sein de la République populaire de Chine. Selon David Lawson, « le concept autorise la conservation du système socialiste en Chine continentale à côté du système capitaliste de Hong Kong tout en maintenant la stabilité et la prospérité comme port libre du territoire ». Cette disposition dessaisit cependant Hong Kong de ses principales attributions régaliennes : l'armée et la politique étrangère et de défense sont désormais assurées par Pékin⁴². Le système social, le dollar, l'autonomie de la sphère juridique, le respect des libertés individuelles, la libre circulation des capitaux ainsi qu'une majeure partie du cadre réglementaire et législatif établi par les britanniques demeurent, permettant à Hong Kong de conserver une majorité des attributs traditionnels de la souveraineté. Un « haut degré d'autonomie » en matière financière et fiscale est ainsi conféré à Hong Kong au moment de la rétrocession. La loi fondamentale de Hong Kong (« *Basic Law* ») prévoit que le budget est voté par le Parlement hongkongais (« *Legislative Council* ou *Legco* ») qui définit également la politique budgétaire en toute indépendance vis-à-vis de la Chine⁴³. En vertu de l'article 22 de la *Basic Law*, aucune autorité chinoise ne doit interférer dans les affaires sous contrôle du gouvernement hongkongais. L'article 27 assure aux résidents de Hong Kong la liberté d'expression, de presse et de publication. L'immigration en provenance de Chine continentale est par ailleurs strictement régulée par le maintien des frontières⁴⁴.

Il était essentiel pour la République populaire de ne pas ébranler la vitalité économique de Hong Kong afin de bénéficier de son degré d'ouverture pour moderniser l'économie chinoise tout en maintenant le système politique et l'hégémonie du Parti communiste chinois (PCC). Hong Kong peut ainsi rester membre des organisations internationales économiques et financières sous le pseudo « Hong Kong, Chine ». Membre de plein droit du Fond Monétaire International (FMI), du comité de Bâle et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Hong Kong ne participe cependant au G20 qu'au sein de la délégation chinoise⁴⁵. Hong Kong continue par ailleurs d'appliquer les traités souscrits par la

⁴² David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.cit.*, p. 83.

⁴³ *Ibid.*, p.122-123

⁴⁴ *Ibid.*, p. 84.

Voir ANNEXE 3 : Organigramme du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong

⁴⁵ A titre d'exemple, Hong Kong avait adhéré à l'OMC en tant que colonie britannique et a été autorisé à maintenir sa représentation en tant que membre autonome. Les bonnes relations de Hong Kong avec ses partenaires commerciaux bénéficié à la Chine qui souhaitait faciliter sa propre participation à l'OMC (dont elle est devenue membre en 2001) et améliorer son image sur la scène internationale.

Grande Bretagne en son nom. Réciproquement, les accords internationaux signés par la Chine s'appliquent à Hong Kong si le gouvernement central chinois y voit un intérêt pour la région administrative spéciale. Enfin, les accords internationaux dont la Chine n'était pas partie, restent en vigueur à Hong Kong uniquement. Il convient cependant de relever que l'accord sino-britannique de 1984 est dérogatoire du droit international et n'est donc pas opposable aux Etats. De ce fait, la continuité de la participation de Hong Kong au sein des organisations internationales est soumise à l'acceptation des Etats tiers⁴⁶. Si les relations extérieures de Hong Kong relèvent de la compétence du gouvernement central chinois, l'accord confère ainsi à Hong Kong la possibilité d'exercer en toute autonomie des relations économiques avec l'étranger, disposition confirmée par la *Basic Law*⁴⁷. On observe ainsi une dualité des compétences en matière de relations étrangères partagées entre le gouvernement central chinois (volet politique) et le gouvernement hongkongais (volet économique). Or, le pouvoir économique est une partie intégrante de la politique étrangère d'un Etat. Un Etat qui ne dispose pas du pouvoir économique sur son territoire n'est pas en mesure d'avoir une réelle maîtrise de ses relations extérieures. Il y a donc un partage des responsabilités entre le gouvernement central chinois et le gouvernement de la RAS de Hong Kong qui apparaissent à première vue défavorable à la seconde. En effet, les relations économiques demeurent un attribut d'une politique étrangère globale mise en place par le ministère qui en a la charge. La politique économique de Hong Kong dans le cadre de ses relations extérieures reste ainsi subordonnée à la politique étrangère chinoise. En cas de divergence d'intérêts, Hong Kong est donc sommé de suivre les orientations définies par Pékin⁴⁸. Malgré tout, cette ambiguïté va permettre à Hong Kong de conserver une autonomie plus large favorisant, nous le verrons, son intégration dans l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Il n'en demeure pas moins que la région administrative spéciale brille aujourd'hui de sa réputation d'économie libre et de son climat propice aux affaires : elle se classe pour la 24^{ème} année consécutive au 1^{er} rang mondial du « *Index of Economic Freedom* » publié par le *think tank* américain Heritage Foundation⁴⁹ et figure à la 5^e place du classement *Ease of Doing Business* 2017 de la Banque mondiale⁵⁰.

⁴⁶ David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.cit.*, p. 84.

⁴⁷ Les « relations extérieures » désignent l'ensemble des relations entretenues par un Etat avec les gouvernements étrangers et participent de ce fait à la politique étrangère d'un Etat.

⁴⁸ David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.cit.*, p. 96.

⁴⁹ "2018 Index of Economic Freedom", *The Heritage Foundation*, February 2nd 2018. <https://www.heritage.org/international-economies/commentary/2018-index-economic-freedom>

⁵⁰ « Classement 2017 Ease of Doing Business », Banque mondiale, disponible à l'adresse <http://français.doingbusiness.org/rankings>

Titre 2 – L’approfondissement de l’intégration régionale et le renforcement des liens économiques et financiers entre la Chine et Hong Kong annoncent l’intégration officielle de Hong Kong à l’initiative *Belt and Road*

Dès le début de l’ouverture de la Chine au commerce mondial, Hong Kong a développé un rôle d’interface entre cette dernière et le reste du monde tout en conservant ses spécificités dans le cadre du principe « un pays deux systèmes ». Au cours des dernières années, plusieurs séries de dispositifs et de réformes ont approfondi cette dynamique en contribuant au rapprochement de Hong Kong et de la Chine continentale sur le plan commercial et financier : l’accord commercial CEPA, l’instauration de connexions boursières et le projet d’intégration régionale *Greater Bay Area* (GBA) dont l’intégration de Hong Kong à l’initiative *Belt and Road* apparaît en même temps comme le résultat et le prolongement.

Section 1 : La multiplication d’accords commerciaux signés par Hong Kong avec ses partenaires témoigne de l’importance de la région administrative spéciale en tant qu’interface commerciale entre la Chine et le reste du monde

Depuis la fin de la guerre froide, les capacités militaires des Etats n’apparaissent plus comme le principal facteur de puissance dans les relations internationales. Dans les pays occidentaux, l’utilisation de l’arsenal militaire, apparaît comme le dernier des recours en raison de l’hostilité de l’opinion publique envers toute entreprise guerrière. L’exercice de la puissance d’un Etat se manifeste ainsi de manière plus subtile et plus douce, se rapprochant de ce que le politiste américain Joseph S.Nye qualifie de « *soft power* ». Dans cette optique, la puissance d’un Etat n’est pas plus déterminée par ses capacités militaires que par sa santé économique au point que les intérêts économiques des Etats entrent en conflits voire prennent l’ascendant sur les intérêts politiques. Les sanctions commerciales imposées à la Russie lors de la guerre en Ukraine et les tensions commerciales latentes entre les Etats-Unis et la Chine depuis début 2018 sont révélatrices de cette évolution. La libéralisation progressive des échanges et l’ouverture des frontières ont conduit à l’apparition de firmes multinationales disposant de stratégies mondiales et devenues à ce titre, acteurs à part entière des relations internationales. La logique d’affrontement n’a pas disparu entre les pays développés mais à la conflictualité « frontale » se substitue l’arsenal économique mis au service de la puissance des Etats. Dans un tel contexte, la crainte de potentielles sanctions économiques règle davantage les contentieux commerciaux que les interventions politiques. Le lexique de la guerre peut tout aussi bien s’appliquer aux champs économiques tant la logique qui les sous-tend, à savoir la recherche de puissance, sont

similaires. Les logiques économiques et commerciales sont ainsi pleinement intégrées dans l'agenda économique mondial (forum de Davos, Round de l'OMC, sommets du G20) et les Etats accompagnent cette évolution. Bien plus que le soutien accordé à leurs entreprises nationales ils se sont progressivement engagés dans des politiques de commerce extérieur visant à étendre la prise de contrôle de marchés jugés stratégiques par les acteurs économiques nationaux. Les diplomates d'aujourd'hui sont de plus en plus sommés de mettre l'accent sur la dimension économique de leurs actions⁵¹. Nous rejoindrons ici l'analyse de la politiste française Marie-Christine Kessler qui donne de la diplomatie économique la définition suivante : « mise en œuvre, par une autorité publique, d'une politique à finalité commerciale et financière, destinée à assurer la prospérité économique du pays à travers les intérêts de ses entreprises, de ses groupes socioprofessionnels, de ses citoyens »⁵².

L'économie hongkongaise dépend étroitement de la conjoncture internationale, le commerce extérieur représentant 309% du produit intérieur brut (PIB) de Hong Kong en 2017⁵³. En 2017, Hong Kong se positionne au 7^{ème} rang mondial des pays exportateurs de marchandises et au 15^{ème} rang des pays importateurs⁵⁴. La signature d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux est donc un des éléments centraux de la diplomatie économique du gouvernement hongkongais qui dispose pour se faire, nous l'avons évoqué, d'une large autonomie en vertu de la *Basic Law*. Le 29 juin 2003, Hong Kong a signé le *Closer Economic Partnership Agreement* (CEPA), aujourd'hui accord de libre-échange étendu avec la Chine continentale concernant des biens et services uniquement produits à Hong Kong et ce quelle que soit la nationalité de l'entreprise⁵⁵. Il convient de souligner que ces échanges portent majoritairement sur les services qui comptaient pour 92% du PIB de Hong Kong en 2016⁵⁶. Cet accord vise avant tout à améliorer une coopération économique déjà étroite. En effet, la part de la Chine dans le commerce total de Hong Kong n'a cessé de s'élargir depuis son ouverture : alors qu'elle ne représentait que 9,3% du commerce total de Hong Kong en 1978 elle compte pour 50,2% en

⁵¹ Pascal Lorot, « De la géopolitique à la géoéconomie », *Géoéconomie*, mars 2003, n° 50, p. 9-19.

⁵² Marie-Christine Kessler, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p.247.

⁵³ "Hong Kong and Mainland of China: some important facts", *Hong Kong Trade and Industry Department*, April 2018. URL: <https://www.tid.gov.hk/english/aboutus/publications/factsheet/china.html>

⁵⁴ "Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

⁵⁵ "Mainland and Hong Kong Closer Economic Partnership Arrangement (CEPA)", *Hong Kong Trade and Industry Department*, 31 May 2018. URL: https://www.tid.gov.hk/english/cepa/cepa_overview.html

⁵⁶ "Hong Kong and Mainland of China: some important facts", *Hong Kong Trade and Industry Department*, April 2018. URL: <https://www.tid.gov.hk/english/aboutus/publications/factsheet/china.html>

2017 (pour un montant de 530, 7 Mds USD) et s'établissant depuis 1985 comme le premier partenaire commercial de Hong Kong⁵⁷. En 2017, Hong Kong est le troisième partenaire commercial de la Chine derrière les Etats-Unis et le Japon avec une part de 7% des échanges totaux. Aussi, en 2017, 58% des marchandises réexportées par Hong Kong provenaient de Chine continentale et 54% du total des réexportations étaient destinées aux marchés chinois⁵⁸. L'accord CEPA est ainsi présenté par les autorités chinoises et hongkongaises comme un accord gagnant-gagnant en ce qu'il facilite l'accès au marché chinois pour les entreprises hongkongaises tout en permettant à la Chine continentale de profiter davantage du rôle de tremplin de Hong Kong pour internationaliser son économie. Les investisseurs étrangers sont également invités à créer des entreprises à Hong Kong en vue de conquérir le marché chinois⁵⁹. Cette signature intervient, soulignons-le, dans un contexte propice au développement de l'économie hongkongaise. En effet, entre 2004 et la crise financière de 2008, Hong Kong a bénéficié de l'amélioration de la croissance du commerce mondial et de la croissance chinoise consécutive à l'intégration de cette dernière à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001.

Deux accords bilatéraux ont depuis été signés dans le cadre de l'accord CEPA : un nouvel accord bilatéral sur les échanges de services (*Agreement on Trade in Services*) entré en application le 1^{er} juin 2016 introduisant une libéralisation « basique » en matière d'échanges de services entre la Chine continentale et Hong Kong et deux accords portant sur l'investissement (*Investment Agreement*) et la coopération économique et technique (*Ecotech Agreement*) signés le 28 juin 2017⁶⁰. Au-delà de la Chine, les autorités hongkongaises cherchent également à approfondir les relations avec l'ensemble de l'Asie-Pacifique. Un accord de libre-échange entre Hong Kong et l'ASEAN a été signé en novembre 2017 en marge du sommet de l'ASEAN à Manille prévu pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Il prévoit une élimination progressive ou une réduction des droits de douane ainsi qu'une réduction des obstacles aux échanges des

⁵⁷ "Hong Kong and Mainland of China: some important facts", *op.cit.*

⁵⁸ "Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

⁵⁹ "Mainland and Hong Kong Closer Economic Partnership Arrangement (CEPA)", Hong Kong Trade and Industry Department, *The government of the Hong Kong Special Administrative Region* URL: https://www.tid.gov.hk/english/cepa/further_liberal.html

⁶⁰ "Mainland and Hong Kong Closer Economic Partnership Arrangement (CEPA), Investment Agreement and Agreement on Economic and Technical Cooperation", *Trade and Industry Department, The government of the Hong Kong Special Administrative Region*. URL: https://www.tid.gov.hk/english/cepa/further_liberal.html

services dans les secteurs de la finance, des services professionnels et du tourisme⁶¹. Il s'accompagne d'un accord sur les investissements prévoyant de lever des restrictions aux flux de capitaux permettant à des entreprises hongkongaises en Thaïlande, aux Philippines et au Vietnam de posséder jusqu'à 50% du capital d'une firme locale, voire d'en prendre le contrôle. L'ASEAN est le 2^e partenaire commercial de Hong Kong avec un volume total d'échanges de biens de 156 Mds USD en 2017 soit 11% du commerce extérieur de biens de Hong Kong et le 4^e partenaire de Hong Kong pour les échanges de service⁶². Ces accords permettent à Hong Kong de conserver et d'approfondir son rôle d'interface commerciale entre la Chine et le reste du monde à l'heure où la Chine approfondit elle-même ses relations commerciales avec l'ASEAN dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*. La proximité de la zone de libre échange du Guangdong et les accords CEPA viendront ultérieurement appuyer l'intégration de Hong Kong au tracé officiel de l'initiative *Belt and Road*.

Section 2 : Hong Kong joue un rôle clé dans la stratégie d'internationalisation de la monnaie chinoise (RMB)

Pour rappel, une monnaie remplit trois fonctions principales dans le secteur privé : une fonction d'unité de compte (facturation du commerce de marchandises), une fonction de moyen de paiement (monnaie de circulation sur le marché des changes) ainsi qu'une fonction de réserve de valeur (monnaie de libellé des dépôts, prêts et titres)⁶³. Depuis 1996 la monnaie chinoise est entièrement convertible sur le continent chinois pour le règlement des opérations courantes mais la convertibilité du RMB (*renminbi*) en dehors de la Chine continentale à Hong Kong était jusqu'en 2004, très limitée. Depuis son intégration à l'OMC en 2001 les autorités chinoises se sont engagées dans un processus d'internationalisation progressive du yuan entendu comme un « processus par lequel le yuan peut être utilisé en dehors des frontières de la Chine continentale, notamment par les non-résidents, pour réaliser des transactions commerciales et financières »⁶⁴. L'ouverture du compte de capital chinois pour l'instant largement fermé et le développement des marchés financiers domestiques qui manquent pour l'heure de profondeur et de liquidité sont devenus prioritaires à mesure que les non-résidents

⁶¹ Les 4 piliers de l'économie hongkongaise sont le commerce et la logistique (21,7% du PIB en 2016), les services financiers (17,7%), les services professionnels (12,5%) et le tourisme (4,7%).

⁶² Hong Kong Census and Statistics Department. URL: <https://tradeids.censtatd.gov.hk/Index/7d103915bd3a4fd49dee6345d11ba197>

⁶³ Delphine Lahet, « Le degré d'internationalisation du Renminbi. Un bilan d'étape fondé sur une revue de la littérature », *Revue d'économie politique*, Mai 2017 (vol. 127), p. 761-811.

⁶⁴ Cristina Jude, Jean Le Pavec, « Internationalisation du yuan : une stratégie à pas comptés », *Lettre Trésor Eco*, n°21, Novembre 2013. URL : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/393132>

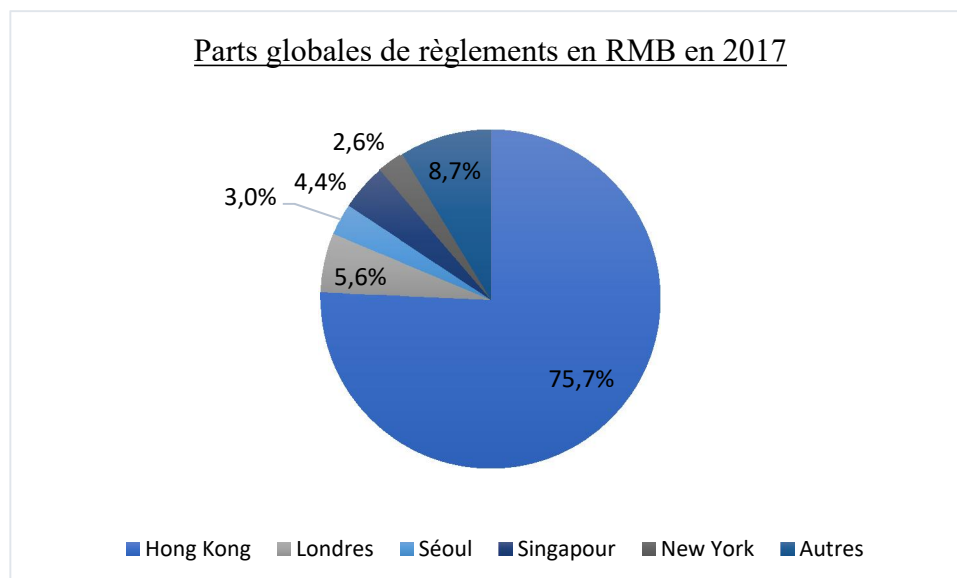
multiplient l'achat de titres libellés en yuan hors de Chine. Du point de vue de la Chine, l'internationalisation du yuan remplit à la fois des objectifs stratégiques et commerciaux. Il s'agit en effet de diminuer le risque de change pour les entreprises chinoises contribuant *in fine* à l'accroissement du commerce chinois. L'internationalisation est également un processus politique, le yuan n'étant pas encore une monnaie de réserve malgré son poids sur la scène internationale⁶⁵.

Depuis le début des années 2000, Hong Kong a fait le pari de devenir le principal centre de financement *offshore* du développement économique chinois. Le gouvernement chinois a clairement souhaité positionner Hong Kong sur ce segment dans le cadre de sa stratégie d'ouverture graduelle de son compte de capital amorcée en 2003 en autorisant notamment l'ouverture de services bancaires en RMB aux particuliers à Hong Kong. Dès lors, Hong Kong a su se positionner dans le secteur du financement en RMB (prêts et obligations en RMB) : les prêts en RMB à Hong Kong s'élevaient à 31 Mds de RMB en 2011 pour atteindre 145 Mds de RMB en 2017 soit une augmentation de 367% en six ans. Aussi, la crise financière de 2008 a joué un rôle catalyseur dans le processus d'internationalisation du RMB puisqu'en 2009, la Chine a autorisé l'utilisation de la monnaie chinoise pour le règlement des opérations commerciales transfrontalières⁶⁶. Hong Kong est ainsi devenu le premier marché en RMB *offshore* et dispose du pool de liquidité le plus important au monde (618 Mds RMB de dépôts en 2017)⁶⁷. Comme l'illustre le diagramme ci-dessous Hong Kong est de loin le premier centre d'utilisation du RMB pour les règlements transfrontaliers avec une part de 76% sur le plan international contre seulement 5,6% pour Londres⁶⁸.

⁶⁵ Christina Jude, Jean Le Pavec, « Internationalisation du yuan : une stratégie à pas comptés », *op.cit.*

⁶⁶ Man Kwong Leung, « Hong Kong et l'internationalisation du RMB », *Perspectives chinoises*, mars 2011, p. 72-83. URL : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6026>

⁶⁸ "Offshore Renminbi Business in Hong Kong", *Research office, Legislative Council Secretariat*, 28 February 2018. URL: <https://www.legco.gov.hk/research-publications/english/1718issh15-offshore-renminbi-business-in-hong-kong-20180228-e.pdf>

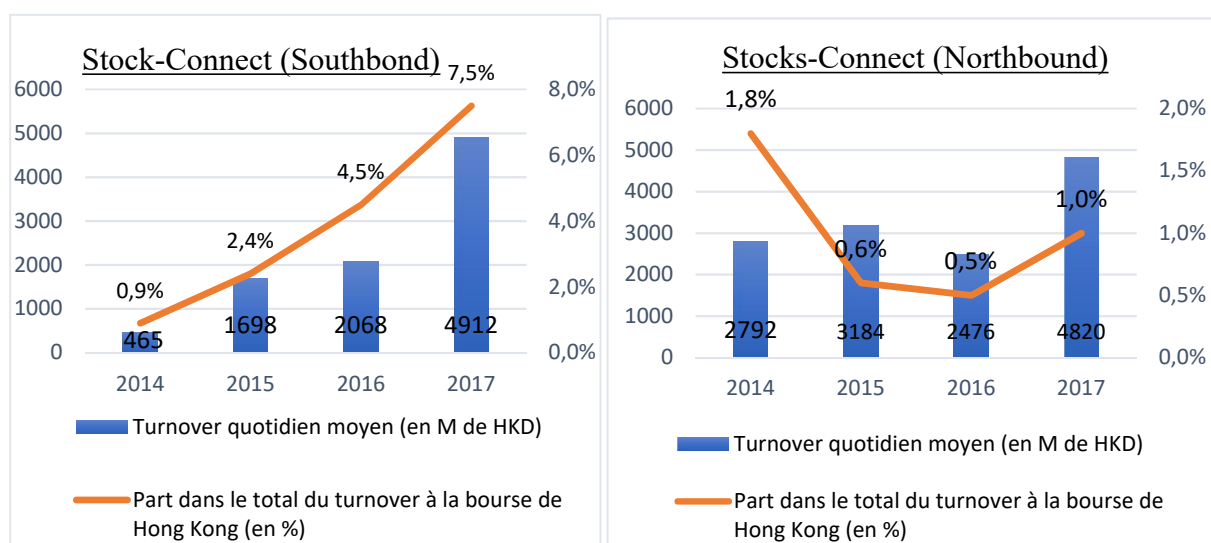


Cependant le pool de RMB s'est fortement contracté depuis 2015 en raison notamment de la dépréciation de la monnaie chinoise consécutivement à l'appréciation du dollar américain⁶⁹. En tant que principal centre financier de RMB *offshore*, Hong Kong subit les conséquences de cette dépréciation signe de l'interconnexion entre les deux économies : le pool de liquidité en RMB (somme des dépôt et certificats en RMB) s'est contracté de 47% en trois ans pour atteindre 618 Mds de RMB en 2017. De même les règlements de transactions commerciales en RMB à Hong Kong se sont réduits de 43% en deux ans (3927 Mds de RMB en 2017)⁷⁰.

⁶⁹ La dépréciation de la monnaie chinoise par rapport au dollar américain a entraîné une chute de l'utilisation du RMB pour les règlements internationaux : 2,3% de ces règlements étaient réalisés en RMB en 2015 contre seulement 1,6% en 2017.

⁷⁰ "Offshore Renminbi Business in Hong Kong", *Research office, Legislative Council Secretariat*, 28 February 2018. URL: <https://www.legco.gov.hk/research-publications/english/1718issh15-offshore-renminbi-business-in-hong-kong-20180228-e.pdf>

Les autorités chinoises ont par ailleurs élargi les modalités d'ouverture du compte financier avec l'instauration de deux connexions boursières facilitant les flux de capitaux. La première reliant la bourse de Hong Kong et la bourse de Shanghai a été lancée en novembre 2014 et la seconde inaugurée en décembre 2016, relie Hong Kong à Shenzhen. Ces dispositifs permettent pour tous les investisseurs un accès réciproque aux marchés dans le cadre des quotas journaliers fixés par les autorités chinoises compétentes, soucieuses de conserver la mainmise sur les flux de capitaux. Les graphiques ci-dessous illustrent la croissance des flux aussi bien dans le sens Hong Kong-Chine (*northbound*) que dans le sens Chine-Hong Kong (*southbound*) signe encore une fois, de l'interconnexion financière croissante entre Hong Kong et la Chine continentale⁷¹.



La Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine a annoncé en avril 2018 le quadruplement des quotas sur les *stock connects* visant à élargir l'accès au marché chinois pour les investisseurs étrangers, signe de la volonté des autorités chinoises de montrer au reste du monde qu'elle entend mener à bien l'ouverture de son compte financier⁷². Enfin, la Banque Populaire de Chine et l'Autorité Monétaire de Hong Kong ont lancé en juillet 2017 un mécanisme de connexion obligatoire permettant aux investisseurs internationaux et hongkongais un accès direct au marché obligatoire interbancaire chinois et réciproquement aux investisseurs chinois d'accéder au marché interbancaire hongkongais. Hong Kong se positionne

⁷¹ Ces connexions boursières complètent les précédents dispositifs de quotas d'investissements établis par la Chine depuis 2002.

⁷² Emma Dunkley, "China boosts mainland-Hong Kong stock connect quotas", *Financial Times*, April 11th 2018. URL: <https://www.ft.com/content/0f374dc4-3d58-11e8-b7e0-52972418fec4>

ainsi comme le leader mondial s'agissant du marché obligataire en RMB offshore (marché « dim sum »).

Ainsi, l'institutionnalisation et le renforcement des liens économiques et financiers entre la Chine continentale et Hong Kong ont permis à la Chine continentale de contrôler le processus d'internationalisation du RMB, d'assurer la promotion de la monnaie chinoise à l'international et à Hong Kong de s'imposer comme centre de financement au service de la Chine continentale, plateforme pilote de l'internationalisation de la monnaie chinoise et centre financier d'envergure internationale dans la région Asie Pacifique⁷³. Si pour l'instant, le RMB n'est pas totalement convertible, l'ouverture complète du compte financier chinois est susceptible à termes d'affaiblir l'intérêt de Hong Kong comme première place *off-shore* au profit de Singapour et de Londres mais également Shanghai voué à devenir un centre financier et maritime international d'ici à 2020⁷⁴. Conscientes de cette possibilité, les autorités hongkongaises misent désormais sur le maintien de l'attractivité de la place financière hongkongaise à travers la promotion des *fintech* (utilisation des nouvelles technologies pour repenser les services bancaires et financiers) et la captation des investissements étrangers nécessaires au financement de grands projets d'infrastructures dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*⁷⁵. Dans cette optique, l'intégration officielle de Hong Kong dans ce projet confirme la thèse d'une prise d'autonomie relative vis-à-vis de la Chine continentale.

Section 3 : Le plan d'intégration régionale de « Grande Baie » *Greater Bay Area* (GBA) est un des axes prioritaires de Xi Jinping et reçoit l'accueil favorable des élites hongkongaises

Le gouvernement hongkongais cherche par ailleurs à promouvoir l'initiative dite de la « Grande Baie » (« *Greater Bay Area* »), qui vise à accélérer l'intégration économique du Delta de la Rivière des Perles en misant sur la synergie et la coopération entre les régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao et les principales villes de la province du

⁷³ Man Kwong Leung, « Hong Kong et l'internationalisation du RMB », *Perspectives chinoises*, mars 2011, p. 72-83. URL : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6026>

⁷⁴ *Ibid.*, p. 72-83.

⁷⁵ Discours de politique générale de Carrie Lam du 11 octobre 2017 : <https://www.policyaddress.gov.hk/2017/eng/policy.html>

Guangdong (voir carte ci-dessous), avec l'idée de faire de cette région un bassin économique aussi innovant et dynamique que ceux de Los Angeles, New York ou encore Tokyo⁷⁶.

Carte de la Grande Baie (« Greater Bay Area »)



Source : *South China Morning Post*⁷⁷

Le constat de relations historiques entre Hong Kong et la province du Guangdong ont en effet conduit au renforcement dans le débat public des réflexions sur la logique d'intégration au niveau du delta de la rivière des perles et plus largement à l'échelle du Guangdong. Le développement de Hong Kong et de Macao est en effet étroitement lié à celui du continent comme l'a rappelé le président chinois Xi Jinping lors du 19^{ème} congrès du PCC le 18 octobre 2017. Xi Jinping a réaffirmé la nécessité d'intégrer le développement des deux régions administrations spéciales au développement global du pays à travers le plan d'intégration

⁷⁶ La région compte 66 millions d'habitants pour un PIB de 1,4 Mds USD. Par comparaison : la Baie de San Francisco (7,6 millions d'habitants avec un PIB de 800 M USD) ; Tokyo (37,8 millions d'habitants pour un PIB de 1,6 Mds USD), et le Grand New York (20 millions d'habitants pour un PIB de 1,5 Mds USD).

⁷⁷ "China's "Greater Bay Area" Integration Scheme", <https://www.scmp.com/infographics/article/2088829/chinas-greater-bay-area-integration-scheme>

régionale de Grande Baie⁷⁸. Ainsi, le 1^{er} juillet 2017 à l’occasion du vingtième anniversaire de la rétrocession de Hong Kong, la signature d’un accord-cadre de coopération par les gouvernements du Guangdong, des RAS de Hong Kong et Macao en présence de Xi Jinping, a donné lieu à la rédaction d’un plan de développement de la *Greater Bay Area*⁷⁹. Les autorités hongkongaises se mobilisent favorablement comme en témoignent la multiplication des visites officielles de personnalités politiques hongkongaises de plus haut rang dans la province du Guangdong (sept visites de la cheffe de l’exécutif Carrie Lam et du secrétaire aux affaires constitutionnelles Patrick Nip⁸⁰) dans l’attente d’un document de référence attendu courant 2018.

Le développement de la « *Greater Bay Area* » a vocation à entraîner une spécialisation des différentes régions au regard de leurs avantages comparatifs : Hong Kong dans le secteur des services professionnels et financiers, Shenzhen dans le secteur des technologies de pointe et de l’innovation, Macao dans le secteur du divertissement et Dongguan et Guangzhou dans le domaine des industries manufacturières. Hong Kong devrait ainsi garder son statut de place financière de référence et développer les services liés à l’industrie maritime. Les avantages comparatifs de Hong Kong précédemment cités seront également soulignés pour promouvoir la participation de Hong Kong à l’initiative *Belt and Road*, signe de la complémentarité de ces deux projets pour le développement de la région administrative spéciale. Les signes d’une interconnexion croissante entre Hong Kong et le Guangdong se sont récemment multipliés participant de la même logique d’intégration : ouverture du pont Zhuhai-Hong Kong-Macao en juillet 2018, construction en cours de la future ligne ferroviaire à grande vitesse vers Canton et du Hong Kong et du *Shenzhen Technology Park* qui servira d’espace de coopération et de recherche de manière à mieux à faciliter l’intégration des secteurs des hautes technologies de Hong Kong et de Shenzhen⁸¹. Le projet GBA symbolise l’entrée dans une phase d’accélération du rapprochement de Hong Kong avec la Chine continentale et en particulier avec le

⁷⁸ “Extract of President Xi Jinping’s Report at the 19th Communist Party of China National Congress (18 October 2017)”, *Extracts of Key National-level Documents, the government of the Hong Kong Special Administrative Region*. URL: https://www.cmab.gov.hk/doc/issues/bay_area/Extract_1_e.pdf

⁷⁹ “Framework Agreement on Deepening Guangdong-Hong Kong-Macao Cooperation in the Development of the Bay Area signed”, *Press Releases of the government of the Hong Kong Special Administrative Region*, July 1st 2017. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201707/01/P2017070100409.htm>

⁸⁰ Le Secrétaire aux affaires constitutionnelles et continentales est en charge de la promotion de la loi fondamentale, des affaires constitutionnelles, du processus électoral, de la coordination des relations entre Hong Kong et les autorités compétentes de Chine continentale ainsi que de la promotion des initiatives de coopération régionale. Il exerce ses prérogatives à la tête du Bureau des affaires constitutionnelles et continentales.

⁸¹ D’une surface de 87 ha, le parc sera spécialisé sur les fintechs, les biotechs, la robotique, l’intelligence artificielle, et le big data.

Guangdong qui a largement bénéficié des capitaux hongkongais pour financer son développement depuis plus de trois décennies.

L'intégration de Hong Kong au projet de Grande Baie suscite cependant l'indifférence voire l'hostilité d'une partie de l'opinion publique hongkongaise en raison de la disparité de systèmes légaux au sein de la région. L'opinion dénonce par ailleurs l'ingérence politique de Pékin contrastant avec l'enthousiasme du gouvernement hongkongais et des milieux d'affaires. En effet, bien plus qu'une opportunité de développement approuvée par Pékin, ce projet impose une pression supplémentaire au gouvernement hongkongais qui sera désormais contraint de se tourner vers le nord pour toute stratégie de développement à long terme donnant *de facto* un rôle plus important aux autorités centrales chinoises que le prévoit le principe « un pays deux systèmes »⁸². Inextricablement lié à l'initiative *Belt and Road*, le plan d'intégration régionale de Grande Baie est le pendant national de la stratégie internationale du président chinois Xi Jinping et préfigure en même temps qu'il complète l'intégration officielle de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road*. Les deux projets ou initiatives sont très souvent citées côte à côte dans les documents de promotion de Hong Kong produites par les autorités aussi bien que par les grandes banques et entreprises présentes à Hong Kong qui entendent tirer profit de l'approfondissement de la connectivité régionale et internationale pour multiplier les possibilités d'investissements.

⁸² Hua Guo, Victor Zheng, "Why Zhuhai and other Greater Bay Area cities are not to Hong Kong what suburban Connecticut is to New York", *South China Morning Post*, 29 May 2018, URL: <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/2148149/why-zhuhai-and-other-greater-bay-area-cities-are-not-hong>

Deuxième partie - La participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* mobilise les autorités politiques chinoises et hongkongaises

Titre 1 – L'initiative *Belt and Road* est l'un des axes prioritaires de la politique étrangère du président chinois Xi Jinping

Multidimensionnelle, l'initiative *Belt and Road* s'érige comme le « projet du siècle » pour la Chine qui aspire à retrouver son statut de grande puissance par l'initiative du président chinois Xi Jinping dont la doctrine politique a récemment été inscrite dans les textes du Parti Communiste Chinois. Extensible à souhait, cette initiative n'en est pas moins sensible politiquement notamment au sein de l'Union Européenne. Hong Kong est pour sa part appelé dès la publication du document officiel, à jouer un rôle clé, dans le prolongement de sa relation d'interdépendance historique avec la Chine continentale.

Section 1 : L'initiative *Belt and Road* s'inscrit dans une stratégie de long terme ayant vocation à faire retrouver à la Chine son rang de grande puissance mondiale

Xi Jinping est intronisé à la tête du parti et de l'Armée populaire de libération (APL) en 2012 puis à la présidence du pays, en mars 2013⁸³. Avec le slogan du « rêve chinois » (*zhongguo meng* 中国梦), le président et son premier ministre, Li Keqiang, mettent l'accent sur la fondation d'un « pays puissant » (*qiangguo* 强国) et la prospérité économique, dans le but d'œuvrer à la « grande renaissance de la nation chinoise » (*Zhonghua minzu weida fuxing* 中华民族伟大复兴). Ce slogan, largement repris par les médias officiels, met ainsi l'accent sur la nation chinoise, autour d'un nationalisme renouvelé⁸⁴. En effet, la notion de « rêve » a pour vocation d'intégrer toutes les dimensions de la puissance. Il s'agit pour la République populaire, de demeurer séductrice sur le plan culturel au côté de sa force politique, économique et diplomatique. Xi Jinping opère ainsi une rupture avec son prédécesseur Hu Jintao. Il apparaît en effet plus confiant, décontracté et la politique étrangère ne cesse de se personnifier au cours

⁸³ Xi Jinping a été élu secrétaire général du PCC et président de la commission militaire centrale suite au XVIII^e congrès du parti en novembre 2012, président de la RPC à l'issue de l'Assemblée nationale populaire (ANP) en mars 2013. Il a été élu pour un mandat de cinq ans qui sera sûrement renouvelé lors du XIX^e congrès du parti en 2017 et de l'ANP en 2018.

⁸⁴ Sébastien Colin, "La Chine, puissance mondiale", *Documentation photographique, La Documentation française* n° 8108, novembre-décembre, 2015, p. 18-19.

de son mandat. Cette personnification est rendue possible du fait de la faiblesse des institutions qui cantonne le ministère des Affaires étrangères dans un rôle de représentation extérieure, soumis au Bureau politique en charge de coordonner les grandes décisions de politiques étrangères⁸⁵. L'objectif est d'égaliser la puissance américaine sur le terrain asiatique. Ainsi, ce que Xi Jinping annonce comme un « nouveau type de relations entre grandes puissances » (*xinxing daguo guanxi* 新型大国关系) est en fait une réponse au « pivot asiatique » de Barack Obama⁸⁶. La République populaire souhaite étendre sa sphère d'influence en Asie et s'engage pour ce faire, dans une démarche plus interventionniste, au détriment de la promotion d'une montée en puissance « harmonieuse » largement revendiquée par les précédents présidents⁸⁷. C'est dans cette optique de puissance globale que le président Xi Jinping et l'appareil étatique dans son ensemble, font la promotion des « Routes de la Soie », expression forgée par le géographe allemand Ferdinand Von Richthofen au XIXe siècle aujourd'hui renouvelées et connues sous le nom de « *Belt and Road Initiative* » (BRI) avec pour objectif premier de renforcer la connectivité et favoriser les échanges commerciaux.

Annoncé pour la première fois en septembre 2013 par le président Xi Jinping en visite officielle au Kazakhstan à l'université Nazarbayev⁸⁸, l'initiative des Nouvelle Routes de la Soie, en chinois *yi dai yi lu* 一带一路 littéralement “une ceinture, une route” se compose comme le montre la carte ci-dessous de deux routes terrestres “*Silk Road economic Belt*” et une route maritime “*21st Century maritime Silk Road*”. La route terrestre est composée de deux axes : le premier part de la Chine et traverse le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne et les Pays-Bas. L'autre rejoint l'Ouzbékistan, l'Iran et la Turquie en partant de Xi'an (ancienne capitale de l'Empire chinois) pour rejoindre l'antique grand bazar d'Istanbul

⁸⁶ Le « Pivot asiatique » est la signature de la politique étrangère de Barack Obama en Asie. Elle a été évoquée pour la première fois par Hilary Clinton dans la revue *Foreign policy* en octobre 2011. Ce pivot répond aux inquiétudes des pays de la région face à la montée en puissance de la Chine et prévoit une consolidation de la présence armée dans la région ainsi que le renforcement des liens économiques, diplomatiques et culturels en parallèle d'un désengagement de l'Afghanistan et Irak.

⁸⁷ Emmanuel Lincot, « Enjeux et perspectives des nouvelles routes de la soie », *Monde chinois*, avril 2015, n° 44, p. 16-26.

⁸⁸ Lors de la tournée de 10 jours de Xi Jinping en Asie centrale en 2013, de nombreux contrats avaient été signés dont 22,5 milliards de dollars de promesses d'investissements, 6 milliards USD d'aide au Turkménistan pour le développement du site gazier de Galkynnysh ainsi que 22 accords dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des transports au Kazakhstan. Dans son discours à l'université Nazarbayev à Astana au Kazakhstan le président chinois Xi Jinping a officialisé cette initiative soulignant par la même ses objectifs : accélérer la coopération globale avec les partenaires stratégiques historiques de la Chine en Asie centrale, la connectivité pour améliorer les échanges commerciaux et la circulation des flux monétaires et la compréhension mutuelle par le renforcement des échanges culturels. Wu Jiao “Xi proposes a “new Silk Road” with Central Asia”, *China Daily*, 8th September 2013, URL: http://usa.chinadaily.com.cn/china/2013-09/08/content_16952304.htm

qui reste un des carrefours commerciaux les plus mythiques. Les tracés des Nouvelles Routes de la Soie sont lisibles dans les nouvelles lignes de gazoducs et d'oléoducs, de routes, de chemins de fer desservant l'Asie du sud Est, le Moyen Orient, l'Asie centrale et l'Europe ainsi que la fréquentation de l'axe maritime reliant le golfe d'Aden et le golfe arabo-persique aux mers de Chine via le détroit de Malacca⁸⁹.

Carte des tracés des Nouvelles Routes de la Soie



Source : Maritime Silk Road Society

Pensée depuis la fin des années 1990 dans les cercles de la haute politique chinoise avec le « *go out policy* » du président Jiang Zemin, cette initiative puise dans une histoire vieille de plusieurs millénaires, du temps de la domination de la Chine et de l'Inde dans les échanges mondiaux au II^{ème} siècle avant notre ère. La *Belt and Road Initiative* peut ainsi être définie comme une stratégie de développement visant à améliorer la connectivité ferroviaire et maritime pour renforcer la position de la Chine dans le monde et s'inscrit dans le cadre d'une vision stratégique de long terme, au service de la stabilité du régime politique chinois⁹⁰. S'agissant de la dimension terrestre, le concept de connectivité accorde une place centrale aux infrastructures de transport, d'énergies, de télécommunications, et de zones industrielles en vue de renforcer la connectivité régionale et ainsi faciliter la circulation des marchandises et des personnes le but étant

⁸⁹ Martine Bulard, « La longue marche de la Chine vers l'ouest » *Manière de voir*, n°139, février-mars 2015.

⁹⁰ Cette initiative est susceptible de durer jusqu'en 2050, date symbolique pour le PCC puisqu'il s'agit de la date à laquelle la société chinoise sera modérément prospère marquant par la même la véritable « renaissance de la nation chinoise ».

d'atteindre le marché européen par la terre bien plus rapidement que par la mer. S'agissant de la « *New Maritime Silk Road* », l'objectif principal de la République populaire est de développer ses propres infrastructures portuaires dans des pays jugés stratégiques⁹¹. Le projet de Grande Baie (« *Greater Bay Area* ») ainsi que l'accroissement des investissements dans les ports des grandes villes côtières font ainsi partie intégrante du développement de la Route de la Soie Maritime⁹².

Cette expansion doit être remise dans la perspective des actions menées par la Chine depuis une quarantaine d'années pour élargir sa puissance selon des cercles « déconcentriques » en commençant par les relations avec sa périphérie en Asie de l'Est et du sud-est puis du « collier de perles » dans l'océan indien, pour ensuite se concentrer sur les périphéries terrestres via le rapprochement avec la Russie et l'Asie centrale dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai OCS et les Nouvelles Routes de la Soie. La « rationalité géopolitique » de la Chine selon le terme utilisé par le politologue français Thierry Garcin, s'exprime donc par la vision de long terme du gouvernement qui accompagne une stratégie d'ensemble guidant son expansion progressive⁹³. Multidimensionnelle, la *Belt and Road Initiative* remplit plusieurs objectifs non seulement économiques et plus largement géopolitiques à savoir la rénovation de la diplomatie chinoise pour initier son grand retour sur la scène internationale et par la même diffuser un modèle politique qui s'inscrit comme une alternative au modèle « occidental » visant *in fine* un rééquilibrage des relations diplomatiques, l'approfondissement de ses relations avec les pays d'Asie centrale (zone d'influence de la Russie) ainsi que la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques et la sécurité de ses ressortissants à l'étranger (notamment au Moyen Orient) en assurant sa présence via des infrastructures. Bien plus que la simple réactivation de routes commerciales, l'objectif de la Chine est de renforcer sinon de créer un réseau d'alliance pour revitaliser sa diplomatie de périphérie à l'ouest (après une période où la priorité était à l'est, favorisant les régions et grandes métropoles côtières de la Chine) avec la conviction que les investissements et la croissance ainsi apportés dans les provinces de l'ouest permettront de réduire les revendications indépendantistes (Xinjiang et Tibet) tout en

⁹¹ Alice Ekman "China's New Silk Roads : A Flexible Implementation Process" in « Three years of China's New Silk Roads, From Words to (Re)action », *Etudes de l'Ifri*, February 2017. URL https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_et_al_china_new_silk_roads_2017.pdf

⁹² François Nicolas, « The Economics of OBOR : Putting Chinese Interests first » in « Three years of China's New Silk Roads, From Words to (Re)action », *Etudes de l'Ifri*, February 2017. URL https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_et_al_china_new_silk_roads_2017.pdf

⁹³ Thierry Garcin, Le chantier – très géopolitique - des Routes de la soie, le 18 février 2018, *Diploweb*. *Op.cit.*

approfondissant les relations avec l'Asie centrale⁹⁴. Les Nouvelles Routes de la Soie apparaissent sur le plan économique comme le moyen de relancer la consommation interne et assurer les débouchés aux grandes entreprises nationales, de poursuivre l'internationalisation des entreprises et nous l'avons vu, de la monnaie chinoise. Se dégagent ainsi quatre impératifs étroitement liés entre eux : relancer la croissance économique et assurer la stabilité du régime par la prospérité, sécuriser les approvisionnements énergétiques et revitaliser la diplomatie de périphérie.

La Chine bénéficie pour se faire d'un contexte international propice, d'une « fenêtre d'opportunité » ouverte par la politique protectionniste de Donald Trump et les tourments qui divisent l'Union Européenne avec la crise migratoire et les répercussions de la crise économique et financière de 2007. La *Belt and Road Initiative* cristallise ainsi à elle seule les ambitions politiques, économiques, géostratégiques et géopolitiques de la Chine de Xi Jinping sur le plan de la politique intérieure et étrangère. La promotion du « rêve chinois » se rallie parfaitement à la mystique qui entoure ce projet autour d'un nationalisme renouvelé notamment par la mise en avant des pans les plus conservateurs du confucianisme. En somme la *Belt and Road Initiative* doit être analysée dans le contexte de la montée en puissance de la Chine à l'échelle régionale et mondiale susceptible *in fine* de modeler un nouvel ordre mondial. Cet aspect est de plus en plus évident à mesure que la Chine aligne le concept « *Belt and Road Initiative* » à la majorité de ses priorités de politique domestique et étrangère⁹⁵.

Section 2 : L'initiative *Belt and Road* suscite de nombreuses inquiétudes

Xi Jinping a présidé le 15 mai 2017 pendant deux jours à Pékin un sommet de la Nouvelle Route de la Soie (« *Belt and Road Summit* ») et a souligné dans son discours l'importance de cette initiative : « *La Chine est pour le développement commun et souhaite transformer l'ancien monde, divisé entre les gagnants et les perdants, en un nouveau monde, où tout le monde est gagnant. Si l'initiative 'Une ceinture, une route' avance de manière continue, elle sera la coopération économique mondiale la plus vaste et la plus porteuse de*

⁹⁴ Les alliés à l'ouest sont d'autant plus importants qu'ils se font plus rares à l'est du fait de la domination des Etats-Unis dans la région.

⁹⁵ Alice Ekman, Françoise Nicolas, John Seaman, Gabrielle Desarnaud, Tatiana Kastouéva-Jean, Serie Onur Baçecik, and Cecile Nallet « Three years of China's New Silk Roads, From Words to (Re)action », *Etudes de l'Ifri*, February 2017. URL: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_et_al_china_new_silk_roads_2017.pdf

succès du XXI^e siècle. »⁹⁶. Ce sommet s'est conclu par une « déclaration commune » signée par 30 pays. Premier d'une longue série de sommets, cette réunion qui a rassemblé 29 chefs d'Etats dont Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine a permis la signature de 270 accords de coopération selon le gouvernement chinois en invitant à l'idée d'une « prospérité commune » fruit d'un « développement partagé » en liant les deux grands marchés que représentent l'Europe et l'Asie réactivant par la même l'ancienne route mythique de la soie. Les Nouvelles Routes de la Soie couvrent ainsi 65 pays, 40% de la superficie mondiale habitée, 70% de la population mondiale et représentent 60% de la richesse mondiale et 75% des réserves énergétiques connues⁹⁷.

Cet apparent succès diplomatique aussi bien qu'économique ne semble pourtant pas faire l'unanimité. L'Union européenne (UE), unie sur ce sujet, n'a pas signé la déclaration finale commune et l'Inde a boycotté le sommet en raison de la dispute territoriale sur le corridor entre la Chine et le Pakistan qui traverse le Cachemire. Il faut également souligner que les prêts, bienvenus dans certains pays de la région, doivent être partiellement formulés en *yuan* dans le but de renforcer la monnaie chinoise et sont soumis à de strictes conditions sous la supervision de compagnies d'Etat elles même liées à des entreprises chinoises. Il y a également polémique sur la nature même de ces grands projets d'infrastructures dont les coûts dépassent parfois les prévisions et qui sont bien souvent surdimensionnés et inutiles⁹⁸. Le Fond Monétaire International (FMI) estime pour sa part que la *Belt and Road Initiative* est « une initiative bienvenue et potentiellement *transformative* », sous réserve d'être mise en œuvre dans un cadre exigeant, en particulier au regard de « la soutenabilité de l'endettement des pays partenaires »⁹⁹. Ce projet international de connectivité a été inclus dans la Constitution du Parti communiste chinois (PCC) lors du 19^e Congrès national du PCC en octobre 2017 signe de son importance politique¹⁰⁰.

⁹⁶ Yamei, "Full text of President Xi's speech at opening of Belt and Road forum", *Xinhua*, 14th may 2017, URL: http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm

⁹⁷ Christian Vicenty, « Les nouvelles routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *Géoéconomie*, Avril 2016, N°81, p 133-158.

⁹⁸ Agnès Gaudu, « Avec sa nouvelle route de la soie, la Chine lance des projets par millions », *Courrier International*, 18 mai 2017. <https://www.courrierinternational.com/article/mondialisation-avec-sa-nouvelle-route-de-la-soie-la-chine-lance-des-projets-par-millions>

⁹⁹ "Belt and Road Initiative : Strategies to Deliver in the next Phase", Discours de Christine Lagarde, directrice Générale du FMI, à l'IMF-PBC Conference à Pékin, 12 avril 2018, *International Monetary Fund (IMF)*, <http://www.imf.org/en/news/articles/2018/04/11/sp041218-belt-and-road-initiative-strategies-to-deliver-in-the-next-phase>

¹⁰⁰ Ying, "Belt and Road incorporated into CPC Constitution", *Xinhua*, 24th October 2017. URL: http://www.xinhuanet.com/english/2017-10/24/c_136702025.htm

Section 3 : les autorités chinoises envisagent le rôle de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road* aux contours encore flous

L'initiative *Belt and Road* a été formalisée dans un document officiel publié conjointement par le ministère des Affaires étrangères (MOFA) et le ministère du Commerce Chinois (MOFCOM) fin 2015. Les autorités chinoises y envisageaient d'ores et déjà bien que timidement, l'inclusion de Hong Kong : « En mettant pleinement en valeur le rôle des zones de l'ouverture et de la coopération de Qianhai à Shenzhen, de Nansha à Guangzhou, de Hengqin à Zhuhai et de Pingtan au Fujian, la Chine approfondira sa coopération avec Hong Kong, Macao et Taiwan afin de créer la grande zone Guangdong-Hong Kong-Macao (...) Elle fera jouer le rôle particulier des Chinois d'outre-mer ainsi que des régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao dans la construction de la Ceinture et de la Route, et adoptera des mesures appropriées pour favoriser la participation de la région de Taiwan à la construction du projet. »¹⁰¹. Cette inclusion à demi-mot est permise par le caractère éminemment flexible et donc adaptable de l'initiative *Belt and Road* qui rend l'analyse de ses implications relativement complexe.

La spécialiste française de la Chine Alice Ekman élabore une méthodologie d'analyse de la *Belt and Road Initiative* pour dépasser son caractère vague en soulignant trois dimensions sur lesquelles nous pourrions nous baser afin d'analyser la position de Hong Kong en son sein : une dimension de « diplomatie publique » en support d'une « initiative flexible » en « perpétuelle expansion ». Tout d'abord, la BRI dispose d'une forte dimension de diplomatie publique¹⁰². Les discussions que génèrent ce projet sur le plan international sont une réussite en soi en termes d'influence pour la Chine qui entend diffuser ses normes et ses valeurs sur la scène internationale. La stratégie de communication est contrôlée au niveau central mais se

¹⁰¹ « Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) », ministère des Affaires étrangères (MOFA), ministère du Commerce (MOFCOM) : « Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle – Perspectives et actions ». URL : <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t1251984.shtml>

¹⁰² Terme inventé par Edmund Gullion dans les années 1960, la « diplomatie publique » désigne une diplomatie visant à influencer de manière directe ses récepteurs, principalement par le biais de supports médiatiques (grands médias, nouvelles technologies de l'information et de la communication). Cette notion est appropriée par l'administration chinoise sous le nom de *gonggong waijiao* 公共外交, et regroupe l'ensemble des moyens de communications officiels sous l'égide de l'Etat et à destination des étrangers, en vue de favoriser une meilleure compréhension des idées et des politiques de la nation chinoise. Stéphanie Balme, "L'impuissance paradoxale du « soft power » de la Chine post-Mao", *CERISCOPE Puissance*, 2013.

démultiplie via divers canaux (*think tank*, grandes entreprises, universités) qui diffusent un message identique parsemé de concepts clés : la BRI est une « initiative » et non pas une stratégie, la BRI est « ouverte et inclusive » avec des « gains mutuellement bénéfiques », « complémentaire » d'autres projets nationaux (du plan Juncker pour l'Union européenne par exemple) et « économique » dans sa nature et non pas géopolitique ou géostratégique. D'autre part, la *Belt and Road Initiative* est un projet flexible qui s'ajuste et se définit selon les circonstances. En effet, le projet lui-même a été annoncé avant même d'être défini dans le cadre d'un document officiel. Le gouvernement chinois a organisé une série de conférences et de sommets à l'international en vue de récolter avis et réactions sur la question. La BRI peut ainsi être considérée, dès sa phase de conception, comme un projet « inclusif ». Ce procédé « multilatéral » a pour avantage d'enrichir la réflexion tout en gagnant l'approbation d'acteurs étrangers. La BRI devient ainsi un label que s'approprient les autorités locales aussi bien que les acteurs privés sous la supervision plus ou moins étroite du gouvernement central chinois. Enfin, la BRI est un projet en expansion aussi bien sur le plan géographique (elle regroupait initialement 60 pays et compte aujourd'hui près de 100 pays et Organisations internationales) que sectoriel (le projet inclue aujourd'hui le secteur du tourisme et du droit en plus des infrastructures). En termes de diplomatie publique, la BRI rejoint les concepts de « grand retour de la nation chinoise » ou de « communauté de destin ». Bien plus que des ambitions de court terme la BRI devient un outil au service de la promotion d'une gouvernance mondiale aux caractéristiques chinoises (plateformes d'échanges multilatérales, forums et sommets, Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures¹⁰³). En somme, la flexibilité intrinsèque de cette initiative est la condition *sine qua non* de sa réussite et le gouvernement chinois va continuer d'élargir les mécanismes bilatéraux et multilatéraux sous cette bannière¹⁰⁴.

¹⁰³ La banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) a été lancée en 2015 avec un capital de 100Mds USD dont 49% sont détenus par la Chine en concurrence. Elle est établit en concurrence directe avec la Banque Mondiale et la Banque asiatique d'investissements et complète les dispositifs existants (FMI, réserves de changes) pour le financement des grands projets d'infrastructures.

¹⁰⁴ Alice Ekman "China's New Silk Roads : A Flexible Implementation Process" *op.cit.*

Titre 2- La participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* renouvelle son rôle d'interface entre la Chine et le reste du monde et suscite une forte mobilisation des autorités politiques pour bénéficier des opportunités offertes par la route maritime et dans une moindre mesure terrestre

Conscient des opportunités économiques, commerciales et diplomatiques offertes par cette initiative, le gouvernement hongkongais a très rapidement fait la promotion du rôle de « super connecteur » que Hong Kong pourrait incarner au sein de ce vaste plan international à travers l'organisation de sommets et la création d'institutions et dispositifs spécifiquement dédiés à cet effet. L'intégration de Hong Kong aux tracés officiels des Nouvelles Routes de la Soie en juillet 2017 parachève ces efforts de communication alors que peu de projets concrets sont réellement menés.

Section 1 : les autorités hongkongaises prennent rapidement conscience des opportunités offertes par une participation à l'initiative *Belt and Road*.

Un sommet inaugural (« *Belt and Road Summit* ») s'est tenu à Hong Kong le 18 mai 2016 au Convention and Exhibition Center, organisé par le gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong en association avec le Conseil de développement du commerce de Hong Kong (HKTDC), organe de promotion du commerce extérieur de Hong Kong et soutenu par les plus hautes instances de la République populaire de Chine¹⁰⁵. Ce sommet a regroupé des personnalités politiques et issues du monde des affaires de Chine continentale, de Hong Kong ainsi que de l'ensemble des pays concernés par l'initiative *Belt and Road*¹⁰⁶. Invité au *Belt and Road Summit*, Zhang Dejiang, membre du comité permanent du bureau politique du PCC a insisté dans son discours sur le rôle de premier plan que Hong Kong avait vocation à jouer au sein de cette initiative principalement dans quatre domaines identifiés par les autorités chinoises : les services professionnels, les services financiers, les échanges humains et la coopération avec la Chine continentale pour le développement de relations d'affaires sur l'ensemble des itinéraires terrestres et maritimes entre la Chine et l'Eurasie. Les autorités hongkongaises de l'époque le Chef de l'exécutif de Cy Leung, le Secrétaire aux finances, John Tsang, et le Secrétaire au commerce, Greg So ont à tour à tour vanté le rôle

¹⁰⁵ Le ministère des Affaires étrangères (中华人民共和国外交部 *Zhōnghuá Rénmín Gònghéguó Wàijiāobù*), le ministère du Commerce (中華人民共和國商務部), la Commission nationale du développement et de la réforme (中华人民共和国国家发展和改革委员会 *Zhōnghuá Rénmín Gònghéguó Guójiā Fāzhǎn hé Gǎigé Wěiyuánhui*) ainsi que la Banque populaire de Chine (中国人民银行 *Zhōngguó Rénmín Yínháng*)

¹⁰⁶ Site officiel du sommet : <http://www.beltandroadsummit.hk/2016/en/index.html>

unique que Hong Kong peut jouer, soulignant (i) les avantages structurels de la région administrative spéciale (hub financier, commercial et logistique, Etat de droit, système juridique de *common law*, main d'œuvre éduquée, hub d'accès vers la Chine etc.), (ii) sa volonté de prendre toute sa part dans ce projet majeur dans le cadre du principe « un pays, deux systèmes » (avec la mise en place d'un bureau « One Belt One Road » au sein de l'administration et d'une plateforme de financement au sein de l'autorité monétaire de Hong Kong, la HKMA), (iii) la capacité des entreprises présentes à Hong Kong, place RMB *offshore* de référence, à se positionner dans tous les domaines (infrastructures, droit et arbitrage, assurance et réassurance, financements, logistique, etc.) et enfin (iv) la volonté de développer des relations bilatérales tous azimuts sur le plan commercial (négociation d'accords de libre-échange ou *Free Trade Agreement* FTA), culturel et académique¹⁰⁷.

A la suite de ce forum a été créé le 4 juillet 2016 l'Infrastructure Financing Facilitation Office (IFFO) qui a pour but d'agréger les expertises de 41 acteurs clés dans les domaines de l'investissement (Blackstone), de la banque (HSBC, Asia Investment Bank), du conseil (KPMG), et des transports et de l'énergie (MTR, Airport Authority et CLP Group) au sein de l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA)¹⁰⁸. Le secrétaire aux finances de l'époque John Tsang a rappelé une nouvelle fois que la position géographique favorable de Hong Kong, son expertise et ses infrastructures financières en faisaient l'un des acteurs les plus crédibles dans le financement du projet des Nouvelles Routes de la Soie. En marge de cet événement, deux accords de coopération ont été signés par la HKMA respectivement avec le Global Infrastructure Hub (GI Hub) initié par le G20 et avec la Société Financière Internationale (groupe Banque mondiale). L'objectif de ces accords est de renforcer la position de Hong Kong comme centre de financement majeur dans le cadre du projet, notamment pour la banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (AIIB). Il s'agit de permettre aux acteurs financiers et industriels hongkongais de mieux tirer parti des opportunités liées aux Nouvelles Routes de la Soie¹⁰⁹. Les autorités hongkongaises ont par ailleurs mis en place en août 2016 un « bureau OBOR » doté d'un budget dédié au sein de l'administration sous l'autorité d'un « Belt and Road Commissioner », Yvonne Choi Ying-pik, nommée pour un an et qui rend compte

¹⁰⁷ Stuart Lau, Nikki Sun, Maggie Zhang, « For the first time, Zhang Dejiang spells out how Hong Kong can seize key role in One Belt One Road », *South China Morning Post*, 18 May 2016. <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/1946655/first-time-zhang-dejiang-spells-out-how-hong-kong-can-seize>

¹⁰⁸ Site officiel du IFFO : <https://www.iffo.org.hk/home> Voir ANNEXE 4 : Structures publiques et privées en charge de la supervision de l'initiative *Belt and Road* à Hong Kong

¹⁰⁹ Enoch Yiu, « HKMA lines up financial partners for “one belt one road” projects », *South China Morning Post*, 4 July 2016. URL: <http://www.scmp.com/business/banking-finance/article/1985212/hkma-lines-financial-partners-one-belt-one-road-projects>

directement au Chef de l'Exécutif. Le bureau OBOR semble avoir eu pendant un an un rôle essentiellement limité au « brainstorming ». Afin de le doter de ressources supplémentaires et de « l'institutionnaliser », le bureau OBOR a été placé depuis le 1^{er} juillet 2017 au sein du département du Commerce et du Développement économique (« Commerce and Economic Development Bureau »), sous l'autorité d'Edward Yau et ne dispose plus de « Belt and Road Commissioner »¹¹⁰. Alors même que Hong Kong n'est pas officiellement associé à ce projet, le gouvernement hongkongais, avec l'appui des autorités politiques chinoises semble ainsi se mobiliser pour l'intégration à venir.

Section 2 : La participation de Hong Kong se formalise en décembre 2017 et parachève les efforts de promotion du gouvernement hongkongais

Dans le prolongement du « Belt and Road Forum » organisé en mai 2016 à Hong Kong et du « One Belt, One Road Beijing Summit » de mai 2017 à Pékin, le gouvernement hongkongais a organisé un nouveau forum le 11 septembre 2017 pour promouvoir l'initiative et en particulier le rôle de « super-connecteur » que Hong Kong entend jouer. Cette nouvelle conférence autour du thème « *from vision to action* » n'a cependant donné lieu, malgré la présence de plusieurs représentants du gouvernement chinois, à aucune nouvelle annonce concrète. De manière assez convenue, des représentants de plusieurs pays concernés en Asie centrale, dans l'ASEAN ou en Europe orientale (Pologne) ont indiqué leur volonté de participer pleinement au projet. Les autorités hongkongaises ont rappelé les atouts de Hong Kong (interface traditionnelle entre la Chine et le reste du monde, environnement des affaires favorable, place financière incontournable en Asie, savoir-faire en matière de services financiers et juridiques)¹¹¹. Cependant, malgré l'intérêt des acteurs privés hongkongais pour cette initiative, les projets concrets faisant intervenir l'expertise de ces acteurs tardent à se concrétiser. Si un grand nombre de projets sont labellisés « *Belt and Road* » cette étiquette peut sembler quelque peu artificielle.

La nouvelle cheffe de l'exécutif Carrie Lam¹¹² s'est pourtant félicitée du succès de ce sommet lors de son discours de politique générale le 11 octobre 2017. Le sommet aurait atteint

¹¹⁰ Voir ANNEXE 4 : Structures publiques et privées en charge de la supervision de l'initiative *Belt and Road* à Hong Kong

¹¹¹ "Second Belt and Road Summit in Hong Kong. Cooperation Agreements signed as initiative turned from vision to action", *HKTDC Press Release*, September 11st 2017. <http://mediaroom.hktdc.com/en/pressrelease/detail/19603/Second%20Belt%20and%20Road%20Summit%20Held%20in%20Hong%20Kong>

¹¹² Voir ANNEXE 3 : Organigramme du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong

son objectif de « transformer la vision en action, en encourageant une coopération concrète dans le cadre de l'initiative ». Carrie Lam a affirmé l'intention du gouvernement hongkongais de continuer à travailler avec le conseil du commerce extérieur de Hong Kong (HKTDC) en vue de promouvoir Hong Kong en tant que plateforme du commerce international et prévoit d'organiser des événements de ce type chaque année pour promouvoir le rôle de Hong Kong dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*. Carrie Lam a indiqué que le gouvernement entendait capitaliser sur la participation active de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* et au projet de Grande Baie (« *Greater Bay Area* »). Cette participation est cependant pensée en premier lieu pour servir le développement de la Chine comme en témoigne l'expression « *what the country needs what Hong Kong is good at* » (ce dont le pays a besoin et de quels avantages Hong Kong dispose) utilisée par Carrie Lam dans son discours. La cheffe de l'exécutif préconise ainsi un dialogue approfondi avec les autorités centrales chinoises, les entreprises et chambres de commerces afin de traduire les orientations politiques par des opportunités commerciales¹¹³. Le gouvernement a, à ce titre instauré une politique pour stimuler l'innovation (axe identifié comme prioritaire par le gouvernement de Carrie Lam) et attirer les entreprises notamment chinoises par des incitations fiscales (abaissement des taxes pour les deux premiers millions de profits et exonérations de taxes pour les dépenses en Recherche et Développement)¹¹⁴. Dans son discours de politique générale d'octobre 2017, Carrie Lam a par ailleurs mentionné les discussions en cours avec les autorités centrales en vue de la conclusion d'un accord sur la participation officielle de Hong Kong à l'initiative¹¹⁵.

Penchons-nous désormais du côté des autorités centrales chinoises. Au moment de sa visite à Hong Kong en juillet 2017 pour célébrer le 20^{ème} anniversaire de la rétrocession, le président chinois Xi Jinping a affirmé le soutien des autorités centrales pour l'intégration de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road*. A la demande de la cheffe de l'exécutif, les deux parties ont décidé à cette date la signature prochaine d'un « arrangement on advancing Hong Kong's full participation in the Belt and Road Initiative » (Arrangement portant sur la pleine participation de Hong Kong à l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie). La visite de la cheffe de l'exécutif Carrie Lam à Pékin a donné lieu à la signature, le 14 décembre 2017, d'un accord entre le gouvernement hongkongais et la Commission Nationale pour la Réforme et le

¹¹³ « The Chief Executive's 2017 Policy Address », *The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China*. URL: <https://www.policyaddress.gov.hk/2017/eng/policy.html>

¹¹⁴ « New tax plan announced », *Hong Kong information service department*, October 11st 2017. http://www.news.gov.hk/en/categories/finance/html/2017/10/20171011_101341.shtml

¹¹⁵ « The Chief Executive's 2017 Policy Address », *op.cit.*

Développement présidé par He Lifeng, sur la participation de Hong Kong à l'initiative « Belt and Road » se concentrant sur 6 éléments déterminants : « *finance and infrastructure and maritime services; economic and trade facilitation; people-to-people bonds; taking forward the Guangdong-Hong Kong-Macao Bay Area Development; and enhancing collaboration in project interfacing and dispute resolution services* »¹¹⁶. L'accord mentionne en particulier le rôle que pourra jouer Hong Kong dans des secteurs dans lesquels la région administrative spéciale dispose soit d'une expertise reconnue soit d'un avantage comparatif sur ses concurrents : l'émission d'obligations vertes, les services à haute valeur ajoutée dans le domaine du transport maritime ainsi que les services d'arbitrage et de règlement des différends (ces points seront développés ultérieurement dans la troisième partie). L'accord prévoit également d'encourager les entreprises chinoises à installer leurs sièges régionaux à Hong Kong et de poursuivre l'ouverture du marché chinois aux entreprises hongkongaises, permettant à Hong Kong de conserver sinon approfondir son rôle d'interface dans le processus d'ouverture économique et financière de la Chine. Cet accord instaure par ailleurs un mécanisme de dialogue bilatéral (« *Joint Conference mechanism* ») qui doit se réunir au moins une fois par an afin d'évaluer la participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* et qui rassemblera des représentants de la Commission Nationale pour la Réforme et le Développement (CNDR), du bureau du Conseil des affaires de l'Etat responsable de Hong Kong et Macao ainsi que des membres du gouvernement hongkongais. Le document peut ainsi être considéré comme le plan directeur de la participation officielle de Hong Kong dans l'initiative. Dans le communiqué publié après la cérémonie de signature, la CNDR a précisé que l'accord était conforme aux nouvelles perspectives présentées au 19e Congrès national du Parti communiste chinois, ainsi qu'à la vision exprimée par le président Xi Jinping lors de sa visite à Hong Kong en juillet 2017¹¹⁷.

¹¹⁶ « Arrangement between NDRC and HKSAR Government on advancing Hong Kong's full participation in and contribution to Belt and Road Initiative », *Press Releases of the Hong Kong Special Administrative Region (HKSAR)*, december 14, 2017. URL : <http://www.info.gov.hk/gia/general/201712/14/P2017121400551.htm>

¹¹⁷ *Ibid.*

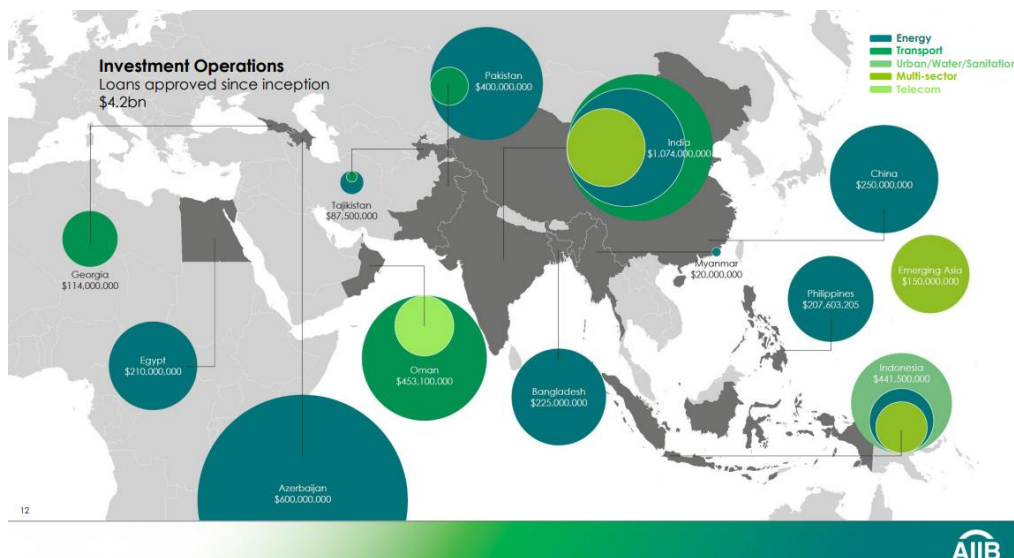
Section 3 : Hong Kong devient membre de la banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et organise avec succès la troisième édition du sommet *Belt and Road*.

Pour répondre aux besoins financiers engendrés par ses investissements à l'international, la Chine s'appuie sur des organisations économiques et des institutions internationales. La plus importante d'entre elles est la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (AIIB) créée le 16 janvier 2016 et qui vise directement à concurrencer la Banque asiatique d'investissement créée par le Japon, le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale (BM). La AIIB rassemble l'ensemble des pays du G20 en tant que membres fondateurs parmi lesquels la France et à l'exception des Etats-Unis et du Japon et comprend aujourd'hui 86 membres. Cette institution a été instaurée pour fournir un soutien financier à la construction d'infrastructures (transport, énergie, communication) et l'amélioration de la connectivité en Asie (voir carte ci-dessous). A travers cette initiative et en parallèle d'accords de libre-échange, la Chine investit sur le terrain des échanges commerciaux et des investissements, preuve de son interdépendance avec le reste du monde. Il convient de souligner que le développement des investissements dans les infrastructures est impulsé, en grande partie, par les autorités politique¹¹⁸. En effet, l'AIIB est financée par des fonds publics ce qui a conduit à l'émergence de la notion de « consensus de Pékin » dont nombre d'observateurs ont récemment pronostiqué qu'il pourrait remplacer à terme le « consensus de Washington »¹¹⁹.

¹¹⁸ Barthélemy Courmont, « Quand la Chine investit dans les infrastructures », *Géoéconomie*, avril 2016, N° 81, p. 159-175

¹¹⁹ Le « consensus de Washington » a été forgé à la fin de la guerre froide après la disparition de l'Union Soviétique dans le cadre d'une vision hégélienne de l'histoire considérant que la « fin de l'histoire » selon l'expression de Francis Fukuyama allait rassembler l'ensemble des pays du monde autour du modèle politique démocratique d'inspiration libérale. Ce consensus idéologique a pour principaux axes la transparence, le libre-échange, la lutte contre la corruption, la démocratisation, la défense des droits de l'homme et s'accompagne d'un corpus de mesures néolibérales inspirées de l'école de Chicago appliquées par les institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI) aux pays en difficulté. Alors que ce modèle semble peu à peu s'essouffler à la suite des attentats du 11 septembre 2001 et après la crise financière de 2008, un américain Joshua Cooper Ramo utilise l'expression « consensus de Pékin » pour l'opposer au « consensus de Washington ». Ce nouveau consensus exalte au contraire les vertus d'un Etat fort, autoritaire au service du peuple. L'approche diplomatique chinoise prête dans ce cadre une grande importance au multilatéralisme, la non-ingérence et le développement économique comme préalable au développement « civique ».

Investissements financés par la AIIB



Source : Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)¹²⁰

Après approbation du comité financier du conseil législatif concernant le financement pour la souscription de 7651 parts du capital de l'AIIB le 12 juin, le gouvernement hongkongais fait l'annonce officielle de son entrée comme membre de l'AIIB le 13 juin 2017 sous l'appellation « Hong Kong, China »¹²¹. Le secrétaire aux finances Paul Chan a rappelé sans sortir de la rhétorique habituelle du gouvernement, les avantages de Hong Kong et les bénéfices que la région administrative spéciale pouvait retirer de sa participation à l'initiative *Belt and Road* : « L'achèvement rapide de notre processus d'adhésion démontre la volonté de Hong Kong de soutenir le fonctionnement de l'AIIB. Hong Kong, premier centre financier international, dispose d'un marché financier sophistiqué, robuste et très liquide et une abondance de professionnels de haut niveau ayant une expérience mondiale, couplée à l'avantage unique d'un pays, deux systèmes. Hong Kong est bien placée pour aider l'AIIB à lever des fonds pour financer divers projets d'infrastructure. Notre expérience et expertise dans la conception, les services professionnels et les services financiers peuvent certainement contribuer au succès de l'AIIB, tandis que la participation de Hong Kong à l'AIIB peut également créer de nouvelles opportunités pour les secteurs concernés »¹²². Parallèlement, les structures de promotion continuent de fleurir et les réunions et sommets sur cette initiative se multiplient.

¹²⁰ Site internet de l'AIIB : <https://www.aiib.org/en/index.html>

¹²¹ Hong Kong avait rejoint la « Asian Development Bank » (ADB), institution financière multilatérale dont l'objectif est de réduire la pauvreté, en tant que membre régionale en 1969.

¹²² «Hong Kong becomes new member of Asian Infrastructure Investment Bank», *The government of the HKSAR, Press Releases*, June 13, 2017. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201706/13/P2017061300528.htm>

A ce titre, l'association « Maritime Silk Road Society » créée en mai 2017, a pour vocation de soutenir le volet maritime des Nouvelles Routes de la Soie et rassemble des personnalités du monde des affaires, de l'administration et du monde universitaire. L'association affiche les objectifs suivants : soutenir et compléter l'initiative *Belt and Road* et aider Hong Kong à tirer pleinement parti de cette initiative grâce aux liens commerciaux et culturels que la ville entretient avec les provinces et les villes le long de la Route de la Soie Maritime (l'ASEAN et le Sud) ; Rechercher et explorer les opportunités de développement engendrées par l'initiative *Belt and Road* ; Favoriser les échanges commerciaux, financiers, économiques, culturels, universitaires et éducatifs entre Hong Kong et les régions concernées ; Améliorer la compréhension par le public de l'histoire, des cultures et des développements contemporains de ces régions et encourager les jeunes à saisir les opportunités de développement offertes dans le cadre de cette initiative¹²³. Dans une optique similaire, le *Hong Kong Trade and Development Council* (HKDTC) a mis en place un comité dédié à la promotion du rôle de Hong Kong dans l'initiative ainsi qu'à l'identification d'opportunités pour les entreprises hongkongaises. Ce comité de 28 membres, pour l'essentiel des représentants de la communauté d'affaires hongkongaise, est présidé par le *tycoon* Vincent Lo, et comprend également Jonathan Choi, président de la Chambre de commerce chinoise et Edward Yau, secrétaire au commerce de Hong Kong. Ce comité est le dernier créé d'une série d'organismes publics ou privés mis en place à Hong Kong dans le cadre de sa participation à l'initiative *Belt and Road* sans toutefois que beaucoup de projets concrets n'aient encore vus le jour¹²⁴.

Enfin, lors de la troisième édition du *Belt and Road Summit* organisé le 28 juin 2018, Hong Kong a accueilli près de 500 dirigeants d'entreprises et hommes politiques d'Asie, d'Europe et d'Afrique ainsi que 100 exposants pour 500 projets en lien avec l'initiative. Dans son discours, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a rappelé l'importance de l'approfondissement de l'intégration régionale à travers le plan de Grande Baie qui doit par ailleurs servir de « point de connexion » pour insérer Hong Kong à l'initiative *Belt and Road*. Ces deux projets de développement comme nous l'avons déjà mentionné sont ainsi étroitement liés et voués à se développer de concert¹²⁵. Le gouvernement hongkongais continue par ailleurs son entreprise de promotion notamment par la création d'un site internet spécialement dédié à cet effet et sur

¹²³ Site officiel de l'association Maritime Silk Road Society. <http://maritimesilkroad.org.hk/en/>

¹²⁴ Voir ANNEXE 4 : Structures publiques et privées en charge de la supervision de l'initiative *Belt and Road* à Hong Kong

¹²⁵ Tony Cheung, Kanis Leung, "Hong Kong can be a "powerful connection point", city's chief executive tells business summit", *South China Morning Post*, 28 juin 2018. URL: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/hong-kong-economy/article/2152989/hong-kong-powerful-connection-point-belt-and-road>

lequel on peut trouver une vidéo de promotion digne d'une bande annonce d'une grande production hollywoodienne. Les redondances y sont légion : Hong Kong joue le rôle de « super connecteur » disposé à mettre son expertise dans les secteurs des services professionnels et de la finance au service au développement économique de la Chine dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*¹²⁶. Ce dispositif de communication vient compléter l'ensemble de plateformes de promotion du territoire : le quotidien hongkongais de référence *South China Morning Post* propose un onglet spécial « *Belt and Road Initiative* » sur sa version numérique tout comme les ministères concernés de près ou de loin par l'initiative ainsi que de nombreux cabinets de conseil (KPMG, PWC) ou grandes banques (HSBC) actives sur le territoire. Ainsi, si l'on se réfère à la méthodologie d'analyse élaborée par Alice Ekman et présentée antérieurement¹²⁷ le gouvernement hongkongais utilise des outils de diplomatie publique similaire à ceux employés par Pékin (sommets, création d'institutions publiques) et se fait largement assister par d'autres acteurs notamment privés dans cette entreprise de promotion. La rhétorique du gouvernement chinois est également réempruntée par Hong Kong signe que la stratégie de communication demeure largement contrôlée au niveau central. Hong Kong devient ainsi une caisse de résonance de la diplomatie publique chinoise, susceptible d'atteindre plus facilement un public international. Le gouvernement hongkongais s'est donc largement emparé de l'initiative *Belt and Road* en tant que véritable label alors que ses implications concrètes tardent encore à voir le jour¹²⁸.

¹²⁶ La vidéo est disponible à l'adresse suivante : : <http://www.beltandroad.gov.hk/videos.html>

¹²⁷ Voir deuxième partie, titre 1, section 3.

¹²⁸ Alice Ekman "China's New Silk Roads : A Flexible Implementation Process" in « Three years of China's New Silk Roads, From Words to (Re)action », *Etudes de l'Ifri*, February 2017. URL https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_et_al_china_new_silk_roads_2017.pdf

Troisième partie – L’intégration de Hong Kong dans l’initiative *Belt and Road* vise à renforcer les avantages compétitifs de Hong Kong tout en prolongeant son rôle traditionnel d’interface entre la Chine et le reste du monde : un partenariat « gagnant-gagnant » ?

Titre 1 – L’initiative *Belt and Road* renforce la place de Hong Kong dans ses domaines d’expertises, source d’opportunités pour la diplomatie économique française.

Par souci de clarté, nous analyserons les différentes opportunités saisies par les acteurs économiques de Hong Kong dans le cadre de l’initiative *Belt and Road* dans les domaines relevés conjointement par les autorités chinoises et hongkongaises comme forces de la région administrative spéciale : services professionnels, banque et finance, services logistiques, centre d’arbitrage et de protection de la propriété intellectuelle. Nous enrichirons l’analyse d’exemples d’entreprises françaises et d’acteurs impliqués dans la diplomatie économique de la France à Hong Kong.

Section 1 : Les entreprises hongkongaises se positionnent dans les secteurs des services professionnels et financiers et réalisent des investissements dans les pays traversés par les Nouvelles Routes de la Soie.

L’environnement des affaires attractif et la liberté économique dont jouit Hong Kong font de cette dernière une plateforme propice pour l’accès aux marchés internationaux et plus précisément comme plateforme de services professionnels et financiers privilégiée pour saisir les opportunités d’investissements apportés par l’initiative *Belt and Road*. Sans pour autant mettre en place de politique spécifique pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), Hong Kong apparaît comme un centre privilégié par les entreprises, bien que de moins en moins à mesure que la Chine continentale approfondit son ouverture, par les entreprises internationales souhaitant accéder au marché chinois ainsi que par les entreprises chinoises visant l’internationalisation. Les entreprises chinoises utilisent donc Hong Kong comme plateforme pour réaliser leurs IDE et attirer les investisseurs étrangers¹²⁹. Le gouvernement hongkongais

¹²⁹ « Hong Kong Services Support Mainland Enterprises in Going Global », 09 February 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://hkmb.hktdc.com/en/1X0ACZLI/hktdc-research/Hong-Kong-Services-Support-Mainland-Enterprises-in-Going-Global>. Pour rappel, selon le Rapport sur l’investissement dans le monde 2017 publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Hong Kong est le quatrième destinataire mondial d’IDE en 2016 derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Chine avec 108 Mds USD et le

met ainsi en avant l'ensemble des secteurs d'expertise de la région administrative spéciale dans les documents de promotion du rôle de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road* comme en témoigne le schéma ci-dessous extrait de la brochure du *Belt and Road Summit*.

Rôles de Hong Kong au sein de l'initiative *Belt and Road*

Hong Kong's roles



Source : *Brochure Belt and Road Summit*¹³⁰

Sur une autre brochure produite par le gouvernement hongkongais « *Belt and Road : Hong Kong a key link for the Belt and Road* » figure une liste non exhaustive des différents projets auxquels participent les entreprises hongkongaises dans les pays concernés par l'initiative *Belt and Road* dans l'ensemble des secteurs listés ci-dessus¹³¹. Loin de prétendre à une analyse exhaustive nous nous concentrerons ici sur la coopération entre Hong Kong et les provinces de l'ouest de la Chine qui, par l'instauration des routes de la soie terrestres et dans une moindre mesure maritime, espèrent faire écouler les surproductions de leurs entreprises et mobiliser le savoir-faire de ces dernières dans des grands projets d'infrastructures dans les pays parties de l'initiative. Le 11 mai 2018 à Chengdu, ville de la province du Sichuan dans l'ouest de la Chine s'est tenue la première réunion plénière de la Conférence de coopération Hong Kong-Sichuan

sixième émetteur d'IDE avec 62 MDS USD. Parmi les investissements directs étrangers en provenance de Chine, 58% sont à destination de Hong Kong (pour un montant total de 114,2 Mds USD) en 2016 selon les statistiques chinoises.

¹³⁰ Ce schéma résume les différents pôles d'expertise de la R.A.S de Hong Kong : un centre financier international, une plateforme pour les IDE et les investissements chinois à l'étranger, le centre asiatique pour les services liés aux infrastructures et l'immobilier, un centre de services professionnels, un centre de services légaux et de résolution de conflits, un centre d'évaluation et de gestion du risque, un hub régional de commerce et enfin, un centre logistique maritime et de services associés.

¹³¹ « *Belt and Road : Hong Kong a key link for the Belt and Road* », *Hong Kong Government*. URL: <http://www.beltandroad.gov.hk/compendium.pdf>

établissant un nouveau mécanisme de coopération multiforme entre les deux gouvernements. Parmi les 11 secteurs de coopération identifiés on retrouve bien sur la participation à l'initiative *Belt and Road*. L'objectif est de favoriser la coopération entre les entreprises hongkongaises et les entreprises du Sichuan pour participer à des projets labellisés *Belt and Road* mais surtout de promouvoir les avantages de Hong Kong en tant que centre financier international et plateforme d'investissement. Le gouvernement hongkongais s'est engagé à organiser divers événements de promotion à Chengdu et dans les autres villes de la province du Sichuan, directement concernées par les Nouvelles Routes de la Soie terrestres¹³².

Nous n'analyserons ici quelques exemples de coopération sino-hongkongaise dans les secteurs des services professionnels et financiers preuve du rôle encore essentiel que joue aujourd'hui encore Hong Kong pour l'internationalisation des entreprises chinoises dans le cadre de ce grand projet. Selon l'Organisation Internationale du travail (OIT) les services financiers incluent « la banque centrale, des organismes de dépôt comme les banques, des mutuelles d'épargne ou banques et sociétés de crédit hypothécaire, des coopératives d'épargne ou de crédit, des fonds d'assurance ou de pension ; des grands financiers, des entreprises de gestion de trésorerie et d'autres institutions s'occupant d'intermédiation financière ou de gestion des actifs »¹³³. L'interaction entre ces différentes composantes permet de mobiliser des fonds provenant de l'épargne accumulée dans l'économie nationale et de plus en plus, surtout dans le cas de Hong Kong, internationale, destinée à la consommation et l'investissement. Quant au secteur des services professionnels, il comprend selon l'OIT « les particuliers, les associations, les entreprises ou les organisations de personnel contractuel ou de consultants qui offrent des services dans les domaines de la comptabilité, des relations publiques, de la traduction et de l'interprétation, de l'analyse et de la conception de systèmes ainsi que de l'immobilier, etc »¹³⁴. Selon une étude du conseil économique et commercial de Hong Kong (HKTDC), Hong Kong, en tant que plateforme de services professionnels tel que le design de marques, la stratégie marketing et de services légaux et financiers apparaît comme le premier choix des compagnies chinoises de l'ouest de la Chine (principalement dans les villes de

¹³² "High-Level Meeting cum First Plenary of the Hong Kong-Sichuan Co-operation Conference held in Sichuan", *Press Releases of the Hong Kong Special Administrative Region (HKSAR)*, April 11st 2018. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201805/11/P2018051100552.htm?fontSize=1>

¹³³ Organisation Internationale du Travail (OIT) : <http://www.ilo.org/global/industries-and-sectors/financial-services-professional-services/lang--fr/index.htm>

¹³⁴ *Ibid.*

Chengdu et Chongqing) qui s'internationalisent le long des Nouvelles Routes de la Soie¹³⁵. L'expertise des services professionnels à Hong Kong en termes de connaissance des différents environnements des affaires des pays inclus dans l'initiative *Belt and Road* est nécessaire aux entreprises chinoises qui investissent à l'étranger afin de prévoir, contrôler et limiter les risques inhérents à ce type d'investissements. Il est en effet nécessaire de disposer d'une connaissance fine de l'environnement des affaires dans ces pays qui disposent pour la plupart d'un système juridique et légal rudimentaire potentiellement générateur de risques pour la réalisation de projets d'investissements. Les professionnels du secteur du service hongkongais sont familiers de l'environnement légal et de la culture des affaires à l'étranger et disposent de surcroît d'un réseau leur permettant d'avoir accès à des ressources globales. Ils sont en ce sens plus à même que leurs homologues chinoises d'apporter une expertise en matière d'analyse et de contrôle du risque¹³⁶. Outre la réduction du risque, les services professionnels peuvent également assister les entreprises chinoises dans leurs opérations de fusion acquisition à l'étranger. En 2016, selon les statistiques du ministère du commerce chinois, les entreprises chinoises ont été impliquées dans 765 projets sur 74 pays intégrant ce genre d'opérations. Les fusions acquisitions comptent pour 44,1% du total des IDE chinois à l'étranger et ce dans plusieurs secteurs : manufacturier, transmission de l'information, technologie de l'information, transports, services postaux et énergétiques. Ces services sont cruciaux pour des investissements dans les pays dont les pratiques ne sont pas alignées aux standards internationaux¹³⁷.

Prenons un exemple concret : Sichuan International Investment Company Limited Hong Kong est une plate-forme qui regroupe les entreprises d'Etat pour l'investissement, le financement et le commerce extérieur et la coopération économique établie par la province du Sichuan dans 3 secteurs principalement : matières première, fourniture d'électricité et de produits électroniques et produits issus de l'agriculture. Il s'agit de la première plate-forme d'investissement intégrée à l'étranger pour les entreprises d'Etat dans la province du Sichuan et son siège est établi à Hong Kong. Parmi ces entreprises figurent notamment Sichuan Railway Industry Investment Group, Sichuan Luqiao et le Groupe Huaxi qui participe à des projets d'infrastructures (hôpitaux, hôtels, aéroports) au Kenya, en Egypte, et au Laos. Le groupe se repose sur l'expertise de Hong Kong à la fois dans le secteur des services professionnels et

¹³⁵ L'ensemble des projets internationaux du groupe est présenté sur son site internet : <http://en.cftecgroup.com/>

¹³⁶ Wing Chu, « Hong Kong Helps Mainland Enterprises Control ODI Risks », 01 February 2018, *HKTDC Research*, <http://hkmb.hktdc.com/en/1X0ACU2G/hktdc-research/Hong-Kong-Helps-Mainland-Enterprises-Control-ODI-Risks>

¹³⁷ Site de la société de conseil King & Wood Mallesons : <http://www.kwm.com/>

financiers notamment pour réaliser ses études de marché et investit en devises étrangères via des fonds levés à Hong Kong qui dispose nous l'avons vu, d'instruments financiers plus sûrs et sophistiqués que la Chine continentale. L'expertise de Hong Kong est également reconnue par le groupe dans certains secteurs plus techniques comme le traitement des eaux¹³⁸. De même, une compagnie basée à Chongqing (Chongqing Foreign Trade Group) entreprise de service chinoise internationalisée (16 filiales et 30 000 employés dans 39 pays) a ouvert une filiale à Hong Kong afin de réaliser des investissements à l'étranger et gérer ses opérations internationales depuis la région administrative spéciale. Le groupe utilise les instruments financiers disponibles à Hong Kong pour financer ses projets à moindre coût, s'assurer d'une meilleure gestion du risque et réaliser des opérations de fusion acquisition plus facilement le long des Nouvelles Routes de la Soie¹³⁹.

Ces opportunités d'affaires sont notamment permises par une diplomatie économique active menée par le gouvernement hongkongais. Disposant nous l'avons vu d'une autonomie dans la conduite de ses relations économiques extérieures, le gouvernement hongkongais approfondit ses relations commerciales avec les pays tiers via ses bureaux économiques et commerciaux (« *Hong Kong Economic and Trade Offices* ») au nombre de 50 dans le monde dont 13 en Chine continentale ainsi que 41 chambres de commerce¹⁴⁰. A ce titre et pour illustrer que l'expertise hongkongaise n'intéresse pas seulement les entreprises chinoises, le bureau économique et commercial de Hong Kong à Berlin et la chambre de commerce polonaise ont conjointement organisé le 22 février 2018 à Varsovie un séminaire sur le rôle de Hong Kong comme facilitateur pour la participation des entreprises polonaises à l'initiative *Belt and Road*. L'évènement avait vocation à identifier les opportunités pour les entreprises polonaises d'utiliser Hong Kong comme plateforme pour se développer sur les marchés chinois et asiatiques et de nouer des partenariats commerciaux dans le cadre de l'initiative¹⁴¹. Malgré l'identification de quelques projets, il est encore difficile de jauger du nombre d'entreprises qui participent effectivement à l'initiative *Belt and Road*. Le lancement en avril 2018 d'un index boursier mesurant la participation des entreprises qui échangent à travers les connexions boursières (Hong Kong-Shanghai et Hong Kong-Shenzhen) peut nous permettre de pallier

¹³⁸ Site de la filiale hongkongaise du groupe Sichuan State Investment Corporation : <http://www.csii.com.hk/en/nd.jsp?id=28>

¹³⁹ L'ensemble des projets internationaux du groupe est présenté sur son site internet : <http://en.cftecgroup.com/>

¹⁴⁰ Hong Kong Trade Development Council. URL: <http://aboutus.hktdc.com/en/#home>

¹⁴¹ "The Belt and Road Initiative connects Hong Kong and Poland", *Press Releases of the government of the Hong Kong Special Administrative Region*, February 24th 2018. URL: <https://www.info.gov.hk/gia/general/201802/24/P2018022300960.htm>

partiellement ce déficit. Créée par la China Exchanges Services Company (CESC), *joint-venture* établie entre les bourses de Hong Kong (HKEX), Shanghai (SSE) et Shenzhen (SZSE) en 2012, cet indice indique que 65% des entreprises qui échangent via ses connexions entendent accroître leurs investissements dans des projets labellisés *Belt and Road* signe d'un apparent succès de communication et de diplomatie publique autour de l'initiative¹⁴².

Section 2 : Le gouvernement hongkongais entend promouvoir Hong Kong comme hub régional de la finance verte et de l'arbitrage dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*.

Face à la multiplication de problèmes environnementaux liés à la pollution de l'air et le changement climatique, la demande pour une finance verte n'a cessé de croître partout dans le monde. La Chine est le premier émetteur de gaz à effet de serre et a annoncé, lors de la conférence sur le climat à Paris en décembre 2015, un objectif de réduction de son intensité carbone de 60 à 65% par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030, ambition réaffirmée dans le 13ème plan quinquennal chinois (2016-2020). En 2017, les obligations vertes émises en Chine continentale ont atteint le montant de 23 Mds USD soit 15% du total mondial et 20 fois plus qu'en 2012. Le développement de la finance verte est un des axes de la stratégie nationale du président Xi Jinping présenté lors du 19ème congrès du PCC. Les besoins annuels de financements verts de la Chine continentale sont estimés entre 280 et 640 Mds USD¹⁴³. Ce financement peut être réalisé via le marché des obligations vertes (*Green Bonds*) entendu comme une mission obligatoire, lancée par une collectivité locale, une entreprise afin de financer un projet ou une activité contribuant à la transition énergétique¹⁴⁴. Le gouvernement hongkongais entend faire de Hong Kong un hub régional en matière de finance verte notamment au regard de l'accroissement des besoins de financement des entreprises et institutions chinoises dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*. Pour se faire le secrétaire aux finances Paul Chan, a

¹⁴² Laura He, "65pc of listed Hong Kong and Chinese firms to increase Belt and Road Initiative business in three years: CESC", *South China Morning Post*, April 9th 2018. URL: <https://www.scmp.com/business/markets/article/2140952/65pc-listed-hong-kong-and-chinese-firms-increase-belt-and-road>

¹⁴³ Simon Zadek, Wang Yao, "Establishing China's Green Financial System: Progress Report 2017" *The International Institute of Green Finance and the United Nations Environment Programme*, Novembre 2017. Disponible à l'adresse suivante: http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2017/11/China_Green_Finance_Progress_Report_2017_Summary.pdf

¹⁴⁴ « Les obligations vertes », *ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, gouvernement français*, 2 mai 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/obligations-vertes>. Ce type d'obligation permet à son émetteur de « verdir » son image, en démontrant son engagement écologique, tout en diversifiant ses sources de financement. Quant aux investisseurs, il s'agit de bénéficier des mêmes avantages et revenus qu'avec une obligation classique, tout en se positionnant comme un investisseur responsable. Les dirigeants mondiaux ont reconnu lors du sommet du G20 à Hangzhou l'importance de la finance verte pour résoudre les problèmes environnementaux et promouvoir un développement soutenable.

annoncé le lancement d'un « Green Bond Programme », programme d'émission d'obligations vertes d'un montant de 100 Mds HKD (12,8 Mds USD) pour financer des projets de travaux publics verts. Ce programme viendra compléter l'ensemble du dispositif prévu par le gouvernement pour dynamiser le marché de la finance verte et renforcer la compétitivité de la place financière de Hong Kong avec le *Green Finance Certification Scheme* lancé le 3 janvier 2018 par la *Hong Kong Quality Assurance Agency* (HKQAA) afin de promouvoir les services de certification locaux et le lancement prévu d'ici peu d'un programme pilote d'une durée de trois ans (« *Green Bond Grant Scheme* ») visant à subventionner les émetteurs d'obligation vertes certifiés par la HKQAA à hauteur de 2,5 M HKD.

Depuis janvier 2018, 13 obligations vertes ont été émises à Hong Kong pour un montant total de 55 Mds USD ce qui en fait le quatrième centre d'émission d'obligations vertes en Asie derrière le Japon, la Chine et la Corée du sud¹⁴⁵. Lors d'une conférence à la chambre de commerce de Hong Kong, Steve Wong, vice-président du comité environnement et développement durable de la chambre et directeur général de Billion Group Technologies s'est exprimé sur les opportunités offertes par une Route de la Soie verte (« *Green Belt and Road* »). Selon lui, d'un point de vue global, l'initiative *Belt and Road* devrait permettre un développement économique écologique en faveur d'une amélioration du niveau de vie dans les pays le long de la route. A l'échelle des pays participants, 3 domaines doivent être privilégiés : les infrastructures énergétiques (améliorer l'efficacité énergétique des usines et bâtiments et promouvoir les énergies renouvelables), les infrastructures de traitement de l'eau et des déchets et les infrastructures de transport (Aéroports et voies ferrées, notamment les systèmes monorails). Afin de saisir les opportunités offertes par l'initiative, les compagnies entreprises hongkongaises doivent se recentrer sur leurs domaines d'expertise, tirer profit des ressources financières, humaines et techniques offertes par la Chine continentale et les autres pays (mutualisation des compétences et des intérêts)¹⁴⁶. S'agissant de la finance verte et des obligations vertes, il a été relevé que la majorité des levées de fonds concerne de gros projets d'infrastructure. Les projets « verts » de moindre envergure peinent à trouver les financements adéquats. Malgré une forte demande, de nombreuses barrières freinent en effet le développement du marché d'obligations vertes : un cadre réglementaire peu défini, une frilosité

¹⁴⁵ «Green Finance: Hong Kong unique role», *Hong Kong Monetary Authority (HKMA)*, June 20th 2018. URL: <https://www.hkma.gov.hk/media/eng/doc/key-information/insight/20180620e1a1.pdf>

¹⁴⁶ Steve Wong, vice-président du comité environnement et développement durable de la HKGCC et directeur général de Billion Group Technologies, « Grasping Green Opportunities from de Belt and Road Initiative », *Hong Kong General Chamber of Commerce (HKGCC)*, 2 février 2018. https://www.chamber.org.hk/en/events/whatson_detail.aspx?e_code=R180202WG

des banques quant aux risques de tels produits et des coûts plus élevés que pour des obligations classiques (une *green bond* doit faire l'objet d'une évaluation pour mesurer l'impact environnemental du projet ainsi financé). Les autorités financières ont un rôle à jouer pour définir un cadre propice et attirer les investisseurs¹⁴⁷. La région administrative spéciale semble ainsi se positionner sur les opportunités générées par les Routes de la Soie Vertes dont les mérites sont largement vantés par les autorités chinoises.

Le gouvernement hongkongais envisage par ailleurs de faire de Hong Kong un centre régional en matière d'arbitrage. Dans le domaine des échanges commerciaux, les méthodes de règlements alternatifs des différentes (ADR) et principalement l'arbitrage, s'établissent comme les principaux mécanismes de règlement pour la neutralité et la flexibilité qu'elles permettent¹⁴⁸. Hong Kong nous l'avons vu dispose d'un système judiciaire indépendant mature et efficace avec des professionnels compétents ce qui en fait un lieu privilégié pour le règlement de litiges commerciaux par voie d'arbitrage d'autant plus que les sentences arbitrales prononcées à Hong Kong sont reconnues dans 150 pays en vertu de la Convention de New York¹⁴⁹. En effet, en vertu de la loi relative à l'Arbitrage (« Arbitration Ordinance ») entrée en vigueur en juin 2011, Hong Kong a aligné ses règles et procédures d'arbitrages à la loi sur l'arbitrage commercial international de 1985 (amendée en 2006) de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial International (CNUDCI). Les lois d'arbitrage de Hong Kong sont ainsi conformes aux normes internationales en la matière. Hong Kong dispose en outre depuis 1985 de son propre centre d'arbitrage international (Hong Kong International Arbitration Center), organe indépendant en charge notamment de la désignation des arbitres¹⁵⁰. Afin d'attirer plus d'entreprises de services juridiques internationaux et d'institutions de règlement des différends sur le territoire hongkongais, le gouvernement a mis en place le programme « Legal Hub » en

¹⁴⁷ Steve Wong, vice-président du comité environnement et développement durable de la HKGCC et directeur général de Billion Group Technologies, « Grasping Green Opportunities from de Belt and Road Initiative », *Hong Kong General Chamber of Commerce (HKGCC)*, 2 février 2018. https://www.chamber.org.hk/en/events/whatson_detail.aspx?e_code=R180202WG

¹⁴⁸ « Règlement des litiges commerciaux : Arbitrage et règlement alternatif des différends », *Centre du Commerce International*, 2016 (seconde édition). Disponible à l'adresse suivante : http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Arbitration_French_Low-res%20Full.pdf

¹⁴⁹ La Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères signée à New York le 10 juin 1958 dite « Convention de New York », est entrée en vigueur le 7 juin 1959. Elle avait deux principaux objectifs : (i) donner plein effet aux conventions d'arbitrage et (ii) permet la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères dans les Etats contractants. URL : <http://www.newyorkconvention.org/>

¹⁵⁰ Dickson Ho « Hong Kong : Asia-Pacific's Leading Arbitration Center », 2 May 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://economists-pick-research.hktdc.com/business-news/article/Economists-Pick-Research-Articles/Hong-Kong-Asia-Pacific-s-Leading-Arbitration-Centre/rp/en/1/1X32LK39/1X0ADUC6.htm>

mars 2017 qui consiste principalement en la mise à disposition de bureaux¹⁵¹. Dans son discours de politique générale d'octobre 2017, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a réaffirmé sa volonté de consolider la position de Hong Kong comme centre international de règlement des différends commerciaux en vue notamment de fournir ces services spécifiques aux grandes entreprises chinoises internationalisées dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*¹⁵². Le centre international de règlement des conflits à Hong Kong (*Hong Kong International Arbitration Center*) dispose d'un comité consultatif spécialement dédié à l'initiative *Belt and Road* regroupant des experts indépendants dans les secteurs de la finance, des infrastructures, de l'assurance, de la construction et de l'industrie maritime. Elle liste par ailleurs sur son site internet officiel cinq raisons qui justifient le choix de ce centre pour la résolution de conflits par arbitrage portant sur des projets labellisés *Belt and Road* : (i) l'expérience (en 2017, 55% des affaires impliquaient une entreprise chinoise et depuis 2013 le centre a traité 362 affaires impliquant des pays le long des Nouvelles Routes de la Soie), (ii) le caractère exécutoire des décisions prises (92% des pays le long des Nouvelles Routes de la Soie sont signataires de la Convention de New York), (iii) le caractère abordable de la procédure comparativement à d'autres centres d'arbitrages, (iv) l'efficacité et enfin (v) la neutralité et l'indépendance du centre¹⁵³. Hong Kong se différencie également de la Chine continentale en renforçant son expertise dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. L'amendement sur la loi relative à l'arbitrage de différends portant sur la protection de la propriété intellectuelle entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 renforce la place de Hong Kong comme centre de règlement des différends internationaux¹⁵⁴. A mesure que la Chine approfondit son ouverture, Hong Kong apparaît ainsi comme une place de référence pour régler les différentes sino-étrangers tant la place est attractive pour les entreprises chinoises en raison de la proximité géographique culturelle et linguistique aussi bien que pour les entreprises internationales sensibles à l'indépendance la neutralité et le respect des standards internationaux¹⁵⁵. En somme, outre l'expertise traditionnelle de Hong Kong dans les secteurs des services professionnels et

¹⁵¹ "Outcome of application for space in legal hub announced", *Press Releases of the Hong Kong Administrative Region (HKSAR)*, Mars 1st, 2017. URL: <https://www.info.gov.hk/gia/general/201703/01/P2017030100590.htm>

¹⁵² Discours de politique générale de Carrie Lam du 11 octobre 2017

¹⁵³ "Why HKIAC for Belt and Road Dispute", *Hong Kong International Arbitration Center*. URL: <http://www.hkiac.org/Belt-and-Road/why-hkiac-belt-and-road-disputes>

¹⁵⁴ Alice Tsang, "Arbitration and Mediation Industry in Hong Kong", June 5th 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Hong-Kong-Industry-Profiles/Arbitration-and-Mediation-Industry-in-Hong-Kong/hkip/en/1/1X000000/1X006N9U.htm>

¹⁵⁵ Alice Tsang, "Arbitration and Mediation Industry in Hong Kong", June 5th 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Hong-Kong-Industry-Profiles/Arbitration-and-Mediation-Industry-in-Hong-Kong/hkip/en/1/1X000000/1X006N9U.htm>

financiers, le gouvernement hongkongais mène une politique volontariste pour développer la finance verte et l'expertise en matière d'arbitrage pour assurer une place de choix à Hong Kong dans le cadre de l'initiative *Belt and Road* et à plus long terme, le maintien de l'attractivité de la région administrative spéciale aux yeux de la Chine et des entreprises et investisseurs internationaux.

Section 3 : L'intégration de Hong Kong dans cette initiative offre de nouvelles perspectives pour la diplomatie économique française.

A l'aube du XXI^{ème} siècle priment désormais les stratégies géoéconomiques au sein de la panoplie des instruments de politique internationale des Etats¹⁵⁶. En effet, la diplomatie économique est un aspect central de la politique étrangère française d'autant plus important aujourd'hui que ses acteurs se diversifient, les rapports entre l'Etat et les entreprises se modifient et le cadre multilatéral prend une place grandissante. Le rayonnement de la France passe notamment par l'exportation de ses produits et sa capacité d'influence lors de négociations commerciales dans les enceintes internationales au premier rang desquelles l'Union européenne¹⁵⁷. La maîtrise de technologies avancées et la conquête des marchés dépasse celle des territoires aux yeux non seulement des entrepreneurs mais aussi, fait plus récent, des diplomates et décideurs politiques au point que le président français apparaît désormais comme le représentant de « l'entreprise France » endossant les intérêts économiques et commerciaux de la France accompagné par des hommes d'affaire lors de ses déplacements et voyages officiels¹⁵⁸. Le président de la République exerce dans ces cas au même titre que le consul général ou le chef du service économique, une mission de représentation. Les fonctions de négociations et d'information économiques fournies aussi bien par les acteurs parapublics (Business France, Chambres de commerce) et privés (entreprises et cabinets de conseils) s'exercent quant à eux, plus subtilement, puisqu'ils renforcent le versant commercial de la diplomatie économique¹⁵⁹. Selon l'historien français des relations internationales Thomas

¹⁵⁶ Fondateur et co-directeur de la revue *Géoéconomie* et Président de l'Institut Choiseul, Pascal Lorot publie en 1997 un texte fondateur en ce qu'il est le premier texte publié en France qui expose le concept de géoéconomie pour initier une nouvelle approche des relations internationales. Il en donne la définition suivante : l'« analyse des stratégies d'ordre économique-notamment commercial-, décidées par les Etats dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci à aider leurs « entreprises nationales » à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère au détenteur – Etat ou entreprise « nationale » - un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social ».

¹⁵⁷ Laurance Badel, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/2 (n° 90), p. 169-185

¹⁵⁸ Pascal Lorot, « De la géopolitique à la géoéconomie », *op.cit.*, p. 9-19.

¹⁵⁹ Laurance Badel, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *op.cit.*, p. 169-185

Gomart, la politique étrangère s'appréhende à travers le tryptique « intérêt, valeurs et système d'alliances ». Si Nicolas Sarkozy et François Hollande ont privilégié la notion de valeur dans un contexte de « guerre contre le terrorisme », Emmanuel Macron accorde quant à lui plus d'importance à « l'intérêt national » et opère un glissement vers le concept d'influence. Il adopte une approche réaliste des relations internationales estimant nécessaire de discuter avec l'ensemble des acteurs agissant dans le champ diplomatique. Il accorde par ailleurs une grande importance à l'entretien de relations personnelles (accolades avec Donald Trump) ainsi qu'à l'ego de ses partenaires (visite de Vladimir Poutine à Versailles)¹⁶⁰.

La visite officielle d'Emmanuel Macron en Chine du 8 au 10 janvier 2018 reflète cette évolution. Le président français a joué sur les symboles en offrant au président chinois Xi Jinping un cheval de la garde républicaine et son discours à Xian a dépeint un tableau réaliste et pragmatique mêlant les questions commerciales et internationales avec des éléments de « *soft power* » relatifs à la culture chinoise et aux relations linguistiques¹⁶¹. La France souhaite en effet se positionner comme porte d'entrée des Nouvelles routes de la Soie en Europe occupé pour l'instant par l'Allemagne¹⁶². Dans son discours inaugural du 1^{er} Forum de Paris sur les Nouvelles Routes de la Soie le 29 novembre 2017, Zhai Jun, ambassadeur de Chine en France a assuré que Xi Jinping et Emmanuel Macron souhaitent approfondir leur coopération bilatérale dans le cadre de cette initiative signe de l'entrée dans une « nouvelle ère du partenariat stratégique global sino-français ». Pour illustrer son propos, l'ambassadeur a mentionné le train de marchandise reliant la ville de Wuhan à Dourges, premier convoi ferroviaire affrété

¹⁶⁰ Thomas Gomart, « la politique étrangère d'Emmanuel Macron : retour au réalisme ? », *Revue des deux Mondes*, 8 novembre 2017, URL : <http://www.revuedesdeuxmondes.fr/politique-etrangere-demmanuel-macron-retour-realisme/>

¹⁶¹ Transcription du discours du Président de la République française au palais de Daminggong, publié le 9 janvier 2018, site de l'Elysée, URL : <http://www.elysee.fr/declarations/article/transcription-du-discours-du-president-de-la-republique-au-palais-de-daminggong/> Voir ANNEXE 6.

¹⁶² Alice Ekman, Jean Philippe Béja, Jean-Raphael Chaponnière, Alain de Chalvron, « Emmanuel Macron en Chine : une visite stratégique pour Paris et Pékin », *Débat sur France* 24, le 8 janvier 2018. URL : https://www.google.com.hk/search?biw=1350&bih=635&ei=8ZHRWvGYH8zA0gS97bKgBg&q=raphael+chaponniere&oq=raphael+chaponniere&gs_l=psyab.3...12680.16080.0.16165.19.13.0.0.0.0.525.1833.2-2j1j1j1.5.0....0...1c.1.64.psy-ab..14.5.1815...0j0i67k1j0i22i30k1.0.PY18nFjthtM

Signe de l'intérêt des acteurs français pour cette initiative, un centre de commerces chinois est en cours d'implantation cet été 2018 sur le site Tremblay-en-France à proximité de l'aéroport Roissy-CFG. Anciennement connu sous le nom de *Paris Asia Business Center* il a été rebaptisé *Silk Road Paris* et regroupe 388 « comptoirs » (550 supplémentaires avec l'achèvement d'un deuxième bâtiment) détenus par des exportateurs et importateurs asiatiques. Cet ensemble se différencie des centres chinois de textile d'Aubervilliers en misant sur du haut de gamme reflétant l'ambition de la Chine de démontrer l'amélioration de la qualité des produits exportés. Armand Koestel, directeur de projet chez Grand Paris Aménagement prévoit l'élargissement de cette plateforme à d'autres pays que la Chine : « *L'idée est à terme d'ouvrir Silk Road Paris à d'autres pays que la Chine, le centre pourrait intéresser des Européens, africains ou des professionnels d'Amérique du Sud* ».

spécialement par des entreprises de la grande distribution¹⁶³. L'ambassadeur de Chine en France a par ailleurs rappelé que cette initiative était ouverte et inclusive et que les propositions pour coopérer avec la Chine dans ce cadre étaient les bienvenues. Il a spécifiquement mentionné les potentialités d'une coopération franco-chinoise dans les pays tiers le long des Nouvelles Routes de la Soie notamment dans le secteur des grands projets d'infrastructures et d'équipements domaine dans lequel le savoir des grandes entreprises françaises est mondialement reconnu¹⁶⁴. Les relations franco-chinoises s'équilibrent donc entre logique de coopération et de compétition, équilibre que l'on retrouve dans les relations entre la Chine et l'Union Européenne¹⁶⁵. La visite officielle d'Emmanuel Macron en Chine a été l'occasion pour le président français d'incarner l'UE pour demander une réciprocité en termes d'accès au marché chinois tout en appelant les partenaires européens à exercer une surveillance accrue des investissements chinois dans les secteurs jugés stratégiques. Si l'Europe est bien placée de par sa proximité avec l'Afrique tant sur le plan géographique que politique et culturel et contrebalance aux yeux de la Chine la puissance militaire des Etats-Unis dans cette région, le problème majeur tient au déséquilibre des flux entre la Chine et l'Europe et la Chine et la France : plus de marchandises sont exportées depuis la Chine que depuis la France. L'Europe doit ainsi renforcer sa puissance géopolitique et coordonner son intelligence économique afin d'éviter l'aggravation des inégalités des échanges. Il s'agirait d'articuler une feuille de route commune autour des nouvelles routes économiques de la soie, avec le plan d'investissement Juncker de 300 Mds d'euros visant par exemple à l'élaboration d'un traité d'investissement euro-chinois. C'est dans cette optique qu'a été instauré la plateforme de connectivité UE-Chine à la suite du sommet UE-Chine 2015¹⁶⁶. La France pour devenir un bénéficiaire direct de ce projet, doit retrouver sa place dans cette

¹⁶³ Discours inaugural du 1er Forum de Paris sur les Nouvelles Routes de la Soie (NRS) ZHAI Jun, Ambassadeur de Chine en France, le 29 novembre 2017 à la Maison de la Mutualité, Site de l'Ambassade de Chine en France, URL : <http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1515823.htm>

¹⁶⁴ S.E Zhai Jun, Ambassadeur de Chine en France, « l'avenir des relations franco-chinoises », *Les carnets des dialogues du matin*, institut Diderot, juin 2017. URL : <http://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2017/07/Avenir-des-relations-franco-chinoises.pdf>

¹⁶⁵ Alice Ekman, Jean Philippe Béja, Jean-Raphael Chaponnière, Alain de Chalvron, « Emmanuel Macron en Chine : une visite stratégique pour Paris et Pékin », *op.cit.*

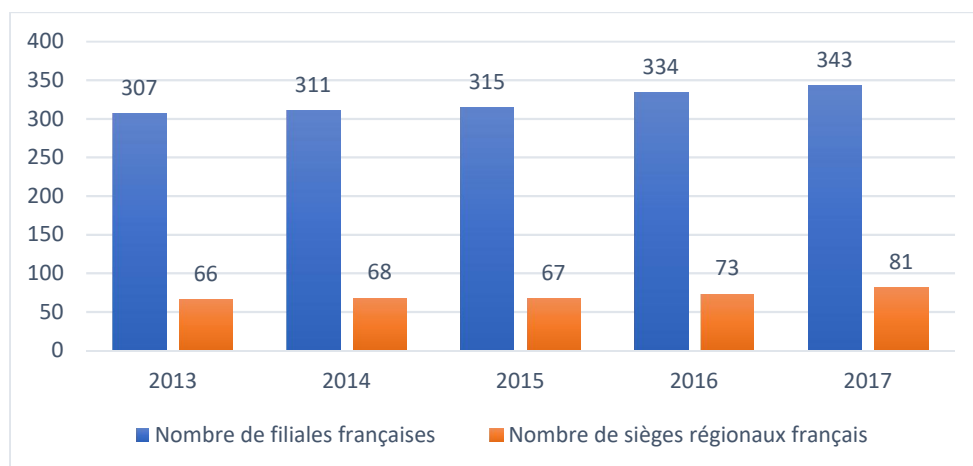
¹⁶⁶ M. Pascal Allizard, Mme Gisèle Jourda, MM. Edouard Courtial et Jean-Noël Guérini, « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial », *Rapport d'information au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat*, 30 mai 2018. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/rap/r17-520/r17-5206.html>

L'UE envisage ainsi de renforcer la complémentarité entre le programme transeuropéen d'investissements en infrastructures de transport et la Belt and Road Initiative, assurer la cohésion de l'UE vis-à-vis de la Chine (11 pays membres coopère d'ores et déjà avec la Chine dans le cadre de la structure « 16+1 »), équilibrer les relations économiques et commerciales avec la Chine et promouvoir un meilleur respect des standards internationaux.

route. Lyon représente l'étape ultime des routes historiques étant considérée aux XVIIe et XVIIIe siècle comme la « capitale européenne de la soie »¹⁶⁷.

A Hong Kong, les intérêts économiques français ne cessent de s'étendre comme en témoigne l'implantation de sièges régionaux de filiales françaises (graphique ci-dessous).

Evolution de la présence française à Hong Kong



Source : Hong Kong Census and Statistics Department¹⁶⁸

Sur l'initiative *Belt and Road*, les représentants de la communauté d'affaire française incarnés par les conseillers du commerce extérieurs (CCE) sont pour leur part partagés. Les assureurs français sont les plus susceptibles de se positionner sur les nouveaux contrats générés par les projets d'infrastructure, les assurances chinoises étant encore peu expérimentées pour assurer une couverture à l'internationale. Dans le secteur des banques, contrairement à leurs homologues présentes à Hong Kong qui communiquent largement sur l'initiative *Belt and Road* (ICBC China ou Bank of China), les grandes banques françaises comme la BNP ou le Crédit Agricole ne le mentionnent pas, signe d'une relative méfiance. Enfin les acteurs français sont susceptibles de se positionner dans le secteur de la logistique et notamment le transport maritime. Le volet maritime de l'initiative *Belt and Road* devrait permettre d'accroître les échanges commerciaux avec les pays le long de cette route (Asie du Sud-Est, Pakistan, Afrique de l'Est) partie d'une entreprise plus vaste de sécurisation des lignes de communication maritimes visant *in fine* à renforcer la présence chinoise dans l'Océan indien via la

¹⁶⁷ Christian Vicenty, « Les nouvelles routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *op.cit.*, p 133-158.

¹⁶⁸ "Report on 2017 Annual Survey of Companies in Hong Kong Representing Parent Companies Located outside Hong Kong", *Hong Kong Census and Statistics Department*, 2017. <https://www.statistics.gov.hk/pub/B11100042017AN17B0100.pdf>

multiplication de hubs logistiques¹⁶⁹. L'entreprise française CMA-CGM dont le siège marseillais avait reçu la visite du premier ministre chinois en 2015 est un exemple parmi d'autres d'acteurs susceptibles de peser pour intégrer des ports français dans le tracé officiel des Nouvelles Routes de la Soie. C'est dans cette optique qu'a été créé à Hong Kong sous l'impulsion du Consul général de France à Hong Kong Eric Berti, la chambre de Commerce française et des professionnels concernés, un comité du Cluster Maritime français (CMF)¹⁷⁰ en écho à la création récente de la Maritime Silk Road Society à Hong Kong. Ce comité a pour vocation d'étendre le rayonnement international du CMF et de permettre aux entreprises françaises de se rencontrer, créer des synergies et se fédérer autour de projets communs notamment dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*¹⁷¹.

Titre 2 – L'intégration de Hong Kong au sein de la *Belt and Road Initiative* porte le risque d'une dissolution économique et *de facto* politique

L'intégration officielle de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* s'opère dans le contexte non seulement d'une croissance des intérêts économiques chinois sur son territoire menaçant peu à peu les libertés politiques mais également d'une lente et inéluctable marginalisation de Hong Kong vis-à-vis de cette dernière et de ses principaux concurrents régionaux. Si le risque de dissolution économique et *de facto* politique existe, il convient cependant de relever les efforts récents du gouvernement hongkongais pour contrebalancer cette tendance.

¹⁶⁹ Christian Vicenty, « Les nouvelles routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *op.cit.*, p 133-158.

¹⁷⁰ Le CMF est une organisation de promotion de l'économie maritime française qui compte 430 entités membres dans tous les métiers de l'industrie et des activités maritimes (ports, activités navales et construction, armateurs, pêche et aquaculture, industrie offshore, recherche scientifique et océanographique, énergies marines renouvelables, biotechnologies, assurance, droit, courtage etc. Cette organisation travaille autour de trois axes dans le but de renforcer la « place maritime française » et accompagner la croissance de ses entreprises membres en France, en Outre-mer, en Europe et à l'international : la communication institutionnelle, les synergies opérationnelles et les actions d'influence.

¹⁷¹ « L'économie maritime, enjeu pour le commerce extérieur de la France », *Groupe d'expertise en économie maritime des conseillers du commerce extérieur de la France (CCE) en partenariat avec le Cluster maritime français*, septembre 2017. Consultable à l'adresse suivante : https://www.cnccef.org/uploads/cnccef_documents/171217_GEEM_rapport_final.pdf

Section 1 : La croissance des intérêts économiques chinois laisse entrevoir une « sinisation » de l'économie hongkongaise concomitante de la perte de compétitivité de Hong Kong au profit de ses concurrents régionaux

Si une large autonomie a été laissée par la Chine à Hong Kong sur le plan économique, l'économie hongkongaise apparaît en pratique largement sinisée¹⁷². En effet, dès les années 1990, la Chine est devenue le premier investisseur à Hong Kong devant les Etats-Unis et le Japon. Sur le total des flux entrants à Hong Kong fin 2016, 25,7% provenaient de Chine continentale. La réciproque se vérifie puisque sur la même période, 51,8% des flux de capitaux entrants en Chine continentale provenaient de Hong Kong. Sur le plan des échanges commerciaux, Hong Kong importe majoritairement de Chine continentale signe de sa dépendance puisque 46,6% des importations totales de Hong Kong provenaient de Chine continentale en 2017¹⁷³. Cette interconnexion est rendue possible par la présence grandissante des acteurs chinois sur le territoire au point que la solidarité économique avec la Chine continentale est aujourd'hui totale. Bien plus qu'une porte vers le reste du monde, Hong Kong est aujourd'hui partie à part entière du réseau d'acteurs économiques du monde chinois et s'apparente à une métropole de la Chine continentale¹⁷⁴. En juin 2017, les statistiques hongkongaises recensaient 154 bureaux régionaux de grandes entreprises chinoises à Hong Kong dans les secteurs de la banque, des activités d'import/export, de la distribution et des services professionnels signe de la montée en gamme des entreprises chinoises à même de concurrencer directement leurs homologues hongkongaises¹⁷⁵. Cette sinisation est particulièrement visible dans le secteur financier. En effet, en janvier 2018, on recensait 12 banques chinoises licenciées dont la *Bank of China*, la *China Construction Bank*, la *Agricultural Bank of China* qui dominent largement le marché des introductions en bourse auparavant entre les mains de grandes banques internationales telles que HSBC ou Morgan Stanley¹⁷⁶. D'autre part, on observe une montée en puissance des introductions en bourse (« *initial public offering* » IPO) de sociétés chinoises qui représentent aujourd'hui l'essentiel des IPO réalisées à Hong Kong : 1051 compagnies chinoises étaient enregistrées à la bourse de Hong Kong en décembre

¹⁷² David Lawson, *Hong Kong, Chine, op.cit.*, p. 119

¹⁷³ "Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

¹⁷⁴ Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, *op.cit.*, p. 66-67.

¹⁷⁵ "Hong Kong and Mainland China: some important facts", *Hong Kong Trade and Industry Department*, April 2018. URL: <https://www.tid.gov.hk/english/aboutus/publications/factsheet/china.html>

¹⁷⁶ Prudence Ho, "Chinese Giants are taking over Hong Kong", *Bloomberg*, 6 June 2017. URL: <https://www.bloomberg.com/news/features/2017-06-06/chinese-giants-are-taking-over-hong-kong>

2017 pour une capitalisation boursière totale de 2,9 Mds USD soit 66% des parts de marchés. Le secteur de la finance à Hong Kong est ainsi largement dominé par les grandes banques et entreprises chinoises¹⁷⁷. Ainsi, en juin 2016, trente-deux banques chinoises opérant à Hong Kong ont fondé la « Chinese Banking Association of Hong Kong » visant à défendre leurs intérêts et saisir les opportunités dans le cadre de l'initiative *Belt and Road* avec le soutien du chef de l'exécutif hongkongais de l'époque Cy Leung qui a rappelé l'importance de la contribution des banques chinoises à l'attractivité de Hong Kong. Il s'agit clairement pour les banques chinoises de peser davantage sur le système bancaire hongkongais¹⁷⁸. En conséquence, par son interconnexion et son exposition croissante à la Chine continentale, Hong Kong est largement exposée aux risques que présentent l'économie chinoise notamment au regard de l'endettement des agents économiques chinois sur Hong Kong. C'est en raison du renforcement de ses liens économiques, financiers et nous le verrons politiques, que l'ensemble des agences de notation ont tour à tour dégradé la notation souveraine de Hong Kong : Moody's en mai 2017 suivi de Standard & Poor's en septembre de la même année et enfin Fitch en mai 2018¹⁷⁹.

Il faut également souligner l'inversement du rapport de force économique entre Hong Kong et la Chine du Sud au point que Hong Kong apparait de moins en moins indispensable au développement économique chinois ce qui menace son autonomie et la désempare de tout moyen de pression économique vis-à-vis du gouvernement central chinois¹⁸⁰. Comme le montre le graphique ci-dessous, si Hong Kong surpassait largement Shenzhen et Canton en 2007 avec un PIB deux fois plus élevé, cette tendance est vouée à s'inverser dès 2018, l'écart s'étant progressivement réduit au fil des années et le taux de croissance des villes de Chine continentale étant nettement supérieur à celui de Hong Kong.

¹⁷⁷ "Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

¹⁷⁸ Liz Mak "Mainland banks establish Hong Kong lobby group for greater say in banking and financial policy", *South China Morning Post*, 27 June 2016. <http://www.scmp.com/business/global-economy/article/1982287/mainland-banks-establish-hong-kong-lobby-group-greater-say>

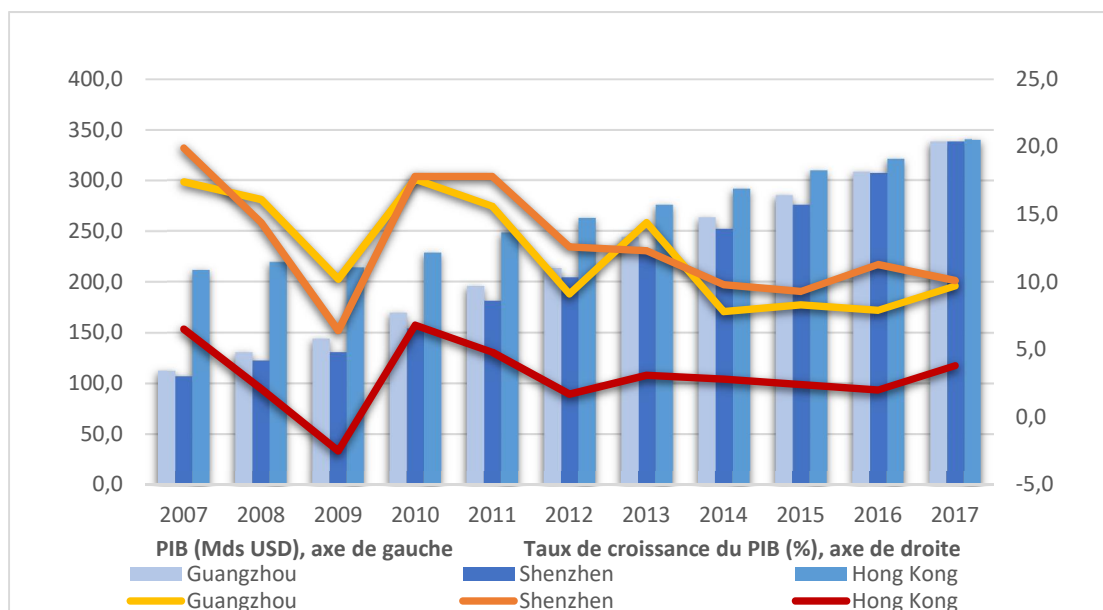
¹⁷⁹ "Moody's downgrades Hong Kong's rating to Aa2 from Aa1 and changes outlook to stable from negative", *Moody's Investor Service*, 24 May 2017. URL: https://www.moodys.com/research/Moodys-downgrades-Hong-Kongs-rating-to-Aa2-from-Aa1-and-PR_366144

Enda Curran, "S&P Strips Hong Kong of AAA Rating After China Downgrade", *Bloomberg*, 22 September 2017. URL: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-09-22/s-p-strips-hong-kong-of-aaa-rating-a-day-after-china-downgrade>

Alfred Liu, "Fitch Sounds Warning on Hong Kong Banks, Citing China Risks", *Bloomberg*, 10 May 2018. URL: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-10/fitch-cuts-assessment-for-hong-kong-banks-citing-china-risks>

¹⁸⁰ Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, *op.cit.*, p. 66-67.

Evolution du PIB et du taux de croissance de Hong Kong, Shenzhen et Canton
(Guangzhou) depuis 2007



Source : statistiques chinoises et hongkongaises¹⁸¹

Aussi, les acteurs économiques chinois sur place concurrencent directement les acteurs locaux dans les secteurs pourtant traditionnellement contrôlés par les grands conglomérats familiaux hongkongais. En effet, l'économie hongkongaise est encore largement dominée par les *tycoons*, grands conglomérats familiaux qui contrôlent les secteurs de l'immobilier, des énergies, de la distribution et des télécommunications à l'origine d'une structuration oligopolistique de l'économie hongkongaise¹⁸². Leur hégémonie est cependant peu à peu contestée par l'influence croissante des entreprises chinoises. Dans le secteur de l'immobilier, les groupes locaux (Henderson, Cheung kong) se voient concurrencer par les groupes continentaux dont HNA qui ont remporté les appels d'offre de presque la totalité des terrains cédés par le gouvernement hongkongais en 2017. Aussi dans le secteur des télécommunications, le groupe chinois China Mobile absent avant 2006, contrôle désormais près de 20% des parts de marché en concurrence avec les conglomérats locaux Sun Kai Properties et CK Hutchinson¹⁸³. Enfin, le rachat en décembre 2015 du *South China Morning Post*, quotidien de référence de Hong Kong par le

¹⁸¹ Voir ANNEXE 5: données statistiques

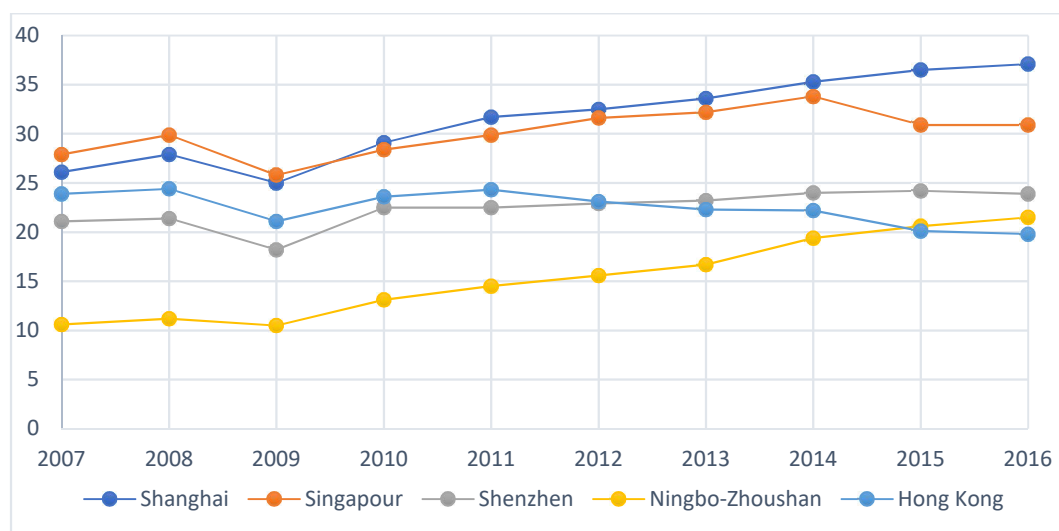
¹⁸² Ben Bland, "Hong Kong's tycoon: handing over power in troubled times", *Financial Times*, 10 May 2018. URL: <https://www.ft.com/content/de60483e-4c81-11e8-97e4-13afc22d86d4>

¹⁸³ Prudence Ho, "Chinese Giants are taking over Hong Kong", *op.cit.*

chinois Jack Ma qui entend proposer une vision plus « chinoise » de l'actualité locale et internationale s'inscrit dans cette tendance¹⁸⁴.

Enfin, de manière plus structurelle, la montée en puissance des centres logistiques de Chine du sud est synonyme d'un environnement plus concurrentiel pour Hong Kong notamment dans le secteur portuaire (voir graphique ci-dessous). En effet, Hong Kong a perdu son rang de premier port de conteneurs au monde en 2003 et se voit largement distancé par les grandes métropoles chinoises et sud asiatiques au premier rang desquelles Shanghai, Singapour, Shenzhen et Ningbo en se positionnant au 5^{ème} rang des ports de containers au monde en 2017 (avec 20,7 millions d'EPV)¹⁸⁵.

Evolution du trafic portuaire dans les principaux ports de Chine depuis 2007 (en M EPV)



Source : *International Association of Ports and Harbors (IAPH)*¹⁸⁶

Cette tendance est vouée à se renforcer avec par exemple le projet annoncé par Xi Jinping au forum de Boao en avril 2018, de mise en place du premier « port franc aux caractéristiques chinoises » sur l'île de Hainan¹⁸⁷. Hong Kong doit ainsi impérativement opérer une montée en gamme des services logistiques et multiplier ses partenariats commerciaux dans un contexte où le commerce entre la Chine et Hong Kong pourrait ralentir à mesure que les conditions de sous-

¹⁸⁴ Prudence Ho, "Chinese Giants are taking over Hong Kong", *op.cit.*

¹⁸⁵ « Port of Hong Kong in figures », *Marine Department Hong Kong SAR*, Edition 2018. URL: https://www.mardep.gov.hk/en/publication/pdf/portstat_pamphlet18.pdf

¹⁸⁶ "World Container Traffic Data 2017", *International Association of Ports and Harbors (IAPH)*, 2017. http://www.iaphworldports.org/iaph/wpcontent/uploads/WorldPortTrafficData_for_IAPH_using_LL_data_2017_Final.pdf Voir ANNEXE 5 : Données statistiques

¹⁸⁷ Akihide Anzai, "China's Xi vows to build free trade zone in Hainan", *Nikkei Asian Review*, April 13 2018. URL: <https://asia.nikkei.com/Politics/China-s-Xi-vows-to-build-free-trade-zone-in-Hainan>

traitance en Chine deviennent moins favorables (avec notamment l'augmentation des coûts de production chinois) et que la croissance chinoise se rééquilibre vers la demande intérieure.

Section 2 : L'évolution de la situation politique à Hong Kong renforce le constat d'une menace grandissante sur les libertés politiques et l'autonomie de Hong Kong

Si les liens économiques et les avantages mutuellement bénéfiques sont indéniables entre la Chine du Sud et plus largement la Chine dans son ensemble et Hong Kong, les liens politiques sont eux plus nuancés. Si en principe, la *Basic Law* garantit une large autonomie à Hong Kong sur le plan économique, en pratique, tout est fait pour que les autorités centrales de Pékin gardent un contrôle étroit. Ces dernières agréent les candidats aux postes de chef de l'exécutif et valident le choix du comité électoral le désignant. Ainsi, les délégués favorables au pouvoir central sont largement majoritaires de même que les chefs de l'exécutif. Qualifiée par le président chinois de « pro-active » pour son investissement dans la promotion du rôle de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road*, Carrie Lam suscite paradoxalement la méfiance de nombre de hongkongais qui la perçoivent comme une « marionnette aux ordres de Pékin »¹⁸⁸. Les fondements d'une telle méfiance sont avant tout historiques. En effet, la répression de Tian'anmen en 1989 a fait prendre conscience aux hongkongais de la nécessité de définir leur identité face à la Chine continentale. C'est à partir de ce moment que des partis politiques se sont créés dans le giron britannique en vue d'améliorer la représentativité du conseil législatif (Legco). Le parti communiste chinois ne reste pas sans agir et réplique par la création de partis « patriotiques » en lien avec les milieux d'affaires locaux. Alors que certains hongkongais descendent encore dans la rue tous les 4 juin pour commémorer la répression de Tian'anmen une forme d'autocensure s'empare lentement des médias locaux¹⁸⁹. En effet, l'évolution de la situation politique à Hong Kong renforce le constat d'une menace grandissante sur les libertés politiques et l'autonomie de Hong Kong. Le rachat en décembre 2015 du *South China Morning Post*, quotidien de référence de Hong Kong par le chinois Jack Ma symbolise cette évolution. Ces tensions politiques croissantes éclatent en 2014 avec les manifestations des pro-démocrates plus connues sous le nom de « révolution des parapluies » en opposition à la volonté du gouvernement central chinois de présélectionner les candidats de l'élection du chef de l'exécutif

¹⁸⁸ Florence de Changy, « Carrie Lam « bon soldat » de Pékin », *Le Monde*, 15 décembre 2017. URL : https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/12/15/hongkong-carrie-lam-bon-soldat-de-pekin_5230162_3216.html

¹⁸⁹ Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, op.cit., p. 66-67.

au suffrage universel prévu pour 2017¹⁹⁰. En 2016, certains candidats des élections législatives ont vu leur candidature refusée par l'administration hongkongaise pour cause de soupçons de sentiments indépendantistes. Plus tard en août 2017 trois chefs du mouvement des parapluies de 2014 ont été conduits en prison. Ce constat est d'autant plus préoccupant selon Jean Pierre Cabestan que ces événements n'ont suscité qu'une réaction timide de la part de l'Union Européenne et de la France alors même qu'une partie de l'avenir politique de la République populaire de Chine se joue à Hong Kong¹⁹¹.

Plus récemment avec la personnalisation du pouvoir incarné par Xi Jinping dont la théorie politique a été sanctuarisée dans le PCC au même titre que celles de Mao Zedong et Deng Xiaoping et la levée de la limite à deux mandats présidentiels consécutifs autorisant ce dernier à conserver le pouvoir au-delà de 2023, nombreux sont les hongkongais qui s'inquiètent pour le futur de la formule « un pays deux systèmes ». Bien que relativement bien appliquée dans les premières années suivant la rétrocession, cette formule semble peu à peu perdre de sa substance comme en témoignent les protestations du 1^{er} juillet 2003 en faveur de la démocratie¹⁹². Parallèlement, les autorités chinoises s'inquiètent de la montée des mouvements pro-indépendance justifiant ainsi des réactions le plus souvent agressives pour en limiter le développement. Pékin a toujours promis du moins en principe, une démocratisation graduelle de Hong Kong comme indiqué dans la *Basic Law* (le processus de nomination du chef exécutif a évolué en ce sens de 1 candidat en 2005 à 3 en 2017) mais toute idée d'indépendance est rejetée en bloc. La nouvelle forme de gouvernance amorcée lors du 19^{ème} congrès du PCC en octobre 2017 renforce le sentiment de méfiance. Le président chinois dispose en effet de plus de pouvoir en ce qu'il contrôle entièrement le *politburo* qui peut aujourd'hui être assimilé au cabinet personnel de Xi Jinping, bien plus que comme institution de pouvoir diffus dont le but est de prôner la modération et la délibération au sein du processus de prise de décision. Avec le pays entier uni derrière lui, Xi Jinping peut désormais utiliser la force envers quiconque menacerait la souveraineté du territoire chinois. Bien qu'une structure du pouvoir plus concentrée soit susceptible de poser des doutes quant à la manière dont Pékin traitera dans le futur les « dissidents » politique à Hong Kong, la volonté du gouvernement central de garantir

¹⁹⁰ Joseph Cheng, Elsa Chalaux, « Le mouvement pour la démocratie à Hong Kong : une décennie perdue ? », *Perspectives chinoises*, n°99, 2007. pp. 14-27. URL : https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2007_num_99_2_3526

¹⁹¹ Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : Démocratie ou dictature ?*, op.cit., p. 277.

¹⁹² Joseph Cheng, Elsa Chalaux, « Le mouvement pour la démocratie à Hong Kong : une décennie perdue ? », op.cit.

l'autonomie de Hong Kong ne va probablement pas changer à condition que Hong Kong renonce à la voie sécessionniste¹⁹³.

L'influence croissante des acteurs économiques et politiques chinois sur le territoire hongkongais renforce le sentiment d'hostilité de la population hongkongaise envers la Chine continentale. A ce titre, le projet de Grande Baie « *Greater Bay Area* » suscite la méfiance de la population hongkongaise puisque l'apparente logique de coopération entre Hong Kong et les principales villes du Guangdong masque en réalité une logique de compétition principalement dans les domaines de la logistique et de l'innovation. Le volontarisme affiché par le gouvernement hongkongais et les milieux d'affaires locaux sur ce projet et sur l'initiative *Belt and Road* tranche avec une relative indifférence de la population locale préoccupée par la montée des prix de l'immobilier et la faiblesse de la protection sociale à l'origine d'une dégradation des conditions de vie largement ressentie¹⁹⁴. Ces deux projets incarnent ainsi le rapprochement de Hong Kong avec la Chine continentale au regard de la marginalisation croissante de Hong Kong au sein du grand ensemble chinois suscitant l'hostilité de la société civile hongkongaise.

Section 3 : Ce risque de dissolution économique et politique est à nuancer : Hong Kong peut préserver son attractivité à l'international tout en se réinventant au sein de la Chine moderne.

Dans un contexte politique constamment tendu avec la Chine continentale, Hong Kong qui a longtemps misé sur ses avantages comparatifs (économie libre, état de droit, carrefour logistique) est contraint de se réinventer dans tous les domaines, d'où le redoublement des efforts récemment entamés par les autorités hongkongaises en vue de maintenir sa position de leader régional notamment la réforme des règles de cotation de la bourse de Hong Kong pour attirer les grandes entreprises chinoises du secteur des nouvelles technologies. Pour pallier ce relatif déclin, sur le plan logistique, le gouvernement hongkongais a entrepris en 2016 la construction d'une troisième piste d'atterrissage sur l'aéroport international prévu pour entrer en fonction en 2024. Au niveau des infrastructures portuaires, le gouvernement prévoit seulement des travaux de rénovation et d'amélioration afin d'élargir la capacité des

¹⁹³ Xi Jinrui, « Hong Kong in Xi Jinping's « New Area » », *The Diplomat*, November 1st 2017. URL: <https://thediplomat.com/2017/11/hong-kong-in-xi-jinpings-new-era/>

¹⁹⁴ Naomie Ng, "Hong Kong's small flats 'to get even smaller', hitting quality of life", *South China Morning Post*, April 17 2018. URL: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/economy/article/2142165/hong-kongs-small-flats-get-even-smaller-hitting-quality-life>

infrastructures actuelles¹⁹⁵. Il est tout aussi important pour Hong Kong de préserver son attractivité à l'international tout en se réinventant au sein de la Chine moderne en misant sur les complémentarités et les opportunités apportées par le développement économique chinois.

Par ailleurs, à mesure que l'influence des acteurs économiques grandit à Hong Kong, les dirigeants chinois réaffirment sans cesse l'autonomie de Hong Kong dans le respect du principe « un pays, deux systèmes ». Le développement économique de Hong Kong et la garantie de la stabilité sociale sont des arguments de promotion de ce type de compromis dans l'optique inavouée de convaincre Taiwan. Il n'y a donc aucun intérêt pour le gouvernement chinois à ce que Hong Kong devienne une province chinoise comme une autre¹⁹⁶. Xi Jinping a annoncé des mesures pour dynamiser Hong Kong dont une directive pour faire de la Région administrative spéciale un hub international de l'innovation¹⁹⁷. Wan Gang l'ancien ministre des sciences et technologie et actuel vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois a appelé Hong Kong à faire en sorte de combler ce qui manque à la Chine pour devenir une puissance technologique en relevant les forces qui distinguent la région administrative spéciale de la Chine continentale. Non loin de perdre de sa signification, le rôle de Hong Kong en tant que plateforme entre la Chine et le reste du monde se maintient, Hong Kong demeurant l'entrepôt de la Chine continentale comme en témoigne la domination des marchandises réexportées en provenance et en direction de Chine continentale transitant par Hong Kong (88,6% du total des marchandises en transit à Hong Kong en 2017)¹⁹⁸. Bien plus que s'effriter face à la montée en puissance des grandes villes chinoises, le rôle de Hong Kong se renouvelle demeurant toutefois au service du développement économique chinois.

¹⁹⁵ "Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

¹⁹⁶ Xi Jinrui, « Hong Kong in Xi Jinping's « New Area » », *The Diplomat*, November 1st 2017. URL: <https://thediplomat.com/2017/11/hong-kong-in-xi-jinpings-new-era/>

¹⁹⁷ Cette directive du datant du 14 mai 2018 et adoptée selon l'agence de presse Xinhua sur instruction directe du président Xi Jinping, fait suite à l'appel lancé par 24 scientifiques et professeurs d'université de Hong Kong en juin 2017, qui affichaient leur volonté de participer à la stratégie de développement national dans les secteurs des nouvelles technologies et de l'innovation. Dans le cadre de ce dispositif, les laboratoires et instituts de recherche des régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao pourront se voir accorder des financements auparavant exclusivement réservés aux chercheurs chinois et des exonérations de frais pour les transferts de matériel scientifique visant *in fine* à renforcer la coopération scientifique et technologiques entre la Chine continentale et les deux régions administratives spéciales.

¹⁹⁸ "Hong Kong and Mainland China: some important facts", *Hong Kong Trade and Industry Department*, April 2018. URL: <https://www.tid.gov.hk/english/aboutus/publications/factsheet/china.html>

CONCLUSION

Au cours de notre réflexion, nous avons analysé l'histoire des relations sino-hongkongaises, relations caractérisées par une interdépendance de fait sur le plan économique assurant aux deux parties un développement économique exponentiel depuis les années 1980 justifiant au moment de la rétrocession, le maintien de certaines caractéristiques de tradition anglosaxonne à Hong Kong. Depuis le début des années 2000, les relations entre la Chine et la région administrative spéciale se sont approfondies via différents mécanismes instaurés conjointement par les deux gouvernements : accords commerciaux, connexions boursières et plan d'intégration régionale. Dans une perspective de long terme, tout comme la *Belt and Road Initiative* de Xi Jinping s'inscrit dans le prolongement de la politique d'ouverture initiée par Deng Xiaoping en 1979, Hong Kong prolonge son rôle de « fenêtre d'ouverture » de la Chine sur le reste du monde en se positionnant comme « super connecteur » accompagnant les entreprises chinoises dans leur entreprise d'internationalisation. La région administrative spéciale capitalise pour se faire sur les avantages qui la différencient de la Chine notamment sur le plan de la liberté économique et de l'expertise en matière financière, légale et de connaissance du commerce international. Les efforts de promotion du gouvernement hongkongais (sommets *Belt and Road*, création d'institutions spécifiques) ont abouti en décembre 2017, à l'insertion de Hong Kong dans les tracés officiels de l'initiative *Belt and Road* et interroge dès lors sur les conséquences de cette intégration.

Cette redéfinition du rôle de Hong Kong vis-à-vis du développement économique de la Chine continentale doit en effet être mise en perspective avec la progressive marginalisation de la région administrative spéciale dans un contexte de compétition accrue non seulement sur le plan régional (Singapour), mais également avec les grandes villes chinoises (Shenzhen et Shanghai). S'il y a en effet prolongement et approfondissement de son rôle de plateforme entre la Chine et le reste du monde, cette tendance se réalise dans un contexte d'imbrication croissante des deux économies au profit de la Chine continentale au point que l'on peut parler d'une « sinisation » de l'économie hongkongaise. En somme, le rôle de Hong Kong vis-à-vis de la Chine est le même que dans les années 1990 sur le plan formel : une plateforme. La différence relève aujourd'hui du sens des flux qui la traversent : si Hong Kong était autrefois essentiel pour faire parvenir depuis le reste du monde les capitaux dont la Chine avait cruellement besoin pour son développement économique (flux entrants), la région administrative spéciale sert aujourd'hui de plateforme pour les investisseurs et entrepreneurs chinois souhaitant investir à

l'étranger (flux sortant), reflet de l'ouverture croissante de l'économie chinoise (internationalisation de ses entreprises, ouverture progressive de son plan financier, offensive diplomatique). Bien plus que le prolongement de son rôle d'interface, l'insertion de Hong Kong dans l'initiative *Belt and Road* peut donc apparaître comme la condition *sine qua non* du maintien de sa compétitivité dans les secteurs de la finance, de la logistique et des services professionnels auprès des investisseurs et entreprises internationales tout en limitant sa marginalisation entamée dès les années 2000 dans le grand ensemble chinois. En somme, il s'agit pour le gouvernement hongkongais de conserver le statut à part de Hong Kong au sein de la République populaire tout en assurant son propre développement au sein de cette nouvelle mondialisation à la chinoise. Ce pari est à double tranchant et l'on ne peut pour l'instant s'avancer sur les conséquences à long termes de la participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* tant ses implications concrètes nous l'avons vu, sont limitées. L'ensemble des dispositifs instaurés tranche en effet avec un nombre faible de réalisations labellisées *Belt and Road* signe d'un projet pour l'instant flou et relativement peu mature au point qu'il apparaît assez tentant d'y insérer le moindre projet lié de près ou de loin à l'initiative, dans une optique de communication politique. L'analyse de Alice Ekman conforte ici notre point de vue : l'initiative *Belt and Road* possède une forte dimension de diplomatie publique. Le gouvernement français se montre quant à lui prudent tout en appuyant les initiatives françaises permettant de tirer profit de cette initiative (implication des banques à Hong Kong, création du cluster maritime français) sous l'impulsion conjointe de divers acteurs de la diplomatie économique (consulat général, conseillers du commerce extérieur et grandes entreprises).

Si l'on veut néanmoins penser l'avenir, les relations sino-hongkongaises dans le cadre de cette initiative pourraient s'équilibrer par le jeu des synergies et de la complémentarité qui ont permis aux deux ensembles de se développer. Hong Kong pourrait dans ce premier scénario prendre toute sa place au sein de l'initiative dans une optique de différenciation vis-à-vis de la Chine continentale rendant une seconde fois le maintien de son statut indispensable aux autorités chinoises en 2047 (date prévue pour la fin du statut spécial de Hong Kong). Ce premier scénario se heurte aux intentions du gouvernement central chinois pour qui l'initiative *Belt and Road* est avant tout le moyen de renforcer sa présence dans les pays concernés. L'intégration de Hong Kong conduit à ce titre à une implication croissante des acteurs économiques chinois (grandes banques et entreprises) sur le territoire hongkongais syndrome d'une « sinisation » de son économie susceptible de porter atteinte à son autonomie politique. Du point de vue chinois, le resserrement des liens économiques et financiers vise ainsi à rendre inéluctable la

réintégration complète de Hong Kong à la Chine continentale en 2047, prélude d'une reprise en main de Taiwan. Nous pouvons également envisager un troisième scénario qui s'inscrirait dans une voie médiane. A l'image de la rétrocession de 1997 pensée selon le principe « un pays deux systèmes » pour ne pas occasionner une fuite massive des capitaux, les négociations de 2047 pourrait aboutir à une conservation des spécificités de Hong Kong du moins sur le plan économique, tant elles apparaissent essentielles à l'approfondissement de l'internationalisation de l'économie chinoise notamment sur le plan financier (à condition que celle-ci ne soit pas pleinement réalisée) : Etat de droit, libre accès à l'information, liberté des flux de capitaux. Nous rejoindrons ici l'analyse de Jean Pierre Cabestan qui envisage à l'avenir une « Singapourisation » de Hong Kong en tant qu'Etat autoritaire (dirigé par la République populaire de Chine) pleinement inséré dans la dynamique du capitalisme mondial¹⁹⁹.

¹⁹⁹ Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : Démocratie ou dictature ?*, Editions Gallimard, *op.cit.*

ANNEXES

Annexe 1 : Chronologie

Annexe 2 : Statut de la région administrative spéciale de Hong Kong

Annexe 3 : Organigramme du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong

Annexe 4 : Structures publiques et privées en charge de la supervision de l'initiative *Belt and Road* à Hong Kong

Annexe 5 : Données statistiques

Annexe 6 : Extrait de la transcription du discours du Président de la République au palais de Daminggong, à Xian, le 9 janvier 2018

Annexe 1 : Chronologie

1660 : début des relations commerciales entre la Chine et la Grande Bretagne

1834 : Institutionnalisation du commerce de l'opium sous l'égide de la Compagnie des Indes

1839-1842 : première guerre de l'opium

1839 : blocus organisé par le gouvernement chinois à Canton sur les stocks d'opium appartenant aux marchands britanniques

20 janvier 1841 : Convention de Chuenpi

29 août 1842 : traité de Nankin

26 juin 1843 : Hong Kong est proclamé colonie britannique et port franc

1856-1869 : seconde guerre de l'opium

24 octobre 1860 : Convention de Nankin

9 juin 1898 : Convention de Pékin

1^{er} octobre 1949 : création de la République populaire de Chine (RPC)

1978 : Politique d'ouverture de Deng Xiaoping

Juin 1982 : Deng Xiaoping annonce son intention de reprendre Hong Kong en 1997

27 mai 1984 : ratification conjointe par Margaret Thatcher et Deng Xiaoping du texte qui scelle la restitution de Hong Kong à la Chine le 30 juin 1997 à minuit.

19 décembre 1984 : signature de la déclaration formelle commune sino-britannique à Pékin

2001 : entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

2003 : autorisation de l'ouverture de services bancaires en RMB aux particuliers à Hong Kong

29 juin 2003 : signature du *Closer Economic Partnership Agreement* (CEPA) entre la RPC et la RAS de Hong Kong.

Juin 2011 : entrée en vigueur de la loi relative à l'Arbitrage (« Arbitration Ordinance ») à Hong Kong

Septembre 2013 : visite officielle du président chinois Xi Jinping au Kazakhstan à l'université Nazarbayev, annonce du projet des Nouvelles Routes de la Soie.

Novembre 2014 : lancement de la connexion boursière entre Hong Kong et Shanghai (« *Hong Kong-Shanghai Stock-Connect* »)

2015 : Instauration de la plateforme de connectivité UE-Chine à la suite du sommet UE-Chine

Fin 2015 : Formalisation de l'initiative *Belt and Road* dans un document officiel publié conjointement par le ministère des Affaires étrangères (MOFA) et le ministère du Commerce Chinois (MOFCOM)

16 janvier 2016 : création de la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (AIIB) sous l'égide de la RPC

18 mai 2016 : 1^{er} Belt and Road Summit à Hong Kong et discours de Zhang Dejiang

1^{er} juin 2016 : entrée en application de l'accord bilatéral sino-hongkongais sur les échanges de services (*Agreement on Trade in Services*) dans le cadre de l'accord CEPA.

4 juillet 2016 : Création de l'Infrastructure facilitation office

Aout 2016 : Création du Bureau Belt and Road au sein du Département du Commerce et du Développement

Décembre 2016 : lancement de la connexion boursière reliant Hong Kong à Shenzhen (« *Hong Kong-Shenzhen Stock-Connect* »)

Mai 2017 : Création de la Maritime Silk Road Society

15 mai 2017 : Sommet Belt and Road à Pékin

13 juin 2017 : Entrée de Hong Kong dans la banque asiatique d'investissements dans les infrastructures

28 juin 2017 : signature de deux accords bilatéraux sino-hongkongais portant sur l'investissement (*Investment Agreement*) et la coopération économique et technique (*Ecotech Agreement*) dans le cadre de l'accord CEPA

1^{er} juillet 2017 : vingtième anniversaire de la rétrocession de Hong Kong et signature d'un accord-cadre de coopération par les gouvernements du Guangdong, des RAS de Hong Kong et Macao pour la rédaction d'un plan de développement de la *Greater Bay Area*.

Juillet 2017 : lancement du mécanisme de connexion obligatoire entre Hong Kong et la Chine (« *Bond Connect* »)

11 septembre 2017 : 2^{ème} Belt and Road Summit à Hong Kong

11 octobre 2017 : Discours de politique générale de la cheffe de l'exécutif Carrie Lam

18 octobre 2017 : 19^{ème} congrès du Parti Communiste Chinois (PCC)

Novembre 2017 : signature de l'accord de libre-échange entre Hong Kong et l'Asean prévu pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

14 décembre 2017 : signature de l'accord sur la participation de Hong Kong à l'initiative *Belt and Road* (« *Arrangement between NDRC and HKSAR Government on advancing Hong Kong's full participation in and contribution to Belt and Road Initiative* ») à l'occasion de la visite de Carrie Lam à Pékin

20 décembre 2017 : Création du comité Belt and Road au sein du HKTDC : 20 décembre 2017

3 janvier 2018 : Lancement du *Green Finance Certification Scheme* par la *Hong Kong Quality Assurance Agency* (HKQAA)

Juin 2018: Visite de la Cheffe de l'exécutif Carrie Lam en France

28 juin 2018: 3^{ème} Belt and Road Summit à Hong Kong

Annexe 2 : Statut, institutions de la Région administrative spéciale de Hong Kong²⁰⁰

Depuis le changement de souveraineté instauré le 1er juillet 1997, Hong Kong est une "région administrative spéciale" (RAS) de la République populaire de Chine. Son statut est défini par la Basic Law, Loi Fondamentale ou « mini constitution » du territoire, adoptée en avril 1990 par l'Assemblée nationale populaire de Pékin.

La réunification de Hong Kong et de Macao avec la Chine est passée par un compromis entre les anciens gouvernements coloniaux (britanniques ou portugais), et la République Populaire de Chine (RPC). S'agissant de Hong Kong, on se réfère à la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984. L'accommodement défini entre les deux Etats se résume par la formule de Deng Xiaoping, « Un pays, deux systèmes ». Prononcée à l'origine pour Taïwan, cette formule concilie reprise de la souveraineté par le régime de la RPC avec le maintien du système capitaliste des régions concernées. Ainsi l'anglais et le chinois sont deux langues officielles de la RAS de Hong Kong. Aussi, Hong Kong autorisée à utiliser simultanément son propre drapeau et celui de la RPC.

1) La répartition des compétences

La Loi fondamentale dispose que "le système capitaliste et le mode de vie du territoire demeureront inchangés pour les cinquante ans à venir", et garantit à Hong Kong "un large degré d'autonomie" vis-à-vis des autorités centrales de Pékin. Seules les Affaires étrangères et la Défense sont du ressort exclusif du gouvernement de la RPC. Le gouvernement local est directement responsable de tous les autres domaines :

- **Autonomie fiscale, douanière et monétaire:** Hong Kong demeure un territoire fiscal, douanier et monétaire indépendant de la Chine continentale, doté d'une monnaie convertible (HKD), liée au dollar US par un système d'émission de caisses (peg). La Région administrative spéciale continue d'être représentée en tant que membre à part entière dans diverses organisations internationales à vocation économique (OMC, Organisation mondiale des douanes, Banque asiatique de développement, APEC..) et peut encore conclure des conventions internationales sous l'appellation "Hong Kong/Chine".

- **Autonomie des politiques sociales et scientifiques:** les systèmes d'éducation, de santé, et de protection sociale sont propres à Hong Kong et sont largement dominés par les standards occidentaux à la grande différence de la Chine continentale.

- **Autonomie de la politique migratoire et de sécurité :** le maintien de l'ordre dans le territoire relève de la responsabilité du gouvernement local (police locale et ministère de la Sécurité). De même, Hong Kong dispose d'une entière souveraineté en matière de politique migratoire. Cette dernière est particulièrement restrictive à l'égard des résidents de Chine continentale (régime de quota).

- **Autonomie du droit hongkongais :** le droit hongkongais est directement inspiré de la "common law" britannique. Il assure aux résidents du territoire un haut degré de sécurité juridique. Il garantit le respect des droits de l'homme et des libertés publiques (liberté d'opinion, de conscience, d'opinion, de mouvements...). Les lois chinoises ne s'appliquant pas au territoire de Hong Kong, le corpus juridique hongkongais demeure totalement spécifique, à l'exception de quelques textes historiques et symboliques (fête, emblème et hymne nationaux...).

²⁰⁰ Site du gouvernement et du parlement hongkongais

2/ Les institutions

a) Le Chef de l'exécutif

La Loi Fondamentale fait du **Chef de l'exécutif** (ou *Chief Executive*) l'institution centrale de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong. Il est élu pour cinq ans par un *Comité électoral*, collège électoral de 1200 membres (suite à la réforme électorale de 2010 appliquée à la dernière élection de 2012) largement en faveur de Pékin :

- 300 membres élus par les secteurs industriels, commerciaux et financiers ;
- 300 membres élus par différentes autres professions : médecins, avocats, enseignants, etc. ;
- 300 issus des services sociaux, institutions religieuses, syndicats ;
- 300 issus du Conseil législatif (Parlement local, dit Legco), ou députés de Hong Kong à l'Assemblée Nationale Populaire (Chine) ou membres de la Conférence Consultative politique du peuple chinois, ou représentants d'organisations de quartiers de Hong Kong.

L'actuel Cheffe de l'Exécutif, **Carrie Lam**, a été élue le 26 mars 2017.

Le Gouvernement qui se compose de 15 ministres (*Secretaries*), assistés de 12 hauts fonctionnaires qui portent le titre de "*permanent secretaries*", n'est responsable que devant le Chef de l'Exécutif. Dans l'ordre hiérarchique, outre le Chef de l'Exécutif, les trois principaux postes du Gouvernement sont le *Chief Secretary*, numéro 2 du gouvernement, **Matthew Cheung**, le *Financial Secretary*, **Paul Chan** et la *Secretary for Justice*, **Teresa Cheng**.

Le pouvoir exécutif est, par ailleurs, assisté d'un conseil (*Executive Council ou Exco*), désigné par le Chef de l'exécutif. Il se compose des membres du Gouvernement, de membres du Legco et de quelques personnalités qualifiées issues de la société civile.

b) Le Conseil Législatif

Le Conseil législatif (*Legislative Council ou Legco*) exerce l'ensemble du pouvoir législatif. Il compte 70 membres dont 40 sont élus au suffrage universel direct : les 30 sièges des circonscriptions géographiques (CG) et les 5 « super-seats » choisis parmi les conseillers (élus aussi par un vote direct) des 18 districts qui couvrent l'ensemble du territoire. Les 30 sièges restants des 28 autres circonscriptions fonctionnelles (CF) sont élus au scrutin indirect par les grands électeurs qui composent ces dernières (environ 240 000 au total). Ces 28 catégories de CF sont des sortes de collèges électoraux représentant les corporations professionnelles et institutionnelles, largement dominées par l'establishment pro-gouvernemental et pro-Pékin.

Le Conseil législatif est divisé entre un camp « pro-Pékin », majoritaire, et un camp démocrate anti-gouvernemental.

L'article 73 de la Loi fondamentale détaille les pouvoirs du Conseil législatif. A titre principal, le Conseil vote et amende les lois et peut également introduire toute proposition nouvelle, dans une mesure cependant limitée : ses membres n'ont pas le droit de proposer des projets de loi relatifs aux dépenses publiques, ni à la structure politique et au fonctionnement du gouvernement. Sur proposition du gouvernement, il examine et approuve le budget, les impôts et la dépense publique. Il approuve la nomination ou la révocation des juges de la Cour d'appel final (*Court of Final Appeal*) et le président de la Haute Cour (*High Court*). S'il peut mettre en cause la responsabilité pénale du chef de l'Exécutif (en cas d'infraction à la loi ou de manquement à son devoir et dans des conditions assez précises), l'absence de responsabilité politique des ministres devant le Conseil législatif (ce dernier peut simplement « interpeller »

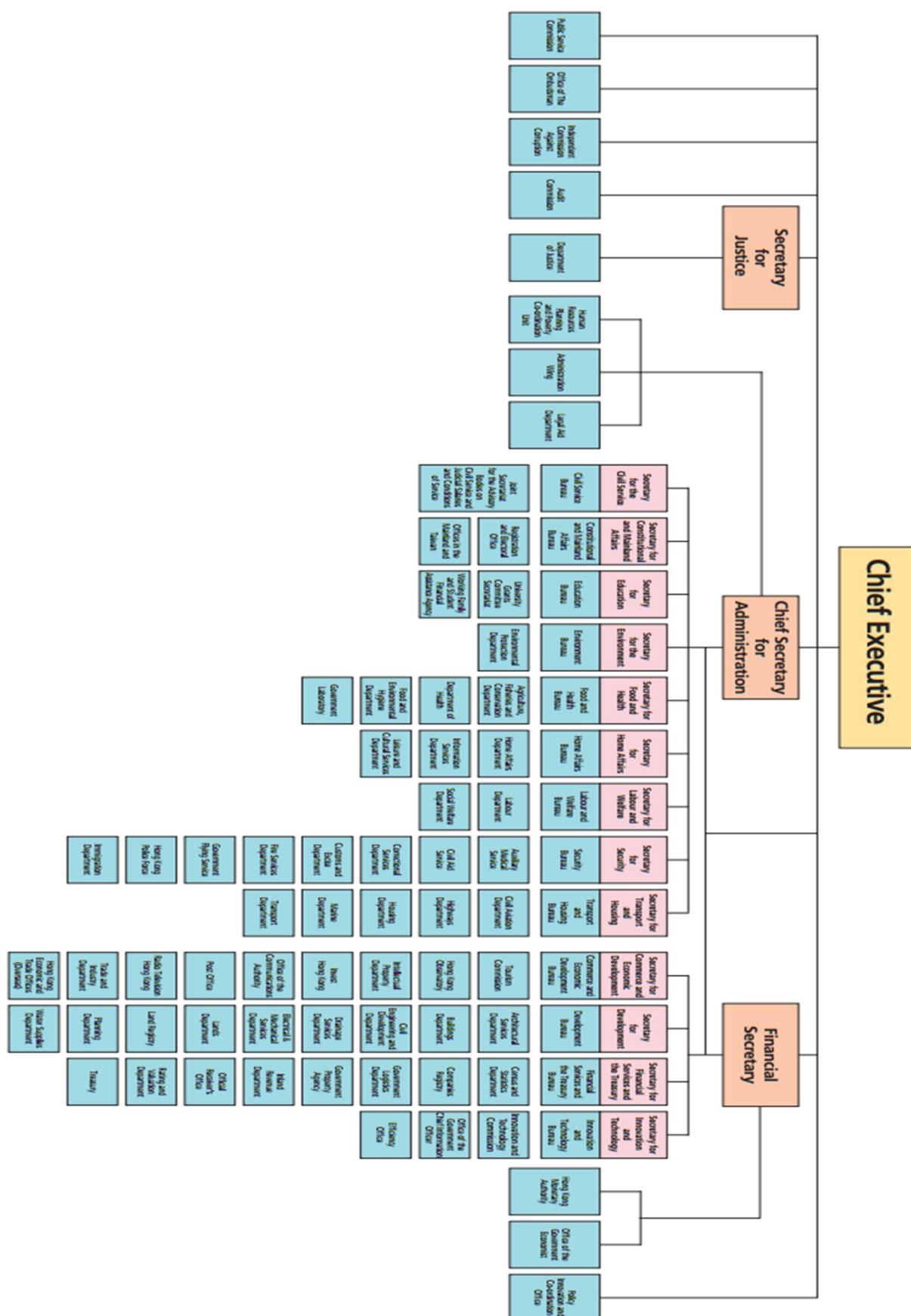
le gouvernement sur la conduite de sa politique) vient limiter le contrôle exercé par cette assemblée sur le pouvoir exécutif.

c) Le pouvoir judiciaire

Le système judiciaire est hérité de la common law britannique et occupe une place très importante dans la vie de Hong Kong, comme dans tout territoire de tradition anglo-saxonne. Il est organisé selon une hiérarchie avec au sommet la Cour d'appel final (*Court of Final Appeal*). La Haute Cour (*High Court*), composée de la Cour d'Appel (*Court of Appeal*) et de la Cour de Première Instance (*Court of First Instance*), la Cour de district (*District Court*), les tribunaux d'instance (*Magistrates Court*) et les tribunaux spécialisés lui sont subordonnés.

En vertu de l'article 84 de la Loi fondamentale, les tribunaux de la RAS de Hong Kong peuvent s'appuyer sur des décisions d'autres juridictions de *Common Law* (jurisprudence) ancrant davantage le système judiciaire de Hong Kong dans la famille des systèmes d'origine britannique.

Annexe 3 : Organigramme du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong



Annexe 4 : Structures publiques et privées en charge de la supervision de l'initiative Belt and Road à Hong Kong

Infrastructure Financing Facilitation Office (IFFO) au sein de la HKMA²⁰¹



IFFO 金管局基建融資促進辦公室
HKMA Infrastructure Financing Facilitation Office

Il s'agit d'une plateforme de facilitation pour le financement de projets OBOR (investissements dans les infrastructures principalement) créé en juillet 2016 au sein de l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA). Elle remplit les fonctions suivantes :

- Mettre à disposition une plateforme d'échanges d'expériences
- Rassembler les connaissances et capacités sur le financement des projets d'infrastructures
- Assurer la promotion des marchés et du développement commercial
- Faciliter les investissements dans les infrastructures et les flux financiers

Organisation de séminaires, workshops, conférences.

Elle compte aujourd'hui 77 partenaires en majorité chinois ou hongkongais mais aussi internationaux parmi lesquels des agences financières multilatérales, des banques (Bank of China, Agricultural Bank of China, HSBC, Asian Development Bank et le français Crédit Agricole Corporate and Investment Bank), des investisseurs du secteur public (compagnie en charge du métro à Hong Kong MTR), des compagnies d'assurance, des développeurs de projets ainsi que des compagnies d'assurance (Zurich Insurance company). On y la branche hongkongaise de l'entreprise publique chinoise Hua Neng (l'une des 5 plus grandes entreprises d'électricité en Chine)

Eddie Yue est directeur, Vincent Lee directeur-adjoint et Enoch Fung gestionnaire principal.

La plateforme dispose de deux conseillers (Advisor)

- Victor K Fung : Président du groupe Fung, dont les filiales sont spécialisées dans la logistique, la distribution et la vente de détails.
- John G Rice : Vice-président de General Electric

Bureau Belt and Road, au sein du Département du Commerce et du Développement

Créé en août 2016 et placé sous l'autorité d'un « Belt & Road Commissioner » (Mrs Yvonne Choi Ying-pik), nommée pour un an et qui rendait compte directement au Chef de l'Exécutif. Le bureau OBOR semble avoir eu pendant un an un rôle essentiellement limité au « brainstorming ». Afin de le doter de ressources supplémentaires et de « l'institutionnaliser », le bureau OBOR a été placé depuis le 1^{er} juillet 2017 au sein du département du Commerce et du Développement économique (« Commerce and Economic Development Bureau »), sous l'autorité d'Edward Yau. Il n'y a plus de « Belt & Road Commissioner » à cette date.

Le bureau OBOR a signé un accord de coopération avec la « Commission Nationale pour la Réforme et le Développement » de Chine continentale, chargée de la conduite des réformes. Des partenariats avec d'autres organismes publics ou entreprises chinois sont à l'étude.

Bernard Chan Pak-li est le sous-secrétaire pour le commerce et le développement économique.

Marie Tsang est la secrétaire principale.

²⁰¹ Site officiel : <https://www.iffi.org.hk/>

Maritime Silk Road Society²⁰²



Association créée en mai 2017 qui rassemble des personnalités du monde des affaires, de l'administration et du monde universitaire et qui a pour objectif de soutenir le volet maritime des routes de la soie et de promouvoir la place de Hong Kong sur celle-ci. L'association affiche les objectifs suivants :

- Soutenir et compléter l'initiative « Belt and Road » de la Chine et aider Hong Kong à tirer pleinement parti de cette initiative grâce aux liens commerciaux et culturels que la ville entretient avec les provinces et les villes de la Route de la soie maritime (l'ASEAN et le Sud) ;
- Rechercher et explorer les opportunités de développement engendrées par l'initiative « Belt and Road »
- Favoriser les échanges commerciaux, financiers, économiques, culturels, universitaires et éducatifs entre Hong Kong et les régions concernées (en particulier les principales provinces côtières de la Route de la soie maritime et des pays de l'ASEAN) ;
- Améliorer la compréhension par le public de l'histoire, des cultures et des développements contemporains de ces régions et encourager les jeunes à saisir les opportunités de développement offertes dans le cadre de l'initiative « Belt and Road ».

Regina Ip (directrice de Savantas Policy Institute) et Bernard Charnwut Chan (président de Asia Financial Holdings Limited) en sont les directeurs exécutifs.

²⁰² Site officiel: <http://maritimesilkroad.org.hk/en>

Comité Belt and Road du conseil de développement du commerce de Hong Kong (HKTDC)



Créé en 1966, le Conseil de développement du commerce de Hong Kong (HKTDC) est un organe statutaire dédié à la création d'opportunités pour les entreprises de Hong Kong. Avec plus de 40 bureaux dans le monde, dont 13 sur le continent chinois, le HKTDC fait la promotion de Hong Kong comme plateforme pour faire des affaires avec la Chine, l'Asie et le monde. Pour se faire, le HKTDC organise des expositions internationales, des conférences, des missions commerciales et fournit des informations via des publications spécialisées.

Le HKTDC organise chaque année l'*Asian Financial Forum* et le *Belt and Road Summit* à Hong Kong (3 éditions ont eu lieu à ce jour le 18 mai 2016, le 11 septembre 2017 et le 29 juin 2018) et dispose d'un portail Bel and Road sur son site internet (<http://beltandroad.hktcdc.com/en/>)

Le Comité Belt and Road a été créé le 20 décembre 2017. Composé de personnalités de divers secteurs, il vise à renforcer la position de Hong Kong en tant que pôle commercial et d'information pour la *Belt and Road Initiative* par la promotion et la facilitation des opportunités d'affaires et investissements. Grâce à ses cinq groupes de travail ciblant différents marchés et secteurs d'activité, le Comité mettra en œuvre un programme complet et ciblé pour engager divers secteurs à participer au développement de la BRI et partager les potentiels bénéfices de cette participation²⁰³.

Working group	International Market	Chinese Mainland & ASEAN	Professional Services	SMEs & Younger Generation	PR & Communications
Convenor	Mr Andrew Weir Regional Senior Partner and Global Chairman of Real Estate and Construction, KPMG	Dr Jonathan KS Choi Chairman, Sunwah Group	Mr Nicholas Ho Deputy Managing Director, hpa	Mr Jason Chiu CEO, cherrypicks Ltd	Prof Frederick Ma Chairman, MTR Corporation Ltd
Areas of focus	To promote Belt and Road opportunities to global investors, project owners and business professionals; to help Hong Kong companies capitalise on Belt and Road opportunities in the international market	To engage Hong Kong businesses (including services providers) to build sector-to-sector connections in ASEAN; to foster cooperation between Hong Kong companies and investors from Guangdong and other mainland provinces and cities	To facilitate the participation of Hong Kong professional services industries in Belt and Road projects through outbound missions, networking-building and the HKTDC Belt and Road Portal; to showcase Hong Kong's professional services advantages to global business communities	To promote and foster participation of young professionals in the Belt and Road Initiative; to help start-ups and SMEs expand their business to Belt and Road markets	To raise awareness and understanding of the Belt and Road Initiative among Hong Kong businesses and the general public; to highlight Hong Kong's role and advantages as a commercial hub for the Belt and Road to the international business audience

²⁰³ « HKTDC Belt and Road Committee Officially Launched: *Working groups to strengthen engagement with international, Chinese mainland, ASEAN markets and various sectors*», HKTDC, 20 décembre 2017. URL: <http://mediaroom.hktcdc.com/en/pressrelease/detail/19667/HKTDC%20Belt%20and%20Road%20Committee%20Officially%20Launched>

Annexe 5 : Données statistiques

1) Evolution du PIB et du taux de croissance de Hong Kong, Shenzhen et Canton (Guangzhou) depuis 2007

PIB (Mds USD)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Guangzhou	112,5	130,6	144,0	169,4	195,8	213,5	244,2	263,3	285,2	308,0	338,0
Shenzhen	107,1	122,6	130,6	153,9	181,3	204,3	229,5	252,0	275,6	306,9	338,0
Hong Kong	211,6	219,3	214,0	228,6	248,5	262,6	275,7	291,5	309,4	320,9	340,1
Taux de croissance du PIB (%)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Guangzhou	17,4	16,1	10,2	17,6	15,6	9,1	14,4	7,8	8,3	7,9	9,7
Shenzhen	19,9	14,4	6,4	17,8	17,8	12,6	12,3	9,8	9,3	11,3	10,1
Hong Kong	6,5	2,1	-2,5	6,8	4,8	1,7	3,1	2,8	2,4	2,0	3,8

Source : statistiques chinoises et hongkongaises

2) Evolution du trafic portuaire dans les principaux ports de Chine depuis 2007 (en M EPV)

En M de EPV	Shanghai	Singapour	Shenzhen	Ningbo	Hong Kong
2007	26,1	27,9	21,1	10,6	23,9
2008	27,9	29,9	21,4	11,2	24,4
2009	25	25,8	18,2	10,5	21,1
2010	29,1	28,4	22,5	13,1	23,6
2011	31,7	29,9	22,5	14,5	24,3
2012	32,5	31,6	22,9	15,6	23,1
2013	33,6	32,2	23,2	16,7	22,3
2014	35,3	33,8	24	19,4	22,2
2015	36,5	30,9	24,2	20,6	20,1
2016	37,1	30,9	23,9	21,5	19,8

Source : International Association of Ports and Harbors (IAPH)²⁰⁴

²⁰⁴ “World Container Traffic Data 2017”, International Association of Ports and Harbors (IAPH), 2017.
<http://www.iaphworldports.org/iaph/wp-content/uploads/WorldPortTraffic-Data-for-IAPH-using-LL-data-2017-Final.pdf>

Annexe 6 : Extrait de la transcription du discours d'Emmanuel Macron, Président de la République française, au palais de Daminggong, à Xian, le 9 janvier 2018

Mais ces routes de la soie ne pourront pleinement être une réussite que si elles parviennent à créer ces coopérations équilibrées, ces richesses partagées, à donner envie de lancer des projets, à s'extirper des passions mauvaises, de la radicalité, du fanatisme, du repli pour se projeter vers un avenir meilleur. Bien sûr, je n'ignore rien des rapports de force qui existent dans toute initiative internationale structurante d'où qu'elle vienne. Et donc, je pense que pour avancer ensemble vers ces objectifs que nous partageons, nous devons aussi nous donner les bonnes règles. Travailler en commun avec cet esprit de coopération équilibrée et avoir cette volonté de cohérence.

Les routes de la soie doivent répondre aux objectifs que nous nous assignons pour les biens communs. Ce doit être des routes de l'intelligence qui, dans chaque pays qu'elles traverseront, devront faire émerger une société civile, des talents, une capacité à innover dans les pays. Elles ne peuvent être les routes d'une nouvelle hégémonie qui viendraient en quelque sorte mettre en état de vassalité les pays qu'elles traversent. Elles doivent contribuer à l'intelligence du vingt-et-unième siècle.

Ces routes de la soie doivent participer de cet esprit de justice, comme je l'évoquais, et donc être en quelque sorte des routes de la soie vertes. Aussi est-il indispensable que les investissements, le développement d'infrastructures, les choix qui sont faits tout au long de ces routes de la soie soient cohérents avec nos propres objectifs internationaux et ce que nous décidons dans nos propres pays.

La transparence, l'interopérabilité, l'ouverture dans la passation des marchés publics, le respect des règles de concurrence, de propriété intellectuelle, le partage des risques sont des sujets que nous traitons ensemble dans le cadre du G20. Le respect de ces principes est bien sûr essentiel, tout simplement parce que ces principes permettent un partenariat mutuellement bénéfique, une soutenabilité financière accrue, et donc la réussite des projets engagés. Ils devront aussi nourrir cette philosophie nouvelle et ce sera au cœur du dialogue que nous aurons à conduire.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Jean-Pierre Cabestan, « Chapitre 10 / La conférence consultative politique du peuple chinois et les huit partis démocratiques », *Le système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, sous la direction de Cabestan Jean-Pierre. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2014, pp. 343-368.

Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, Les Presses de Sciences Po, 2015, 639p.

Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : Démocratie ou dictature ?*, Editions Gallimard, 2018, 288p.

Guy Carron de la Carrière, *La Diplomatie économique. Le diplomate et le marché*, Paris, Economica, 1998

Sébastien Colin, "La Chine, puissance mondiale", *Documentation photographique, La Documentation française* n° 8108, novembre-décembre, 2015.

Marie-Christine Kessler, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999

David Lawson, *Hong Kong, Chine*, L'Harmattan, 2002, 203p.

Thierry Sanjuan, *Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension*, Editions Autrement, Paris, 2015, p. 66-6.

Yun-Wing Sung, *Hong Kong and South China, The Economic Synergy*, City University of Hong Kong Press, 1998, 181 p.

Articles de recherche

Claudia Astarita, Isabella Damiani « Géopolitique de la nouvelle route de la soie », *Géonomie*, Février 2016, n°79.

Laurance Badel, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/2 (n° 90), p. 169-185

Barthélemy Courmont, « Quand la Chine investit dans les infrastructures », *Géoéconomie*, 2016/4 (N° 81), p. 159-175.

Joseph Cheng, Elsa Chalaux, « Le mouvement pour la démocratie à Hong Kong : une décennie perdue ? », *Perspectives chinoises*, n°99, 2007. pp. 14-27. URL : https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2007_num_99_2_3526

Alice Ekman, Françoise Nicolas, John Seaman, Gabrielle Desarnaud, Tatiana Kastouéva-Jean, Serie Onur Baçecik, and Cecile Nallet « Three years of China's New Silk Roads, From Words to (Re)action », *Etudes de l'Ifri*, February 2017. URL https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_et_al_china_new_silk_roads_2017.pdf

Thierry Garcin, Le chantier – très géopolitique - des Routes de la soie, le 18 février 2018, *Diploweb*. URL : <https://www.diploweb.com/Le-chantier-tres-geopolitique-des-Routes-de-la-soie.html>

Étienne Gilbert, « La Chine et les Chinois de l'extérieur », *Relations internationales*, Janvier 2010, n° 141, p. 99-109

Thomas Gomart, « la politique étrangère d'Emmanuel Macron : retour au réalisme ? », *Revue des deux Mondes*, 8 novembre 2017, URL : <http://www.revuedesdeuxmondes.fr/politique-etrangere-demmanuel-macron-retour-realisme/>

Dickson Ho « Hong Kong : Asia-Pacific's Leading Arbitration Center », 2 May 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://economists-pick-research.hktdc.com/business-news/article/Economists-Pick-Research-Articles/Hong-Kong-Asia-Pacific-s-Leading-Arbitration-Centre/rp/en/1/1X32LK39/1X0ADUC6.htm>

Christina Jude, Jean Le Pavec, « Internationalisation du yuan : une stratégie à pas comptés », *Lettre Trésor Eco*, n°21, Novembre 2013. URL : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/393132>

S.E Zhai Jun, Ambassadeur de Chine en France, « l'avenir des relations franco-chinoises », *Les carnets des dialogues du matin*, institut Diderot, juin 2017. URL : <http://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2017/07/Avenir-des-relations-franco-chinoises.pdf>

Delphine Lahet, « Le degré d'internationalisation du Renminbi. Un bilan d'étape fondé sur une revue de la littérature », *Revue d'économie politique*, Mai 2017 (vol. 127), p. 761-811.

Man Kwong Leung, « Hong Kong et l'internationalisation du RMB », *Perspectives chinoises*, mars 2011, p. 72-83. URL : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6026>

Emmanuel Lincot, « Enjeux et perspectives des nouvelles routes de la soie », *Monde chinois*, Avril 2015, n°44, p. 16-26

Pascal Lorot, « De la géopolitique à la géoéconomie », *Géoéconomie*, mars 2009, (n° 50), p. 9-19.

Wenda Ma, "The Hong Kong-ASEAN Free Trade Agreement: Capitalising on the New Opportunities", 23 April 2018, *HKTDC Research* : <http://economists-pick-research.hktdc.com/business-news/article/Research-Articles/The-Hong-Kong-ASEAN-Free-Trade-Agreement-Capitalising-on-the-New-Opportunities/rp/en/1/1X000000/1X0ADRED.htm>

Alice Tsang, "Arbitration and Mediation Industry in Hong Kong", June 5th 2018, *HKTDC Research*. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Hong-Kong-Industry-Profiles/Arbitration-and-Mediation-Industry-in-Hong-Kong/hkip/en/1/1X000000/1X006N9U.htm>

"Economic and Trade Information on Hong Kong", *HKTDC Research*, 15 May 2018. URL: <http://hong-kong-economy-research.hktdc.com/business-news/article/Market-Environment/Economic-and-Trade-Information-on-Hong-Kong/etihk/en/1/1X000000/1X09OVUL.htm>

Christian Vicenty, « Les nouvelles routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *Géoéconomie*, Avril 2016, n°81, p 133-158.

Textes d'organisations et fondations internationales

Convention de Vienne sur le droit des traités, Vienne 23 mai 1969, Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 1155, no.18232, p. 15. Disponible à l'adresse <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201155/volume-1155-I-18232-French.pdf>

Résolution 2908 de l'Assemblée générale sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, 2 novembre 1972. Disponible à l'adresse [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2908\(XXVII\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2908(XXVII)&Lang=F)

« Règlement des litiges commerciaux : Arbitrage et règlement alternatif des différends », *Centre du Commerce International*, 2016 (seconde édition). Disponible à l'adresse suivante : http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Arbitration_French_Low-res%20Full.pdf

Simon Zadek, Wang Yao, "Establishing China's Green Financial System: Progress Report 2017" *The International Institute of Green Finance and the United Nations Environment Programme*, Novembre 2017. Disponible à l'adresse suivante: http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2017/11/China_Green_Finance_Progress_Report_2017_Summary.pdf

« Classement 2017 Ease of Doing Business », *Banque mondiale*. Disponible à l'adresse <http://français.doingbusiness.org/rankings>

« Rapport sur l'investissement dans le monde 2017 », *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)*. Disponible à l'adresse suivante : http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2017_overview_fr.pdf

"World Container Traffic Data 2017", *International Association of Ports and Harbors (IAPH)*, 2017. http://www.iaphworldports.org/iaph/wp-content/uploads/WorldPortTraffic-Data_for_IAPH_using_LL_data_2017_Final.pdf

"2018 Index of Economic Freedom", *The Heritage Foundation*, February 2nd 2018. <https://www.heritage.org/international-economies/commentary/2018-index-economic-freedom>

Articles et textes officiels des gouvernements chinois, hongkongais et français

- Agence de presse chinoise Xinhua

Wu Jiao "Xi proposes a "new Silk Road" with Central Asia", *China Daily*, 8th September 2013, URL : http://usa.chinadaily.com.cn/china/2013-09/08/content_16952304.htm

Yamei, “Full text of President Xi’s speech at opening of Belt and Road forum”, *Xinhua*, 14th may 2017, URL: http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm

Ying, “Belt and Road incorporated into CPC Constitution”, *Xinhua*, 24th October 2017. URL: http://www.xinhuanet.com/english/2017-10/24/c_136702025.htm

- **Publications officielles du gouvernement chinois**

« Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) », ministère des Affaires étrangères (MOFA), ministère du Commerce (MOFCOM) : « Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle – Perspectives et actions ». Texte disponible à l’adresse suivante : <http://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t1251984.shtml>

Statistical Bulletin of China’s Outward Foreign Direct Investment 2016. Disponible à l’adresse suivante :

<http://english.mofcom.gov.cn/article/newsrelease/policyreleasing/201701/20170102503092.shtml>

- **Annonces de presse et publications officielles du gouvernement hongkongais**

“Hong Kong, The Global Offshore Renminbi Business Hub”, *Hong Kong monetary Authority (HKMA)*, January 2016. URL: <https://www.hkma.gov.hk/media/eng/doc/key-functions/monetary-stability/rmb-business-in-hong-kong/hkma-rmb-booklet.pdf>

“Outcome of application for space in legal hub announced”, *Press Releases of the Hong Kong Administrative Region (HKSAR)*, March 1st, 2017. URL: <https://www.info.gov.hk/gia/general/201703/01/P2017030100590.htm>

“Hong Kong becomes new member of Asian Infrastructure Investment Bank”, *Press Releases of the Hong Kong Administrative Region (HKSAR)*, June 13, 2017. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201706/13/P2017061300528.htm>

“Framework Agreement on Deepening Guangdong-Hong Kong-Macao Cooperation in the Development of the Bay Area signed”, *Press Releases of the government of the Hong Kong Special Administrative Region*, July 1st 2017. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201707/01/P2017070100409.htm>

“Second Belt and Road Summit in Hong Kong. Cooperation Agreements signed as initiative turned from vision to action”, *HKTDC Press Release*, September 11st 2017. <http://mediaroom.hktdc.com/en/pressrelease/detail/19603/Second%20Belt%20and%20Road%20Summit%20Held%20in%20Hong%20Kong>

« New tax plan announced », *Hong Kong information service department*, October 11st 2017. http://www.news.gov.hk/en/categories/finance/html/2017/10/20171011_101341.shtml

“Extract of President Xi Jinping’s Report at the 19th Communist Party of China National Congress (18 October 2017)”, *Extracts of Key National-level Documents, the government of*

the Hong Kong Special Administrative Region. URL: https://www.cmab.gov.hk/doc/issues/bay_area/Extract_1_e.pdf

« Arrangement between NDRC and HKSAR Government on advancing Hong Kong's full participation in and contribution to Belt and Road Initiative », December 14, 2017. URL : <http://www.info.gov.hk/gia/general/201712/14/P2017121400551.htm>

« HKTDC Belt and Road Committee Officially Launched: Working groups to strengthen engagement with international, Chinese mainland, ASEAN markets and various sectors», *HKTDC*, December 20, 2017. URL: <http://mediaroom.hktdc.com/en/pressrelease/detail/19667/HKTDC%20Belt%20and%20Road%20Committee%20Officially%20Launched>

“Report on 2017 Annual Survey of Companies in Hong Kong Representing Parent Companies Located outside Hong Kong”, *Hong Kong census and statistics department*, 2017. URL: <https://www.statistics.gov.hk/pub/B11100042017AN17B0100.pdf>

“The Belt and Road Initiative connects Hong Kong and Poland”, *Press Releases of the government of the Hong Kong Special Administrative Region*, February 24th 2018. URL: <https://www.info.gov.hk/gia/general/201802/24/P2018022300960.htm>

“Offshore Renminbi Business in Hong Kong”, *Research office, Legislative Council Secretariat*, 28 February 2018. URL: <https://www.legco.gov.hk/research-publications/english/1718iss15-offshore-renminbi-business-in-hong-kong-20180228-e.pdf>

“Hong Kong and Mainland China: some important facts”, *Hong Kong Trade and Industry Department*, April 2018. URL: <https://www.tid.gov.hk/english/aboutus/publications/factsheet/china.html>

“High-Level Meeting cum First Plenary of the Hong Kong-Sichuan Co-operation Conference held in Sichuan”, *Press Releases of the Hong Kong Special Administrative Region (HKSAR)*, April 11st 2018. URL: <http://www.info.gov.hk/gia/general/201805/11/P2018051100552.htm?fontSize=1>

“Green Finance: Hong Kong unique role”, *Hong Kong Monetary Authority (HKMA)*, June 20th 2018. URL: <https://www.hkma.gov.hk/media/eng/doc/key-information/insight/20180620e1a1.pdf>

“Fact Sheet Hong Kong's participation in the Asian Infrastructure Investment Bank” *Legislative Council Secretariat, Research Office*, FS03/16-17, <https://www.legco.gov.hk/research-publications/english/1617fs03-hong-kongs-participation-in-the-asian-infrastructure-investment-bank-20170314-e.pdf>

“Mainland and Hong Kong Closer Economic Partnership Arrangement (CEPA), Investment Agreement and Agreement on Economic and Technical Cooperation”, *Trade and Industry Department, The government of the Hong Kong Special Administrative Region*. URL: https://www.tid.gov.hk/english/cepa/further_liberal.html

- **Publications officielles françaises**

« L'économie maritime, enjeu pour le commerce extérieur de la France », *Groupe d'expertise en économie maritime des conseillers du commerce extérieur de la France (CCE) en partenariat avec le Cluster maritime français*, septembre 2017. Consultable à l'adresse suivante :

https://www.cnccef.org/uploads/cnccef_documents/171217_GEEM_rapport_final.pdf

« Les obligations vertes », *ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, gouvernement français*, 2 mai 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/obligations-vertes>

M. Pascal Allizard, Mme Gisèle Jourda, MM. Edouard Courtial et Jean-Noël Guérini, « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial », *rapport d'information au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat*, 30 mai 2018. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/rap/r17-520/r17-5206.html>

Discours

Discours de politique générale de John Leung, chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong, 2016: <https://www.policyaddress.gov.hk/2016/eng/index.html>

Discours de politique générale de Carrie Lam du 11 octobre 2017 : <https://www.policyaddress.gov.hk/2017/eng/policy.html>

Discours inaugural du 1er Forum de Paris sur les Nouvelles Routes de la Soie (NRS) ZHAI Jun, Ambassadeur de Chine en France, le 29 novembre 2017 à la Maison de la Mutualité, Site de l'Ambassade de Chine en France, URL : <http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1515823.htm>

Transcription du discours du Président de la République française au palais de Daminggong, publié le 9 janvier 2018, site de l'Elysée, URL : <http://www.elysee.fr/declarations/article/transcription-du-discours-du-president-de-la-republique-au-palais-de-daminggong/>

Annonce du budget du secrétaire aux finances Paul Chan le 28 février 2018 : https://www.budget.gov.hk/2018/eng/pdf/e_budget_speech_2018-19.pdf

“Belt and Road Initiative : Strategies to Deliver in the next Phase”, Discours de Christine Lagarde, directrice Générale du FMI, à l'IMF-PBC Conference à Pékin, 12 avril 2018, *International Monetary Fund* (IMF), <http://www.imf.org/en/news/articles/2018/04/11/sp041218-belt-and-road-initiative-strategies-to-deliver-in-the-next-phase>

Articles de presse

Cécile Marin, « Des corridors maritimes aux « routes de la soie » », *Le Monde Diplomatique*, février 2015. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/poudrieresasiatiques-cooperations>

Philipp Martin Dingeldeyan, Tin Wan, “Hong Kong’s competitive edge slipping away fast”, *South China Morning Post*, 8th July 2015. URL: <http://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1832032/hong-kongs-competitive-edge-slipping-away-fast>

Stuart Lau, Nikki Sun, Maggie Zhang, « For the first time, Zhang Dejiang spells out how Hong Kong can seize key role in One Belt One Road », *South China Morning Post*, 18 May 2016. <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/1946655/first-time-zhang-dejiang-spells-out-how-hong-kong-can-seize>

Liz Mak “Mainland banks establish Hong Kong lobby group for greater say in banking and financial policy”, *South China Morning Post*, 27 June 2016. <http://www.scmp.com/business/global-economy/article/1982287/mainland-banks-establish-hong-kong-lobby-group-greater-say>

Enoch Yiu, “HKMA lines up financial partners for “one belt one road” projects”, *South China Morning Post*, 4 July 2016. URL: <http://www.scmp.com/business/banking-finance/article/1985212/hkma-lines-financial-partners-one-belt-one-road-projects>

Denise Tsang, Nikki Sun, “CY Leung to head to belt and road summit with Hong Kong delegation in latest bid to get city on board China’s trade plan”, *South China Morning Post*, 9th May 2017. URL: <http://www.scmp.com/news/hong-kong/economy/article/2093473/cy-leung-head-belt-and-road-summit-hong-kong-delegation>

Agnès Gaudu, « Avec sa nouvelle route de la soie, la Chine lance des projets par millions », *Courrier International*, 18 mai 2017. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/mondialisation-avec-sa-nouvelle-route-de-la-soie-la-chine-lance-des-projets-par-millions>

“Moody's downgrades Hong Kong's rating to Aa2 from Aa1 and changes outlook to stable from negative”, *Moody's Investor Service*, 24 May 2017. URL: https://www.moodys.com/research/Moodys-downgrades-Hong-Kongs-rating-to-Aa2-from-Aa1-and--PR_366144

Blog Post by Guest Blogger for Elizabeth C. Economy “Beijing’s Silk Road Goes Digital”, *Council of Foreign Relations*, June 6 2017, <https://www.cfr.org/blog/beijings-silk-road-goes-digital>

Prudence Ho, “Chinese Giants are taking over Hong Kong”, *Bloomberg*, 6 June 2017. URL: <https://www.bloomberg.com/news/features/2017-06-06/chinese-giants-are-taking-over-hong-kong>

Enda Curran, “S&P Strips Hong Kong of AAA Rating After China Downgrade”, *Bloomberg*, 22 September 2017. URL: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-09-22/s-p-strips-hong-kong-of-aaa-rating-a-day-after-china-downgrade>

Florence de Changy, « Carrie Lam « bon soldat » de Pékin », *Le Monde*, 15 décembre 2017. URL : https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/12/15/hongkong-carrie-lam-bon-soldat-de-pekine_5230162_3216.html

Marion Kindermans « Silk Road veut séduire les importateurs », *Les Echos*, 20 mars 2018. URL https://www.lesechos.fr/supplement-marches-publics/20180321/grand_paris/0301447355974-silk-road-veut-seduire-les-importateurs-2162947.php.

Laura He, “65pc of listed Hong Kong and Chinese firms to increase Belt and Road Initiative business in three years: CESC”, *South China Morning Post*, April 9th 2018. URL: <https://www.scmp.com/business/markets/article/2140952/65pc-listed-hong-kong-and-chinese-firms-increase-belt-and-road>

Emma Dunkley, “China boosts mainland-Hong Kong stock connect quotas”, *Financial Times*, April 11th 2018. URL: <https://www.ft.com/content/0f374dc4-3d58-11e8-b7e0-52972418fec4>

Akihide Anzai, “China's Xi vows to build free trade zone in Hainan”, *Nikkei Asian Review*, April 13 2018. URL: <https://asia.nikkei.com/Politics/China-s-Xi-vows-to-build-free-trade-zone-in-Hainan>

Naomie Ng, “Hong Kong’s small flats ‘to get even smaller’, hitting quality of life”, *South China Morning Post*, April 17 2018. URL: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/economy/article/2142165/hong-kongs-small-flats-get-even-smaller-hitting-quality-life>

Alfred Liu, “Fitch Sounds Warning on Hong Kong Banks, Citing China Risks”, *Bloomberg*, 10 May 2018. URL: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-10/fitch-cuts-assessment-for-hong-kong-banks-citing-china-risks>

Ben Bland, “Hong Kong’s tycoon: handing over power in troubled times”, *Financial Times*, 10 May 2018. URL: <https://www.ft.com/content/de60483e-4c81-11e8-97e4-13afc22d86d4>

Hua Guo, Victor Zheng, “Why Zhuhai and other Greater Bay Area cities are not to Hong Kong what suburban Connecticut is to New York”, *South China Morning Post*, 29 May 2018, URL: <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/2148149/why-zhuhai-and-other-greater-bay-area-cities-are-not-hong>

Bernard Chan “Challenges on China’s belt and road are real and many, and they point to a role for Hong Kong”, *South China Morning Post*, July 6 2018. URL: <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/hong-kong/article/2153864/challenges-chinas-belt-and-road-are-real-and-many>

Tony Cheung, Kanis Leung, “Hong Kong can be a “powerful connection point”, city’s chief executive tells business summit”, *South China Morning Post*, June 28 2018. URL: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/hong-kong-economy/article/2152989/hong-kong-powerful-connection-point-belt-and-road>

Tony Cheung, “Beijing’s meddling in Hong Kong affairs through the city’s liaison office has eased under Carrie Lam but experts warn she still needs to tread carefully”, *South China Morning Post*, June 30 2018. URL: <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2153167/beijings-meddling-hong-kong-affairs-through-citys-liaison>

Supports Vidéos et brochures

Vidéo de promotion du rôle de « super connecteur » de Hong Kong au sein de la BRI sur le site internet crée par le gouvernement hongkongais : <http://www.beltandroad.gov.hk/videos.html>

Brochure de promotion de l'initiative *Belt and Road* du gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong <http://www.beltandroad.gov.hk/compendium.pdf>

Brochure du *Belt and Road Summit* 2018
http://www.beltandroadsummit.hk/pdf/Brochure/BnR_Summit_Brochure_EN_2018.pdf

Conférences et émissions de radio

Alice Ekman, Jean Philippe Béja, Jean-Raphael Chaponnière, Alain de Chalvron, « Emmanuel Macron en Chine : une visite stratégique pour Paris et Pékin », Débat sur France 24, le 8 janvier 2018. URL :

https://www.google.com.hk/search?biw=1350&bih=635&ei=8ZHRWvGYH8zA0gS97bKgBg&q=raphael+chaponniere&oq=raphael+chaponniere&gs_l=psyab.3...12680.16080.0.16165.19.13.0.0.0.525.1833.2-2j1j1j1.5.0...0...1c.1.64.psy-ab..14.5.1815...0j0i67k1j0i22i30k1.0.PY18nFjthtM

Steve Wong, vice-président du comité environnement et développement durable de la HKGCC et directeur général de Billion Group Technologies, « Grasping Green Opportunities from de Belt and Road Initiative », *Hong Kong General Chamber of Commerce (HKGCC)*, 2 février 2018. https://www.chamber.org.hk/en/events/whatson_detail.aspx?e_code=R180202WG

Joseph Chan, Stephen Wong Yuen-shan, Jonathan Drew, Liu Dashan, David Pang, Pat-Nie Woo, « Green Finance », *Hong Kong Belt and Road Summit*, Hong Kong Convention and Exhibition Center, 28 juin 2018.

Sites internet régulièrement consultés

- **Structures publiques et ministères de la région administrative spéciale de Hong Kong**

Portail BRI du HKTDC: <https://beltandroad.hktdc.com/>

Hong Kong General Chamber of Commerce (HKGCC):
<http://www.chamber.org.hk/en/index.aspx>

Hong Kong Trade and Industry Department: <https://www.tid.gov.hk/eindex.html>

Hong Kong SAR Marine Department <https://www.mardep.gov.hk/en/home.html>

HKMA Infrastructure Financing Facilitation Office. URL: <https://www.iffco.org.hk/>

Belt and Road Summit <http://www.beltandroadsummit.hk/en/index.html>

Hong Kong Maritime Silk Road Society: <http://maritimesilkroad.org.hk/en>

Site officiel du sommet Belt and Road 2016 :
<http://www.beltandroadsummit.hk/2016/en/index.html>

- **Banques**

Site officiel de l'Asian Infrastructure Investment Bank : <https://www.aiib.org/en/index.html>

Site de l'Asian Infrastructure Investment Bank : <https://www.aiib.org/en/index.html>

Etudes HSBC OBOR <http://www.business.hsbc.com.hk/en-gb/hk/campaign/belt-and-road>

Etudes économiques, site de la Coface. URL : <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Hong-Kong>

- **Instituts nationaux de Statistiques**

China Statistical Yearbook 2017 : <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2017/indexeh.htm>

Hong Kong Census and Statistics Department : <https://www.censtatd.gov.hk/home/>

- **Organisations internationales et fondations**

The Heritage Foundation, *2018 Index of Economic Freedom*,
<https://www.heritage.org/index/country/hongkong>

Organisation Internationale du Travail (OIT) : <http://www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm>

Table des matières

Introduction	1
Première partie – L’intégration de Hong Kong dans la <i>Belt and Road Initiative</i> (BRI) prolonge la relation d’interdépendance économique historique entre Hong Kong et la Chine continentale	5
Titre 1 – L’histoire des relations entre Hong Kong et la Chine continentale témoigne d’effets de synergies économiques qui justifient le maintien des caractéristiques singulières de Hong Kong au moment de sa rétrocession à la Chine continentale en 1997	5
Section 1 : L’instauration de Hong Kong comme colonie britannique a été vécue comme une « humiliation » pour la Chine.....	5
Section 2 : Dès l’instauration de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, les relations d’interdépendances économiques conduisent Hong Kong à se spécialiser dans les activités de service.....	8
Section 3 : Les termes de la rétrocession de Hong Kong à la Chine continentale en 1997 préservent les spécificités héritées de la colonisation britannique au fondement du miracle économique hongkongais	11
Titre 2 – L’approfondissement de l’intégration régionale et le renforcement des liens économiques et financiers entre la Chine et Hong Kong annoncent l’intégration officielle de Hong Kong à l’initiative <i>Belt and Road</i>	15
Section 1 : La multiplication d’accords commerciaux signés par Hong Kong avec ses partenaires témoigne de l’importance de la région administrative spéciale en tant qu’interface commerciale entre la Chine et le reste du monde	15
Section 2 : Hong Kong joue un rôle clé dans la stratégie d’internationalisation de la monnaie chinoise (RMB)	18
Section 3 : Le plan d’intégration régionale de « Grande Baie » <i>Greater Bay Area</i> (GBA) est un des axes prioritaires de Xi Jinping et reçoit l’accueil favorable des élites hongkongaises	22
Deuxième partie - La participation de Hong Kong à l’initiative <i>Belt and Road</i> mobilise les autorités politiques chinoises et hongkongaises.....	26
Titre 1 – L’initiative <i>Belt and Road</i> est l’un des axes prioritaires de la politique étrangère du président chinois Xi Jinping	26
Section 1 : L’initiative <i>Belt and Road</i> s’inscrit dans une stratégie de long terme ayant vocation à faire retrouver à la Chine son rang de grande puissance mondiale	26
Section 2 : L’initiative <i>Belt and Road</i> suscite de nombreuses inquiétudes.....	30
Section 3 : les autorités chinoises envisagent le rôle de Hong Kong dans l’initiative <i>Belt and Road</i> aux contours encore flous	32
Titre 2 - La participation de Hong Kong à l’initiative <i>Belt and Road</i> renouvelle son rôle d’interface entre la Chine et le reste du monde et suscite une forte mobilisation des autorités politiques pour bénéficier des opportunités offertes par la route maritime et dans une moindre mesure terrestre	34
Section 1 : les autorités hongkongaises prennent rapidement conscience des opportunités offertes par une participation à l’initiative <i>Belt and Road</i>	34
Section 2 : La participation de Hong Kong se formalise en décembre 2017 et parachève les efforts de promotion du gouvernement hongkongais	36

Section 3 : Hong Kong devient membre de la banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et organise avec succès la troisième édition du sommet <i>Belt and Road</i>	39
Troisième partie – L'intégration de Hong Kong dans l'initiative <i>Belt and Road</i> vise à renforcer les avantages compétitifs de Hong Kong tout en prolongeant son rôle traditionnel d'interface entre la Chine et le reste du monde : un partenariat « gagnant-gagnant » ?	43
Titre 1 – L'initiative <i>Belt and Road</i> renforce la place de Hong Kong dans ses domaines d'expertises, source d'opportunités pour la diplomatie économique française.....	43
Section 1 : Les entreprises hongkongaises se positionnent dans les secteurs des services professionnels et financiers et réalisent des investissements dans les pays traversés par les Nouvelles Routes de la Soie.	43
Section 2 : Le gouvernement hongkongais entend promouvoir Hong Kong comme hub régional de la finance verte et de l'arbitrage dans le cadre de l'initiative <i>Belt and Road</i>	48
Section 3 : L'intégration de Hong Kong dans cette initiative offre de nouvelles perspectives pour la diplomatie économique française.	52
Titre 2 – L'intégration de Hong Kong au sein de la <i>Belt and Road Initiative</i> porte le risque d'une dissolution économique et <i>de facto</i> politique	56
Section 1 : La croissance des intérêts économiques chinois laisse entrevoir une « sinisation » de l'économie hongkongaise concomitante de la perte de compétitivité de Hong Kong au profit de ses concurrents régionaux.....	57
Section 2 : L'évolution de la situation politique à Hong Kong renforce le constat d'une menace grandissante sur les libertés politiques et l'autonomie de Hong Kong.....	61
Section 3 : Ce risque de dissolution économique et politique est à nuancer : Hong Kong peut préserver son attractivité à l'international tout en se réinventant au sein de la Chine moderne....	63
Conclusion	66
Annexes	70
Bibliographie	83